Retrouver ce titre sur Numilog.com

ABED CHAREF

JOURNALISTE ALGÉRIEN

ALGÉRIE

LE GRAND DÉRAPAGE

l'aube
essai

Retrouver ce titre sur Numilog.com

ALGÉRIE

8° 03 g
764

Retrouver ce titre sur Numilog.com

DL 30 MAR. 95 04446

BCN Ca 1305736

Collection *Monde en cours*
animée par Jean Viard

+ BCN Col 2006744

Couverture :
Antoinette Sturbelle

© Editions de l'Aube, 1994
ISBN 2-87678-196-4

Retrouver ce titre sur Numilog.com

93
1047765

Abed Charef

Algérie

Le grand dérapage

éditions de l'aube

Retrouver ce titre sur Numilog.com

Retrouver ce titre sur Numilog.com

I. L'Euphorie démocratique

Retrouver ce titre sur Numilog.com

Les réformes politiques

De la mi-1989 à la mi-1991, l'Algérie a connu l'expérience démocratique la plus tumultueuse et la plus franche du monde arabe. Des manifestations regroupant des centaines de milliers de personnes se sont déroulées, sans donner lieu à des incidents significatifs. L'opposition a eu accès, sans limite, aux médias publics et privés ; la presse a connu une libération exceptionnelle, et des élections devaient couronner le tout, pour parachever la transformation d'un système de parti unique en une démocratie pluraliste. Parallèlement, étaient menées des réformes économiques qui devaient faire passer le pays à l'économie de marché. Mais en juin 1991, tout a basculé à la suite de la grève générale lancée par le Front islamique du salut (FIS). C'est le premier événement annonçant le compte à rebours vers la reprise en main progressive du pays par un système totalitaire. L'annulation des élections de décembre 1991 n'était qu'un résultat logique du dérapage de juin, tout comme l'engrenage violence-répression qui s'est déclenché par la suite.

Par deux fois, ce sont donc des élections législatives qui ont été, sous une forme ou une autre, à l'origine du dérapage. Ces élections ont été annoncées pour la première fois par le président Chadli Bendjedid en octobre 1990, dans une émission de télévision. Elles auraient lieu durant le premier trimestre 1991, annonçait le chef de l'Etat. Chadli répondait-il à la forte pression qui s'exerçait sur lui de toutes parts, au sein du système comme de la part de l'opposition ? Ou bien faisait-il une mauvaise analyse de la situation, pensant le moment opportun d'aller aux élections, pour terminer tranquillement son mandat ? Chadli n'a pas expliqué sa position, mais selon d'anciennes déclarations émanant de lui et du chef du gouvernement Mouloud Hamrouche, les élections ne devaient initialement

Retrouver ce titre sur Numilog.com

avoir lieu que début 1992, à la fin du mandat de l'ancienne Assemblée nationale populaire (APN), élue en 1987 pour un mandat de cinq ans. C'est, du moins, l'accord conclu avec Mouloud Hamrouche lorsque celui-ci a été désigné comme chef du gouvernement, en septembre 1989. Hamrouche avait demandé un délai de deux ans et demi, allant jusqu'à fin 1991. Il pensait ainsi terminer la mise en place d'un système pluraliste, mener à leur terme les réformes économiques et donner au pays le temps de souffler pour aller aux élections. Il pensait aussi avoir le temps de terminer la rénovation du Front de libération nationale (FLN), pour le transformer en parti moderne, en mesure de contrer le FIS lorsque l'heure des élections aurait sonné. Mais sa démarche a été bloquée au milieu du gué.

En fait, la volonté de réforme n'était pas nouvelle en Algérie. Elle datait du début des années quatre-vingt, mais elle n'avait pas trouvé de structures et d'hommes en mesure de l'élaborer, de la défendre et de la lancer, face à l'opposition du système politique algérien, qui constituait un obstacle insurmontable. Les mesures lancées au milieu des années quatre-vingt pour tenter de changer la gestion de l'économie ont donné des résultats inverses à ce qui en était attendu. La restructuration des grandes entreprises étatiques, divisées en une multitude de petites entreprises, a davantage compliqué leur gestion qu'elle n'a résolu leurs problèmes.

En 1985 était lancée une opération visant à changer la Charte nationale, le document qui servait de référence à la vie politique algérienne. L'objectif initial était d'aller à une ouverture progressive, pour introduire le débat d'idées, lancer les germes du multipartisme et favoriser le secteur privé. Mais le débat, totalement pris en main par l'appareil du parti, avec le concours de la bureaucratie et d'une frange des services de sécurité, a capoté. Le virage était raté.

En septembre 1989, le président Chadli avait expliqué qu'il avait chargé le parti et le gouvernement de faire des propositions pour faire face à la situation économique, créée par la chute des prix du pétrole à partir de fin 1985. Devant la carence du parti et de l'administration, il avait constitué des groupes de travail parallèles à la présidence, pour élaborer une formule globale susceptible de faire face à la crise. C'est là la naissance des réformateurs. Il s'agissait de groupes de juristes, sociologues, gestionnaires, hommes de communication, spécialistes de la finance, de la sécurité, de la santé, de l'éducation, regroupés autour de Mouloud Hamrouche, alors secrétaire général de la présidence.

Retrouver ce titre sur Numilog.com

Hamrouche venait de dépasser le cap de la quarantaine. Relativement jeune par rapport à la classe politique algérienne, il avait cependant une connaissance inégalée du système algérien et de son fonctionnement. « Il est né dans le système », selon la formule de l'un de ses proches. Fils de *chahid* (martyr), il avait lui-même rejoint, très jeune, l'Armée de libération nationale (ALN), pendant la guerre d'Algérie. Après un court passage dans l'armée après l'indépendance, il a travaillé dans l'ombre de Boumediene pendant une décennie, pour collaborer ensuite avec Chadli, comme chef du protocole puis comme secrétaire général du gouvernement, et enfin secrétaire général de la présidence. Entre-temps, il a poursuivi des études, couronnées par une formation en Grande-Bretagne, qu'il termine par un mémoire sur « le phénomène militaire » en Afrique.

Hamrouche a donc eu un poste d'observation privilégié. Il a vu comment fonctionne le système, comment se font et se défont des carrières, comment sont gérés les clans et les groupes d'intérêt, et comment se manifeste le régionalisme. Il a pu voir comment fonctionne la bureaucratie, qui distribue les privilèges et de quelle manière, et aussi comment s'organise et se gère la corruption. Il en gardera quelques points de fixation, qu'il tentera de combattre : éliminer le monopole de l'Etat sur le commerce extérieur, source de corruption, remplacer le système de cooptation par celui des élections, et libérer des énergies pour aller à un système économique efficace.

Lorsqu'il réunit les premiers groupes d'experts, en février 1986, Hamrouche n'a pas d'idée précise sur ce qu'il compte faire. Il se contente de recueillir les propositions, dissèque les secteurs d'activité un par un, recense les problèmes et les blocages, et tente d'élaborer des solutions. Elles prennent progressivement forme, pour devenir publiques une première fois en juillet 1987. On est alors sous le gouvernement d'Abdelhamid Brahimi, qui adopte deux circulaires sur l'autonomie de l'entreprise et la réorganisation des terres agricoles.

La première prévoit d'accorder aux entreprises publiques, sous tutelle de l'Etat, une autonomie de gestion qui leur laisse le libre choix des décisions qui les concernent. Elles doivent être transformées en sociétés par actions (SPA), dont le capital est détenu par des Fonds de participation, qui agissent pour le compte de l'Etat, mais selon des formes traditionnelles de gestion, avec des assemblées générales et des conseils d'administration. A défaut de privatiser l'entreprise, sujet tabou, la réforme prévoit de privatiser la gestion.

Retrouver ce titre sur Numilog.com

Les fermes d'Etat, domaines agricoles largement déficitaires mais occupant les meilleures terres du pays, doivent, quant à elles, selon la seconde circulaire, être partagées en exploitations agricoles collectives (EAC), entre les fellahs qui se réunissent en petits groupes selon leur propre choix et selon leurs affinités.

Ces deux circulaires constituent un changement de fond par rapport aux anciens textes économiques et donnent lieu à un long débat. Pendant que la réforme de l'agriculture est lancée, celle de l'entreprise est progressivement élaborée dans de nouvelles lois, adoptées début 1988. La réforme économique déborde, par ses implications, sur de nouveaux terrains. Ainsi s'aperçoit-on qu'il faut aussi changer de manière radicale la gestion de la monnaie, changement consacré dans la « loi sur la monnaie et le crédit », qui donne à la Banque centrale une large autonomie pour imposer l'orthodoxie financière.

Les principales lois économiques sont adoptées début 1988, avant les événement d'octobre. Les Fonds de participation sont installés durant l'été et le partage des terres agricoles est entamé la même année.

Ce lancement des réformes invite à deux constats. Le premier dément la thèse selon laquelle le pouvoir d'alors, avec à sa tête Chadli, a lancé les réformes et la démocratisation pour se maintenir après les émeutes d'octobre 1988. Le second constat est fait par les promoteurs des réformes eux-mêmes, qui notent qu'un système de gestion économique transparent est inséparable d'un système politique pluraliste. La mise en place des nouvelles règles économiques bute alors sur un système bureaucratique qui réussit à bloquer l'évolution de l'économie.

Mais la crise sociale, politique et économique est très forte, et il faut alors les événements d'octobre 1988 pour débloquer la situation. Ces émeutes — un affrontement au sein du système qui déborde dans la rue — bouleversent les données politiques. Chadli, appuyé par des courants libéraux, réussit à garder la confiance de l'armée, qui rétablit l'ordre. Il remporte une première bataille sur une partie des services de sécurité, appuyée par l'appareil du FLN et de puissants réseaux occultes, qui lui étaient hostiles. Mais l'intervention de la rue, dans cette bataille d'états-majors politiques, introduit une nouvelle donne : la société, qui regardait en spectatrice la vie politique, réclame désormais d'y participer.

Lorsque le président Chadli prononce un discours le 10 octobre 1988, dernier jour des émeutes, pour promettre des « changements

Retrouver ce titre sur Numilog.com

de fond », il ne semble cependant pas encore avoir une vision claire de ce qu'il va faire. Trois jours plus tard, un référendum pour la révision de la Constitution est annoncé pour début novembre 1988. Mais ce référendum a une portée limitée. La seule innovation importante concerne la possibilité, pour l'Assemblée nationale, de contrôler le gouvernement, qui est désormais tenu de défendre son programme devant le Parlement. Lorsque l'amendement de la Constitution est adopté, le 3 novembre 1988, Chadli peut nommer Kasdi Merbah, ancien patron de la sécurité militaire, ancien ministre, à la tête du gouvernement.

Le gouvernement Merbah va durer jusqu'en septembre 1989. Il réussit à gérer les retombées des événements d'octobre, notamment la puissante contestation qui se développe. Les grèves se multiplient, les marches et les rassemblements sont très nombreux, et l'Algérie découvre la liberté d'expression, qui se développe sans limites.

Chadli renforce rapidement sa victoire d'octobre. A la fin du même mois, il limoge deux hommes-clés de l'ancien système : Mohamed Cherif Messaadia, responsable du secrétariat permanent du comité central, et à ce titre, numéro deux du FLN, et Mejdoub Lakehal Ayat, responsable de la direction générale de la prévention et de la sécurité (DGPS), héritière de l'ancienne et puissante sécurité militaire. Celle-ci avait été auparavant divisée en deux, la DGPS et la sécurité de l'armée, confiée au général Mohamed Betchine. C'est précisément le général Betchine qui passe à la tête de la DGPS : l'armée, dont il dirigeait les services de renseignements, était restée fidèle à Chadli, alors que la DGPS avait joué contre le chef de l'Etat en octobre 1988.

Au sortir des émeutes d'octobre 1988, Chadli cherche une voie pour canaliser le changement. Elle lui est offerte par les réformateurs, qui lui soumettent un long document énonçant des propositions de sortie de crise. Un premier rapport alarmant lui avait déjà été remis par Mouloud Hamrouche, en septembre 1989. Le second document, préparé à la suite des événements d'octobre, fait une analyse détaillée de la situation, propose les différentes alternatives de sortie de la crise, dont l'une concerne des réformes globales à mettre en place progressivement sur un délai de trois ans.

La première manifestation publique des réformateurs a lieu le 24 octobre 1988, avec la publication d'un « communiqué de la présidence », un texte d'un ton nouveau, qui laisse entrevoir des bouleversements importants dans la vie politique. Le texte parle

Retrouver ce titre sur Numilog.com

d'indépendance de la presse, des syndicats et des associations, et n'exclut pas le multipartisme. Le texte dessine un projet pour le long terme, mais Chadli est encore lié par les échéances à court terme. Il doit notamment préparer le congrès du FLN qui se tient le 27 novembre1988, et assurer sa réélection qui doit avoir lieu à la fin de l'année. Elle est fixée au 22 décembre. Chadli est alors obligé de composer avec l'appareil du parti qui rejette le multipartisme lors du congrès, et doit faire face à la contestation qui se développe au sein du système et à l'extérieur.

Ce n'est qu'une fois sa réélection assurée que Chadli se sent les mains libres. Il a cinq ans devant lui — la durée de son mandat — pour s'engager dans une rénovation complète du système et assurer sa sortie de manière honorable. A défaut d'avoir réussi le développement économique, il pense qu'il sera l'homme qui aura instauré la démocratie. Sa première action d'envergure est la nouvelle Constitution, adoptée le 23 février 1989. Trois mois après que le FLN a rejeté le multipartisme, lors de son congrès de novembre 1988, Chadli fait préparer une Constitution qui introduit le multipartisme. La nouveauté est contenue dans l'article 40, qui autorise les « associations à caractère politique » (ACP). Pendant de longs mois, les partis seront désignés par cette appellation ACP, jusqu'à ce que l'idée de multipartisme soit définitivement admise. Le nouveau texte introduit la liberté d'expression et la notion du droit à l'information, consacre les droits de l'homme et l'indépendance de la justice. La Constitution est aussi dépouillée de son contenu idéologique et confirme une nette séparation des pouvoirs. La seule ambiguïté réside dans la bipolarité de l'exécutif, dirigé par le chef de l'Etat et le premier ministre. Le chef du gouvernement forme son équipe, à l'exception des ministres de la Défense et des Affaires étrangères, deux domaines qui restent encore du ressort du chef de l'Etat. Cette disposition semble transitoire, et vise à assurer une certaine stabilité dans deux secteurs qui acceptent peu les bouleversements. Mais cette ambiguïté sera à l'origine de la crise de septembre 1989, lorsque Kasdi Merbah, limogé de son poste de chef du gouvernement, rejette la décision de Chadli. Le chef du gouvernement, nommé par le chef de l'Etat, est en effet doublement responsable : devant le chef de l'Etat qui le nomme, et devant le Parlement qui peut approuver ou rejeter son programme. Le chef de l'Etat peut-il pour autant limoger le chef du gouvernement ? Selon la lettre de la Constitution, oui, puisqu'elle prévoit que le président nomme et met fin aux fonctions du premier ministre.

Retrouver ce titre sur Numilog.com

Mais comme le chef du gouvernement présente son gouvernement au Parlement qui le vote, Merbah conteste cette lecture, affirmant que c'est au Parlement de voter une motion de défiance pour le censurer.

Cette crise permet aussi de faire le point sur l'évolution du pays, un an après les émeutes d'octobre 1988. Depuis cette date, Chadli a été réélu ; l'armée a formellement quitté le FLN en mars 1989 pour se mettre en retrait de la vie politique ; une nouvelle Constitution a été votée et elle connaît un début d'application. Des lois importantes, comme la loi sur les partis, ont été adoptées. Certains partis, tel que le Rassemblement pour la culture et la démocratie (RCD), avaient anticipé sur la Constitution elle-même. Le RCD a en effet été créé deux semaines avant le référendum sur la Constitution, à la faveur d'un regroupement du Mouvement culturel berbère, exploité par Saadi Saadi et ses proches afin de lancer leur parti et tenter de couper l'herbe sous le pied du Front des forces socialistes (FFS). Le premier parti officiellement agréé est le Parti social démocrate (PSD), de Abderrahmane Adjerid. Il est le premier à être invité à la plus grande émission politique de la télévision algérienne, « Face à la presse », lorsque la télévision s'ouvre aux débats. Il est aussi le premier à connaître une crise, aboutissant au départ de son président, qui laisse le parti à un de ses adjoints, l'avocat Hamidi Khodja.

Le Parti de l'avant-garde socialiste (PAGS-communiste) sort lui aussi d'un quart de siècle de clandestinité, pour demander et obtenir officiellement son agrément. Mais le parti qui fera le plus parler de lui est le FIS. Il obtient son agrément le 5 septembre 1989, sous le gouvernement Merbah. L'agrément est signé par Abou Bakr Belkaïd, ministre de l'Intérieur : le même homme se présentera plus tard comme un des principaux animateurs du courant démocrate. Selon Mouloud Hamrouche, cette décision d'agréer le FIS n'a donné lieu à aucun débat. Hamrouche a déclaré n'avoir assisté à aucune réunion où cette question a été débattue, et que personne ne lui a demandé son opinion sur le sujet. En fait, l'agrément du FIS semble avoir été un des derniers actes du gouvernement Merbah, en tout cas un des plus importants de cet été 1989 : le terrain était désormais miné pour ceux qui allaient diriger le pays.

Lorsque Mouloud Hamrouche devient chef du gouvernement, il est officiellement chargé de l'application des réformes. La tâche est immense, car l'action doit être menée de front sur tous les secteurs. Il faut continuer l'application de la nouvelle Constitution, en démantelant les structures héritées de l'ancien système pour les

Retrouver ce titre sur Numilog.com

remplacer par de nouvelles. Il entame un travail législatif qu'il préfère réaliser avec l'Assemblée nationale de l'époque, bien qu'elle ait été élue sous le parti unique. Avec ces députés, Hamrouche pense qu'il sait à qui il a affaire. Il maintient un dialogue permanent avec eux, organise des journées parlementaires et réussit à les convaincre de le suivre sur ses choix.

Hamrouche agit par à-coups, travaillant là où il lui semble que le climat est favorable. Ali Benflis, ministre de la Justice, fait voter une loi d'amnistie pour les actes à caractère politique antérieurs. C'est un préalable nécessaire pour permettre à des opposants, condamnés à des peines de prison ou poursuivis, de rentrer en Algérie. La loi permet aussi de faire libérer les anciens compagnons de Mustapha Bouyali, qui passeront plus tard dans les groupes armés, comme Abdelkader Chebouti, Méliani Mansouri, Azzeddine Baa et d'autres. Benflis fait aussi supprimer les cours d'exception, notamment la cour de sûreté de l'Etat de Médéa, qui se chargeait des procès à caractère politique. Islamistes, berbéristes, militants du FFS et des droits de l'homme, comme Saïd Saadi, Mokrane Aït-Larbi, son ancien compagnon, Chebouti, Hachemi Naït-Djoudi, un moment numéro deux du FFS, ou encore Abdennour Ali-Yahia, président de la Ligue algérienne de défense des droits de l'homme (LADDH), y avaient été jugés et condamnés. Parallèlement est menée une double opération visant à assainir la justice et à renforcer son autonomie. Près de quatre cents magistrats et employés à différents niveaux sont révoqués, pendant que le corps judiciaire bénéficiait de nouvelles règles pour le gérer de manière autonome.

La presse a constitué, de son côté, un enjeu politique de taille. Un premier projet de loi avait été déposé à l'Assemblée nationale par le gouvernement Merbah, mais ce n'est que sous Hamrouche que la loi est adoptée, pour consacrer la liberté d'expression. Cependant, plus que la loi, c'est la situation économique qui empêche l'émergence d'une presse libre. Sous l'impulsion du Mouvement des journalistes algériens (MJA), né avant les événements d'octobre 1988, un débat de haut niveau avait en effet eu lieu en Algérie. Les possibilités financières des journalistes ne leur permettaient cependant pas de réaliser une presse à la hauteur des idées alors en vogue. Pour éviter aussi que la presse ne sombre sous l'emprise de l'argent et des appareils politiques, le gouvernement Hamrouche lance deux formules, à travers une circulaire publiée en mars 1990. La première, visant à encourager les partis à lancer leurs propres journaux, accorde aux journalistes qui veulent rejoindre la

Retrouver ce titre sur Numilog.com

publication d'un parti une garantie de salaire de trois années. La seconde formule, visant à lancer une presse faite et gérée par des journalistes, accorde ces mêmes facilités salariales aux journalistes qui veulent se constituer en collectifs pour lancer des journaux. Finalement, cette formule évolue et se transforme ainsi : les journalistes qui veulent quitter les journaux étatiques pour lancer leurs propres publications se voient accorder trois années de salaire sous forme de prime de licenciement, pour réaliser leurs projets. *El-Watan* et *le Soir d'Algérie* en français, *Al-Khabar* en arabe, sont les principaux quotidiens qui émergent avec cette formule, durant l'automne 1990. D'autres publications, lancées par des particuliers, avaient vu le jour auparavant, notamment deux hebdomadaires, *le Nouvel Hebdo* et *le Jeune Indépendant*, qui deviennent des journaux violemment anti-gouvernementaux.

Mais les luttes les plus violentes et les plus discrètes se déroulent dans les appareils et au sein des clans qui composent le pouvoir. Mouloud Hamrouche tente de mettre les nouveaux acteurs politiques à l'abri des appareils, et notamment de la police politique qui continue de hanter le leader du Front des forces socialistes, Hocine Aït-Ahmed. Celui-ci, rentré en décembre 1989, précédant l'ancien président Ahmed Ben Bella, continue de se méfier de la sécurité militaire, sa bête noire. Certains faits lui donnent raison. Abdelouahab Benchenouf, un ancien pilote, ami de Ben Bella, est arrêté par la police et accusé de vouloir mener des attentats et empoisonner des barrages. Il lui est reproché d'être rentré clandestinement en Algérie à bord d'un bateau de plaisance et d'avoir rapporté avec lui des armes et des produits toxiques.

Une autre affaire est révélée par Saïd Saadi, lors du congrès de son parti, le RCD, en décembre 1989. Saadi déclare qu'il a été approché par le général Betchine, patron de la sécurité militaire, qui lui a demandé de collaborer avec ce service. Saadi fait cette révélation au cours d'une conférence de presse et déclare que le général Betchine l'a informé que les autres partis, contactés, ont accepté cette offre.

Ces affaires empoisonnent l'atmosphère et gênent le gouvernement Hamrouche, accusé de jouer double jeu. D'un côté, il déclare que les partis sont des institutions de l'Etat qu'il faut protéger, et d'un autre, il est accusé de vouloir les contrôler. En fait, Hamrouche souhaite que les partis prennent de l'envergure, pour devenir les véritables animateurs de la vie politique. Les interférences des « services » provoquent un conflit qui se termine par le départ du général Betchine et son remplacement par le général Toufik

Retrouver ce titre sur Numilog.com

Mediene. Mais le conflit ne fait que rebondir. Dans la nomination de différents responsables, Hamrouche a éliminé la « fiche bleue », une fameuse fiche de renseignements fournie, avec un avis, par la sécurité militaire. Le résultat en est énorme : les nominations à la tête d'entreprises, de médias publics et dans les administrations, ainsi que les candidatures pour les élections, échappent désormais à la police politique.

Lorsque le FIS a occupé le terrain, pour devenir dominant dans les quartiers populaires, le gouvernement a constaté que c'était dû à l'absence de structures crédibles. Mohamed Salah Mohammedi, ministre de l'Intérieur, a proposé de créer de nouvelles daïras (sous-préfectures), pour doubler les structures du FIS. Il a, lui aussi, refusé les propositions de nomination émanant de la sécurité militaire, préférant recruter des cadres dans l'administration elle-même. Les différents clans qui avaient l'habitude d'avoir leurs quotas dans toutes les nominations à des postes donnant lieu à des privilèges ont, eux aussi, mal réagi à la démarche gouvernementale. Ceci a valu à Hamrouche et ses ministres de solides inimitiés de la part des « services ».

Les mosquées, prises d'assaut par des imams du FIS, étaient elles aussi concernées par ces mesures. Rejetant dos à dos la laïcité prônée par le RCD et la politisation de la religion prônée par le FIS, Hamrouche voulait une mosquée gardienne de la pratique religieuse et des valeurs morales, en dehors de toute influence partisane. A cet effet, il a fait publier, début avril 1990, quatre décrets régissant le fonctionnement des mosquées. Les décrets interdisent l'activité politique partisane dans les mosquées, instituent la *nidhara* (censorat) et la fondation de la mosquée, dont le conseil est présidé par le *nadher* (censeur). L'Etat nomme les imams et les *nadher*, assure l'indépendance et la sécurité des mosquées, qui passent, toutes, dans les biens *wakf* (*habous*, biens appartenant au domaine religieux), même si elles sont construites par des particuliers. Cette décision vise à soustraire à l'influence du FIS les multiples mosquées construites grâce à des cotisations, ainsi que les *moussallate* (lieux de prière), squattés par des imams FIS.

Les quatre décrets sont complétés par un cinquième, adopté le 15 mai suivant en conseil des ministres, sur le Haut Conseil islamique. La mission de ce conseil est d'ouvrer à la propagation des enseignements de l'islam, de combattre les déformations dans la compréhension de l'islam, de proclamer les fetwas (avis religieux autorisés) et de promouvoir la conscience islamique. Il veillera à soustraire la religion du « domaine des manœuvres et de la suren-

Retrouver ce titre sur Numilog.com

chère » et à la « restituer à sa vocation originelle d'être toujours le guide de l'homme vers le bonheur et la tolérance, en harmonie avec la mutation que connaît la Oumma ». Cette vision de l'Islam s'accommode mal de la pratique religieuse telle que menée par le FIS. En revanche, elle conduit à une réhabilitation des zaouïas, longtemps tenues sous haute suspicion pour leur rôle supposé négatif durant la période coloniale. Les zaouïas peuvent enfin tenir leur premier séminaire le 27 mai 1991, qui se termine par la création d'une association des zaouïas.

Pendant qu'ils mènent cette action en profondeur, les réformateurs sont attaqués de toutes parts, de l'intérieur du système et de l'extérieur, par la nouvelle opposition qui vient de naître, et qui se révèle aussi violente qu'impatiente. Saïd Saadi et Noureddine Boukrouh, leader du Parti du renouveau algérien (PRA, islamiste moderniste), réclament, d'un commun accord, « le départ du système dans son ensemble ». Hocine Aït-Ahmed réclame l'élection d'une Assemblée constituante. Le FIS prône l'instauration d'un Etat islamique.

Le gouvernement n'a pas d'organisation politique sur qui il puisse compter. Le FLN est alors largement discrédité, car considéré comme responsable de la mauvaise gestion et de la corruption qui ont rongé le pays. Toutes les critiques sont alors dirigées contre lui. Mais pendant que le FIS va dans les quartiers et investit les villes et les villages, la plupart des partis se contentent de communiqués dénonçant la gestion FLN et réclamant le départ de l'ancien parti unique. Hamrouche laisse faire, pensant que le temps finira par donner raison à son projet. Il compte, dans un premier temps, travailler avec l'Assemblée nationale existante, pour aller vite dans l'adoption des lois nécessaires au changement. Une fois celles-ci adoptées, vers la mi-1991, il pense aller vers un nouveau congrès du FLN, qui dégagerait une nouvelle élite, élue à la base et non plus cooptée à partir du sommet. Avec cette nouvelle direction du FLN, il pense aller aux élections et être en mesure de battre le FIS.

Dans l'intervalle, Hamrouche pense que les partis auront fait leur apprentissage, les plus solides devant faire leurs preuves, alors que les autres sont plus ou moins condamnés à disparaître. Les réformes économiques doivent donner leurs premiers résultats à partir de la mi-1991, pense-t-il. Effectivement, le 3 juin 1991, le FMI approuve le programme des réformes économiques, donnant le premier signal indiquant que l'économie algérienne peut de nouveau être solvable. Fort de son succès économique, Hamrouche

Retrouver ce titre sur Numilog.com

envisage de rénover totalement le FLN, en le dotant d'une ligne politique cohérente et en changeant aussi bien ses méthodes de travail que les hommes. Ainsi, le FLN pourrait de nouveau devenir un instrument de conquête du pouvoir, après avoir restauré son image de grand parti populaire.

Hamrouche réussit à garder son cap, malgré la pression qui s'exerce sur lui de toutes parts, allant de la contestation politique et sociale aux incidents provoqués par les islamistes. Durant le seul premier semestre 1990, 1482 conflits sociaux sont signalés. 200 000 travailleurs se sont mis en grève pendant cette période, dont 40 % dans le secteur public et 28 % dans la fonction publique. Début septembre, cinq personnes, qui introduisaient 48 pistolets automatiques, sont arrêtées à Debdeb, dans le nord du Sahara. Un mois plus tard, une centaine de détenus s'évadent de la prison de Blida. Beaucoup d'entre eux sont des islamistes, dont Abdelkader Chekendi, chef d'un groupe qui organise plusieurs attentats.

L'ancien président Ahmed Ben Bella, rentré le 17 septembre 1990, demande des élections présidentielles anticipées. Il exige un « changement radical, de la base au sommet ». Kasdi Merbah, qui a déposé le dossier de son parti le 5 novembre 1990, demande une convention nationale de l'opposition pour mettre sur pied un gouvernement de transition et « éviter le naufrage du pays ». Saïd Saadi, dans une conférence de presse, et s'appuyant sur un document qui est un faux, fourni par le futur ministre de l'Economie Mourad Benachenou, déclare que le gouvernement Hamrouche a signé un « accord secret » avec le FMI. Cette thèse de l'accord secret, un non-sens pour les spécialistes, est pourtant reprise plus tard par Sid-Ahmed Ghozali, qui réussit à en faire un thème pour discréditer son prédécesseur aux yeux de l'opinion.

Le discours radical, souvent à l'emporte-pièce, domine alors pendant toute l'année 1990, malgré la sérieuse alerte que constituent les élections communales du 12 juin, qui donnent lieu à un raz-de-marée du FIS. Le parti islamiste confirme sa position de premier parti du pays. Il recueille 34 % des voix, et contrôle 853 communes sur 1540, soit plus de la moitié des communes du pays. Il est notamment le maître dans les 32 communes d'Alger, et contrôle les municipalités des principales villes, comme Oran, Constantine, Annaba, Blida, et d'autres. Il contrôle également 32 assemblées de wilaya sur les 48, soit les deux tiers. Le FIS a été favorisé par le système électoral adopté. C'est le système majoritaire à un tour, avec une prime à la majorité. Le parti qui remporte la moitié des voix

Retrouver ce titre sur Numilog.com

exprimées plus une remporte la totalité des sièges. Si aucun parti n'est majoritaire, le parti qui arrive en tête obtient la moitié des sièges.

Le FFS a boycotté les élections communales. Il a organisé une grande manifestation, pendant la campagne électorale, pour appeler au boycott. Il demandait une Assemblée constituante, une de ses principales revendications depuis toujours. En fait, le leader du FFS, Hocine Aït-Ahmed, ne semblait pas encore croire que le gouvernement de l'époque voulait réellement aller à des élections libres. Cette hésitation traduisait un de ses principaux conflits avec le FLN. Pour Aït-Ahmed, ce qui avait été fait en Algérie depuis l'indépendance était contestable, et il fallait une Constituante, pour consacrer formellement l'entrée de l'Algérie dans l'ère démocratique. Le FLN, qui ne pouvait se renier totalement, admettait ses erreurs, mais il excluait l'éventualité d'une remise en cause totale de sa gestion depuis l'indépendance.

Le boycott des élections par le FFS permet au RCD de remporter des municipalités en Kabylie, mais avec des scores relativement faibles. Quant au FLN, il réussit à survivre, en se maintenant comme le deuxième parti du pays. Le FLN a remporté 28 % des suffrages. C'est peu pour un parti qui a été au pouvoir pendant un quart de siècle. Mais c'est beaucoup dans la conjoncture politique du moment. A la mi-1990, le FLN vivait en effet une véritable débandade. Les affaires de corruption se succédaient, les conflits internes minaient le parti, et le discours du gouvernement réformateur FLN était peu compris par les militants. Le président de l'Assemblée nationale, Rabah Bitat, membre du bureau politique, démissionnait pour protester contre la politique du gouvernement. En fait, ce résultat a été obtenu par le FLN grâce essentiellement à son appareil et à ses réseaux traditionnels.

Le soir des élections, Saïd Saadi affronte Abbassi Madani, chef du FIS, dans un face-à-face télévisé. Il lui déclare : « Nous vous empêcherons d'accéder au pouvoir par les moyens démocratiques. » Mais Abbassi est déjà en course pour la prochaine étape. Il veut des élections présidentielles, estimant que son parti est en mesure de les remporter. Ses élus connaissent de sérieux problèmes de gestion, dans les mois qui suivent. Il convient, avec le gouvernement, d'organiser des séminaires à leur intention, mais il abandonne cette idée. Il préfère organiser lui-même, au profit de ses élus municipaux, une grande réunion le 14 novembre, ponctuée par une marche sur la présidence de la République, pour protester contre « les entraves de

Retrouver ce titre sur Numilog.com

l'Etat » au travail des élus islamistes. Il s'agit, en fait, de décisions de municipalités FIS, plus ou moins illégales, qui sont rejetées par l'administration.

La vie politique est ponctuée par de grandes marches tout le long de l'année 1990. Le FIS, le FFS, le FLN, les partis de la mouvance démocratique organisent de grandes démonstrations qui réunissent plusieurs centaines de milliers de personnes chacune. Le succès de ces marches montre que le paysage politique du pays a profondément changé, et qu'il est désormais difficile à une force politique de gouverner seule. Le FLN, qui tente de se présenter comme l'organisateur du passage à la démocratie, reste présent, malgré les difficultés qu'il éprouve pour faire sa mutation. Le FFS, grâce au prestige de son leader, contrôle la Kabylie et tente, lui aussi, de se trouver une relève, notamment après la dissidence de Hachemi Naït-Djoudi, numéro deux du parti entré en conflit avec Aït-Ahmed. Les discours du FLN et du FFS se rejoignent d'ailleurs de plus en plus sur des thèmes aussi variés que la démocratie, le pluralisme, les droits de l'homme et l'économie de marché.

Le RCD tente, de son côté, de se présenter comme le chef de file des partis modernistes, laïcs et violemment opposés au FIS. Il veut aussi représenter la « société civile », en fait des personnalités vivant à la périphérie du système et bénéficiant le plus souvent des faveurs de la presse. Avocats, universitaires, hommes de lettres, médecins, présidents d'associations et, plus tard, journalistes, forment cette nébuleuse qui tente de développer une pensée anti-intégriste.

Quant au FIS, il s'est d'abord imposé comme le premier parti islamiste, au détriment de Hamas de Mahfoudh Nahnah et Ennahdha de Abdallah Djaballah. Il a ensuite réussi à devenir le premier parti du pays, en adoptant une attitude offensive, exerçant une pression continuelle sur le pouvoir, tout en menant un gigantesque travail de mobilisation. Son chef, Abbassi Madani, a adopté une stratégie qui s'est révélée payante : il choisit la confrontation de manière systématique pour faire reculer ses adversaires.

C'est dans ce climat que le président Chadli annonce donc, le 8 octobre 1990, dans l'émission phare de la télévision « Face à la presse », qu'il a l'intention d'organiser des législatives anticipées. Il demande aux Algériens un « climat favorable » pour les élections, pour permettre au peuple de « choisir en toute liberté et démocratie ». Cette décision n'est pas conforme au calendrier initialement prévu avec le chef du gouvernement Mouloud Hamrouche,

Retrouver ce titre sur Numilog.com

qui rappelle au chef de l'Etat leur contrat initial. Chadli tente de se rattraper, en déclarant le 5 décembre dans une interview à l'APS (Algérie Presse Service), que les législatives auront lieu « dans les six mois qui viennent ». Elles sont donc repoussées à la fin du premier semestre 1991, au lieu de la fin du premier trimestre. Chadli déclare que « les réformes politiques sont achevées, et les réformes économiques se poursuivent. La future majorité parlementaire pourra améliorer les réformes politiques si elle veut. A elle d'apporter les correctifs nécessaires pour la grandeur du pays ».

Hamrouche gagne trois mois supplémentaires, mais il sent que le compte à rebours a commencé. Il est assailli de toutes parts. Deux jours après la déclaration de Chadli, le FIS organise, le 7 décembre, un rassemblement qui regroupe près de 100 000 personnes au stade du 5 Juillet à Alger. Abbassi Madani rejette la décision de Chadli de « reporter » les législatives. Le FFS organise à son tour une marche pour protester contre une loi sur l'arabisation, proposée par les députés, et pour protester contre l'intolérance. Aït-Ahmed dresse ensuite une tente devant la présidence, pour réclamer un siège pour son parti. Kasdi Merbah et Ben Bella lancent de violentes attaques contre le gouvernement.

La tension provient également de l'intérieur du FLN. Chadli, lui aussi sous pression, n'a pas donné à Mouloud Hamrouche le temps souhaité pour mener ses réformes à leur terme. A l'Assemblée nationale, un groupe de députés tente de déposer une motion de censure. Hamrouche se rend à l'Assemblée le 8 décembre, où il prononce un discours de guerre : « Le FLN demeure le seul front capable de répondre aux aspirations du peuple, et le seul pouvant conduire au développement, au progrès et à la concrétisation de la démocratie. » Il déclare qu'il est « déterminé à aller au bout des réformes », et appelle à la création d'un « large front » pour les défendre. Il s'attaque violemment au FIS. Le passage à l'économie de marché a été « contrarié par des débats marginaux » et par des partis qui « ont tenu à une population désemparée des promesses démagogiques de miracles culturels, économiques et sociaux à brève échéance ». Malgré les attaques dont il a été l'objet de la part de dirigeants de son parti, il annonce que le processus de réformes va « s'accélérer en 1991, grâce notamment à la libération du commerce extérieur », un des grands enjeux des réformes économiques, le second front ouvert par les réformateurs.

Retrouver ce titre sur Numilog.com

Les réformes économiques

Parallèlement à cette activité politique tumultueuse que connaît l'Algérie durant l'année 1990, une réforme économique de fond est engagée. En quatre années de réflexion, les réformateurs sont arrivés à élaborer une démarche globale, qu'ils mettront en œuvre de manière coordonnée. La pensée économique des réformateurs est consignée dans une série de cinq livres, *les Cahiers de la Réforme*, auxquels s'est intéressé le chercheur libanais Georges Corm. Nous reprenons des extraits de son analyse publiée dans la revue *Machrek-Maghreb* de mars 1993.

Georges Corm note que la réforme économique algérienne n'a pas donné lieu à « l'inflation galopante, la débandade du taux de change, les chutes de production et d'exportations et les dramatiques réductions de niveau de vie expérimentées, à des degrés divers et durant des périodes variées, par beaucoup de pays d'Amérique latine, de l'Europe de l'Est ou la Russie ».

L'équipe qui met en place le dispositif vient essentiellement du secrétariat d'Etat, puis du ministère du Plan, une structure qui a longtemps mené une lutte sourde contre l'option industrialisante de Belaïd Abdessalam dans les années soixante-dix. Autour de Ghazi Hidouci, elle regroupe Mohamed Salah Belkahla, et d'autres managers qui ont fait leur carrière dans les entreprises, comme Amar Kara, Mohamed Ghrib, Smaïl Goumeziane et Hadj Nacer.

« En deux ans, 1986 et 1987, cette équipe avait mis au point un ensemble de projets de réformes de structures dans tous les domaines économiques et sociaux », note Georges Corm. « La réforme algérienne, ajoute-t-il, n'a pas été faite de touches successives et aménagements progressifs, sous le coup de la pression des bailleurs de fonds extérieurs exercée à l'occasion des rééchelonnements successifs de la dette extérieure. Elle a été le fruit de la réflexion d'une équipe relativement homogène, ayant travaillé hors de tout mécanisme officiel ou bureaucratique dépendant d'un organisme administratif. »

Tous les aspects de la vie économique et sociale sont abordés. L'autonomie des entreprises publiques, le changement du système de planification et l'assouplissement du Statut général du travailleur (SGT), qui régit les relations de travail, la question de la valeur externe du dinar en relation avec le système des prix et des revenus, les techniques, institutions et instruments financiers, l'administration centrale, la santé, la sécurité sociale, et enfin, le secteur agricole et coopératif.

Retrouver ce titre sur Numilog.com

La réforme est menée d'abord sur le plan législatif, et les premières lois sont adoptées en janvier 1988. Georges Corm note que les réformateurs « ne cherchent pas le démantèlement du secteur public productif, mais son insertion dans une économie de marché où la monnaie et la gestion monétaire reprennent tous leurs droits. Les réformateurs seront souvent accusés de monétarisme doctrinaire, accusation un peu paradoxale, puisque leur approche n'invoque pas, comme devrait le faire toute approche néo-libérale orthodoxe, la liquidation des entreprises publiques économiques (EPE) impliquées dans la production pour faire place nette et exclusive au secteur privé ».

Le schéma théorique bâti pèche par certaines candeurs. Pour mettre fin à la bureaucratie qui paralyse l'économie, les réformateurs ne veulent pas recourir aux directives administratives qui ont fait tant de mal, mais préfèrent plutôt mettre en place les instruments nécessaires et les règles du jeu, à charge pour chaque partenaire de jouer son rôle dans la nouvelle dynamique. Aux entreprises de réaliser leur propre redéploiement industriel, aux banques d'apprendre à financer, aux partenaires sociaux de négocier les salaires. Il n'y a pas d'a priori pour ce qui concerne la privatisation du secteur public : les règles du marché lui permettront d'aller à la performance ou de mourir. « Seules les missions de type stratégique pour le compte de l'Etat ou les contraintes de service public peuvent donner lieu à subvention, le reste des activités doit se dérouler dans la "*commercialité*", c'est-à-dire être soumis à la régulation par le marché. »

Ce sont les Fonds de participation, au nombre de huit, qui ont pour mission de gérer les valeurs mobilières de l'Etat et de veiller à la rentabilité de ce vaste portefeuille. Afin d'éviter que les Fonds ne se transforment en organe de tutelle, les réformateurs ont prévu qu'aucun d'entre eux ne pourra détenir une majorité d'actions dans une EPE.

Lorsque le gouvernement de Mouloud Hamrouche est installé en septembre 1989, il constate que « le succès de la réforme économique est largement conditionné par l'accélération des réformes politiques, qui peuvent seules permettre une relève de générations dans le haut personnel dirigeant politique et administratif », selon Georges Corm.

Le gros morceau fut cependant le monopole sur le commerce extérieur, confié jusque-là à une dizaine de grandes sociétés nationales pour l'essentiel des importations du pays. C'est en effet là que se situe une des clés, sinon la clé, de toute la corruption des années précédentes. L'Algérie importait pour 12 à 14 milliards de dollars de produits par an. Sur ce chiffre, les commissions, pots-de-vin, surcoûts

Retrouver ce titre sur Numilog.com

et gaspillages sont énormes, et Abdelhamid Brahimi, ancien chef du gouvernement, les a évalués à 26 milliards de dollars. Déjà, un décret du 18 octobre 1988 avait abrogé partiellement ce monopole. Il faudra cependant attendre la nouvelle Constitution de février 1989 pour pouvoir mettre en place les lois nécessaires pour y mettre fin.

La loi sur la monnaie et le crédit bouleverse les règles de gestion de la monnaie. Elle donne à la Banque centrale un rôle-clé dans le dispositif, en en faisant « un centre de pouvoir monétaire et financier tout à fait indépendant du ministère des Finances », selon Georges Corm. L'inamovibilité du gouverneur et des vice-gouverneurs, nommés par le chef de l'Etat pour une période de six ans, renforce l'indépendance de l'institut d'émission. La nomination à la tête de la Banque centrale de Hadj Nacer Rostomi, un orthodoxe de la gestion financière qui se montrera intransigeant, lui permettra de jouer ce rôle. Symbole de cette orthodoxie : Hadj Nacer est un mozabite, qui sont considérés en Algérie comme des gens particulièrement avares.

La loi confie à la Banque centrale des missions très diverses, comme la fixation du taux de change du dinar, l'agrément des investissements étrangers et des concessionnaires, appelés à investir et assurés du rapatriement de leurs bénéfices. Les sociétés et banques étrangères peuvent s'établir en Algérie, avec l'accord de la Banque centrale.

Lorsque l'équipe au pouvoir s'en va en juin 1991, à la suite du dérapage de la grève générale du FIS, il ne reste plus au dispositif en place que quelques lois : le code du commerce et une nouvelle loi sur la sécurité sociale, notamment. La réforme fiscale, la plus complexe et la plus difficile à mener, est ébauchée, mais c'est un travail de longue haleine, qui n'est pas encore engagé plusieurs années après. C'est pourtant là que se situe une des principales causes de la crise, car les fortunes en circulation, travaillant le plus souvent dans des circuits parallèles, échappent à l'Etat et à l'investissement, et sont la principale cause des déséquilibres financiers. Quant au code des investissements, que Sid-Ahmed Ghozali et Belaïd Abdessalam ont passé une année à préparer, avant que Mourad Benachenou l'adopte en deux mois, il était parfaitement inutile, car toutes les dispositions qu'il prévoit sont déjà contenues dans des textes antérieurs.

Malgré sa cohérence et la solidarité de l'équipe qui l'a élaborée, la réforme économique algérienne a donné des résultats mitigés. Les raisons de son demi-succès ne sont pas encore analysées, mais on peut en énumérer les principales.

Retrouver ce titre sur Numilog.com

1. La conjoncture politique interne est hostile. L'opposition algérienne n'arrive pas à se convaincre qu'une équipe née dans le système puisse travailler précisément pour changer ce même système. L'opposition démocratique comme les partis islamistes ne manquent pas une occasion de dénoncer le gouvernement. La victoire du FIS aux élections communales de juin 1990 augmente la crainte des courants démocrates qui finissent, sincèrement ou non, par accuser le gouvernement et son parti d'être de connivence avec le FIS.

2. Le gouvernement, qui comptait sur l'appui, ou au moins sur la non-hostilité de l'opposition, à qui il a offert une ouverture politique totale, se trouve en plus contrarié par les courants conservateurs au sein de son propre parti, le FLN. Certes, le FLN adopte les réformes, mais des personnalités, comme Belaïd Abdessalam, lui sont hostiles, alors que d'autres, en désaccord avec les réformateurs dans le domaine politique, mènent d'autres campagnes de dénigrement systématique.

3. Le président Chadli, qui semble avoir totalement adhéré à un certain moment à la démarche des réformateurs, est dans une position politique assez fragile. Il lui apporte son soutien tant que les oppositions sont modérées, mais dès que le FIS descend dans la rue, Chadli laisse faire les militaires.

4. Le gouvernement des réformateurs lui-même, portant un projet particulièrement ambitieux, a probablement surestimé la capacité de ses partenaires sociaux et politiques de jouer le jeu démocratique et d'adhérer aux changements, qui leur ont pourtant permis d'exister. L'extraordinaire capacité de mobilisation du FIS, qui a peu de chose à proposer dans le domaine économique, montre le décalage entre la société réelle, et ce que les réformateurs en attendent.

5. Les réformateurs ont choisi de mener les réformes avec le soutien du FLN, mais ont négligé la communication politique envers les autres partis, d'une part, et la pédagogie en direction de la population, d'autre part. Le gouvernement Hamrouche a choisi d'agir, laissant le soin aux partis de constater sur le terrain que le programme annoncé est réellement appliqué. Certains partis ont interprété cette attitude comme un dédain, un mépris de la part des réformateurs, d'où beaucoup de malentendus qui se sont avérés irréparables. En outre, le populisme du FIS a réussi à battre le discours rationnel des réformateurs, privant les réformes d'une base sociale qui lui a cruellement fait défaut.

6. Dans l'application des réformes économiques, un débat s'est instauré au sein même de l'équipe chargée de les mener : quelles sont les

Retrouver ce titre sur Numilog.com

priorités, et à quel rythme faut-il mener le changement ? Partisans de l'ouverture de tous les fronts se sont affrontés à ceux qui prônent une démarche graduelle, secteur par secteur. Ce débat est élargi d'ailleurs aux autres secteurs de l'activité sociale, culturelle et politique. Visiblement, les réformateurs n'avaient pas les moyens et les institutions en mesure de mener toutes les batailles en même temps, allant de l'école à la santé, en passant par la fiscalité, les banques et les entreprises. Ils semblent avoir adopté une démarche pragmatique, s'attaquant aux gros secteurs, comme les entreprises et les banques, et reculant lorsqu'ils s'aperçoivent que la situation n'est pas mûre dans un secteur, comme ce fut le cas pour l'université et la santé. Paradoxalement, la réforme a été bien acceptée dans des secteurs comme l'agriculture, où le niveau intellectuel est bas, mais où l'intérêt du public concerné est immédiat. En revanche, dans les secteurs de l'université ou de la santé, où le personnel est théoriquement mieux outillé pour comprendre la nouvelle démarche, ce fut l'échec.

7. L'armée, qui voyait d'un mauvais œil la rue éclater en manifestations et marches, était sceptique face à cette réforme économique, dont elle ne percevait pas réellement les objectifs. La haute hiérarchie de l'armée était, en plus, inquiète. Habituée à gérer certains conflits dans des cercles restreints, loin des yeux et des oreilles du public, elle refusait que certaines choses soient étalées à la connaissance de tous. La publication de la liste des bénéficiaires illégaux de terres agricoles, incluant des proches de militaires de haut rang, sonne comme un avertissement.

L'armée, habituée aussi à gérer son budget de manière autonome, pratiquement en dehors des structures normales, n'admet pas non plus cette nouvelle pratique qui contraint un ministre de la Défense d'aller défendre son budget devant les députés, et risquer de voir ainsi l'Assemblée nationale le refuser. Pour les réformateurs, pourtant, il était hors de question de rogner les éventuels privilèges de l'armée. Il s'agissait simplement de les aménager de manière plus transparente, pour redonner à l'institution militaire sa crédibilité, et par là-même, son autorité. Mais la communication, là aussi, semble avoir fait défaut.

8. L'économiste Abdelmadjid Bouzidi a parlé d'une « alliance contre nature » qui s'est tissée contre les réformes économiques, entre des partenaires que tout sépare, du moins théoriquement. Travailleurs, managers et rentiers se sont trouvés dans la même tranchée contre les réformes, alors que les retombées sur les uns et les autres étaient totalement différentes. « La haute bureaucratie industrielle et bancaire » était hostile à la réforme, car elle touchait

Retrouver ce titre sur Numilog.com

ses privilèges. Le banquier ne pouvait plus accorder des crédits à qui il voulait, le haut responsable ne pouvait plus introduire ses proches auprès des banques, qui étaient appelées à travailler selon les règles strictes de la commercialité.

9. Les patrons privés, habitués à des bénéfices élevés par rapport à leur investissement initial, n'ont pas admis les nouvelles règles, qui bloquent l'accès facile au crédit et aux matières premières. Travaillant selon des normes peu performantes, ils ont eu peur de la concurrence du capital étranger. Le secteur du textile en est l'illustration parfaite. La fédération du textile demande à la fois des crédits et des devises bon marché pour investir et pouvoir importer des matières premières, la liberté des prix pour vendre en Algérie, et le maintien de l'interdiction d'importer pour garder le monopole du marché intérieur.

10. Les chefs d'entreprises publiques, les banquiers et la haute administration n'ont pas su s'engager dans la brèche offerte par la réforme économique. Au cours de conférences annuelles organisées depuis la moitié des années quatre-vingt, les gestionnaires ont plaidé pour le changement des méthodes de gestion. Mais lorsque leurs prérogatives ont été élargies, ils ont été peu imaginatifs, demandant l'assainissement total des entreprises avant d'engager la moindre action, et refusant de prendre les mesures impopulaires nécessaires à leur relance

11. L'environnement international était particulièrement hostile aux réformes économiques algériennes. Les banques internationales ont refusé d'accompagner le mouvement, parfois pour des raisons politiques, parfois parce qu'elles n'admettaient pas ces changements réalisés en dehors des schémas convenus selon les règles de l'orthodoxie imposée par les grandes places financières. Le gouvernement algérien n'attendait, certes, pas un comportement de la communauté internationale similaire à celui qui fut adopté en faveur de pays comme la Pologne, l'Egypte, ou certains pays d'Amérique latine, qui se sont vu éponger une partie ou la totalité de leur dette. Mais il ne s'attendait pas non plus au verrouillage qui s'est opéré, notamment de la part de la France.

Au moment où le FMI a admis le bien-fondé des réformes économiques algériennes, il était trop tard. Pourtant, note Georges Corm, « au cours des négociations avec la Banque mondiale et le FMI, les seuls points de tension auront porté sur le rythme et les taux de dévaluation » du dinar. Le FMI et la Banque mondiale voulaient un rythme rapide, pour que les taux officiel et parallèle du

Retrouver ce titre sur Numilog.com

dinar soient rapidement égaux. Les réformateurs estimaient, de leur côté, que l'assainissement des circuits commerciaux devait conduire à une amélioration progressive du cours du dinar. Cet objectif sera presque atteint vers la mi-1991, mais le dérapage avait déjà commencé, le FIS s'étant lancé à l'assaut du pouvoir.

L'islamisme radical en Algérie

La violence qui embrase l'Algérie après l'interruption des élections législatives de décembre 1991 a déjà un précédent, qui n'avait cependant pas réussi à faire autant de dégâts : c'est l'aventure de Bouyali, qui commence à la fin des années soixante-dix, et se termine le 3 janvier 1987 de manière dramatique. Mustapha Bouyali — dit Cheikh Yacine — est un moudjahid ayant fait la guerre de libération dans la wilaya 4 (centre du pays). Militant FLN, il demande à être candidat aux élections législatives en 1977, époque où, comme beaucoup d'Algériens, y compris des militants FLN, il souhaitait une plus grande islamisation de la législation. D'ailleurs, il avait déjà commencé à prêcher à la mosquée d'El-Achour, où réside sa famille, dès les années soixante-dix.

A l'origine, selon les témoignages d'anciens compagnons de Bouyali, lorsque l'organisation qu'il veut mettre sur pied à la fin des années soixante-dix apparaît, c'est une simple manière de protester contre la « déviation des mœurs » à laquelle il veut remédier. L'organisation, encore très modeste, a été divisée en deux groupes — celui d'Alger-Sahel et celui de la Mitidja. On notera que, près de quinze ans plus tard, ce sont ces deux régions qui sont les premières à s'embraser. Ce ne sera pas la seule similitude.

Petit à petit, le mouvement de Bouyali prend forme, se transforme, touche de nombreux relais, ce qui lui permet la création du Mouvement islamique en Algérie (MIA). Il envoie aux autorités un mémorandum en treize parties, et élabore un *Dalil*, guide en quatre-vingt-dix-neuf parties, avec pour but de créer une république islamique en Algérie, afin d'arriver à un régime qui regrouperait tous les pays islamiques, avec pour capitale La Mecque.

Les principaux lieutenants de Bouyali connaîtront des fortunes diverses. Belkacem Boukasmia, du groupe de Sidi-Bel-Abbès, meurt durant les incidents de la mosquée de La Mecque, en 1979. Occupée par des fondamentalistes, cette mosquée est reprise par le

Retrouver ce titre sur Numilog.com

fameux capitaine Barril. Il n'a pas été possible d'établir la raison pour laquelle le militant islamiste algérien s'y trouvait, certains islamistes de sa région affirmant qu'il y était par hasard, d'autres estimant qu'il était déjà membre d'une autre organisation ayant des liens avec des groupes fondamentalistes saoudiens.

Ahmed Merrah, homme énigmatique, haut en couleur, est arrêté le 17 janvier 1983. Il est la star du procès qui se déroule devant la cour de sûreté de l'Etat en mai 1985, où il est condamné à douze ans de prison. Les Mansouri offrent, quant à eux, quatre frères au groupe de Bouyali. L'aîné, Abdelaziz, sera tué dans la forêt près de Larbaa, sur les hauteurs de la Mitidja, lors d'un accrochage en novembre 1985. Méliani, blessé, Abderrachid et un autre, plus jeune, sont arrêtés et condamnés. Ils seront graciés une première fois en 1989. Méliani, arrêté une deuxième fois dans l'affaire de l'aéroport d'Alger, sera condamné à mort et exécuté durant l'été 1993.

Abdelkader Chebouti reste, quant à lui, un mystère. Arrêté une première fois, condamné à mort en 1987, gracié en 1989, il reprend le maquis peu après l'interruption des élections. Il devient célèbre sous le nom de général Chebouti, avant d'être donné pour mort durant l'été 1992. Depuis, aucun islamiste arrêté n'a déclaré l'avoir rencontré. Le quotidien *le Matin* avait même annoncé sa mort, en août 1992, ce qui lui avait d'ailleurs valu une suspension.

En 1981, le groupe de Bouyali commence à s'activer. Ahmed Merrah est chargé de trafiquer les documents pour les voitures utilisées par le MIA, et d'organiser la logistique. Le 30 avril 1981, Bouyali organise un rassemblement des prédicateurs d'Alger et de nombreuses autres villes. Il propose une marche pacifique pour le lendemain, en vue de demander l'application de la chariaa et la libération d'islamistes arrêtés peu auparavant à Sidi-Bel-Abbès. Ali Belhadj est présent. La réunion refuse la proposition de Bouyali.

En mai 1981, Merrah se fait embaucher pendant quinze jours à la société nationale de construction et de travaux publics d'El-Achour, près d'Alger. Il emporte 2,4 millions de dinars, pour financer le mouvement.

Deux mois plus tard, en juillet, le MIA fabrique une première bombe qu'il expérimente. Y participent des personnes qui ont totalement disparu de la mouvance depuis : Benmiradi, Bousnina et Charef. Le groupe est cependant repéré, et le 3 octobre, Bouyali échappe à une tentative de kidnapping à la sortie de son travail, menée par des agents de la sécurité militaire, selon les déclarations de ses compagnons devant le tribunal.

Retrouver ce titre sur Numilog.com

L'année 1982 sera plus animée. En août, Bouyali est plébiscité « émir », à la tête des « Volontaires pour la cause de Dieu » *(el moutatouyine fi sabil ellah)*. Lorsque les forces de sécurité opèrent une série d'arrestations, dont celle d'Abbassi Madani, après le rassemblement du 12 novembre à l'université d'Alger, Bouyali, hostile aux méthodes classiques de lutte politique, pense qu'il a eu raison de prôner la manière forte face aux autres leaders islamistes, qui se contentaient des prêches et de l'éducation.

Cinq jours plus tard, le 17 novembre 1982, en compagnie de Ahmed Merah et Abdelkrim Benramdane, Bouyali tire pour la première fois sur les forces de sécurité. Il s'agit d'un barrage de gendarmerie près de Oued-Rommane, dans la périphérie ouest d'Alger. Les trois hommes, accompagnés de deux autres, Omar Ferhat et Mohamed Bousnina, attaquent ensuite un dépôt d'une société d'Etat pour dérober cent soixante kilos de TNT. C'est alors l'engrenage, avec notamment un nouvel essai d'une bombe à Alger-Plage, et un vol d'explosifs à Cap-Djinet, à l'est d'Alger. Finalement, le 10 décembre 1982, un mandat d'amener est lancé contre Bouyali : désormais, son action se passe totalement dans la clandestinité.

Parallèlement, une action politique naïve, sinon franchement rudimentaire, est menée. Des tracts sont adressés à l'ambassade d'Union soviétique, demandant aux Soviétiques de ne pas s'ingérer dans les affaires algériennes comme ils le font en Afghanistan.

Début 1983, le groupe de Bouyali, qui se trouve pourchassé, mène une activité effrénée, mais ses hommes tombent un à un. Ahmed Merrah est arrêté le 17 janvier, au cours d'un accrochage à son domicile d'El-Madania, sur les hauteurs d'Alger, incident durant lequel un officier de gendarmerie, Ahmed Hadj-Sadok, est blessé.

Les offensives se multiplient entre éléments de Bouyali et forces de l'ordre, et le 26 janvier, au cours d'un accrochage à Oued-Rommane, Benramdane, qui avait réussi à se dégager deux jours plus tôt en tirant sur les policiers à Bab-El-Oued, est tué, un gendarme blessé.

L'organisation de Bouyali ne réussit pas à s'implanter sérieusement à l'est du pays. En revanche, à l'ouest, des embryons naissent. L'un d'eux, à Sidi-Bel-Abbès, est notamment animé par Bachir Fekih, qui mourra durant l'été 1991, quelques mois après avoir dénoncé, à la télévision, l'aventurisme de Abbassi Madani.

1983 marque donc l'échec d'une organisation, mais Bouyali repart à l'assaut. Il remet sur pied quelques réseaux, et un patient travail lui permet de survivre. Pour lui, le Rubicon est franchi, mais grâce à cer-

Retrouver ce titre sur Numilog.com

tains contacts, les autorités tentent de le persuader de discuter. Les discussions permettent d'organiser une rencontre entre Bouyali et Hedi Khediri, ministre de l'Intérieur, mais c'est l'échec, selon l'hebdomadaire *Algérie-Actualités*. Bouyali était méfiant : son frère Mokhtar avait été en effet tué dans une fusillade, apparemment par erreur, alors qu'il sortait de chez lui, en janvier 1983.

Recherché d'un côté, reçu de l'autre, Bouyali prépare des attentats. Les forces de sécurité découvrent à son domicile des plans détaillés de la villa ainsi que l'emploi du temps de Mohamed Cherif Messaadia, alors numéro deux du FLN. Il peut aussi profiter de la libération d'une centaine de détenus islamistes, en mai 1983, pour opérer de nouveaux recrutements. Il reprend donc son travail de fourmi, et réussit, le 7 février 1985, à présider une réunion à Abaziz, près de Bougara, en présence de vingt et une personnes. En comptant Bouyali, ils sont donc vingt-deux : chiffre symbole, car en 1954, ils étaient aussi vingt-deux à décider de créer le FLN. La réunion aboutit à la création de sept commissions : armement, chariaa, finances, *fida* (guérilla), renseignements, liaisons, logistique. Une personne est nommée à la tête de chaque commission, avec le grade de commandant.

Pendant que ces nouvelles structures vont faire leurs premiers pas sur le terrain, le premier procès du Mouvement islamique en Algérie, nom qu'a pris le groupe armé de Bouyali, se tient devant la cour de sûreté de l'Etat de Médéa. C'est là que les premiers compagnons de Bouyali font connaissance avec la justice. Parmi eux, un jeune encore inconnu, Ali Belhadj, est condamné à trois ans de prison.

Cela n'empêche pas Bouyali de continuer son travail de restructuration. Une autre réunion se tient dans la montage de Chréa pendant dix jours, présidée par Bouyali. Le pays est divisé en dix régions, selon un autre découpage géographique, qui vient doubler les dix commissions déjà créées. Les organigrammes, élaborés sans tenir compte des réalités, se succèdent. Le plus élaboré semble atteint à ce moment-là, lorsqu'une organisation géographique est doublée d'une structuration par commission. Le MIA est alors ainsi organisé :

— 1ère région (Sud-Est) : El-Oued, Touggourt, Ouargla, avec à sa tête Mahmoud Benomar, dit commandant Abdallah.

— 2e région (Sud) : Ghardaïa, Tammanrasset, Illizi, Adrar, avec pour responsable Mustapha Maïz, dit commandant Mahi.

— 3e région (Sud-Ouest) : Djanet, Tindouf, Béchar, Mecheria, El-Bayadh, avec à sa tête Boulenouar Taïbi, dit commandant Tahar.

Retrouver ce titre sur Numilog.com

— 4e région (Centre-Est) : Laghouat, Djelfa, Biskra, Batna, Khenchela, dirigée par Maamar Touati, alias commandant Khaled.
— 5e région (Est) : Tébessa, Oum-El-Bouaghi, Guelma, Souk-Ahras, dirigée par Abdelkader Chebouti, dit commandant Othmane.
— 6e région (Nord-Est) : Skikda, Milia, Constantine, Sétif, avec à sa tête Abdelaziz Lahouidj, dit commandant Slimane.
— 7e région (Centre-Est) : Béjaïa, Bordj-Bou-Arriredj, M'Sila, Tizi-Ouzou et Bouira, dirigée par Abdelaziz Mansouri, dit commandant Hamza.
— 8e région (Centre) : Boumerdès, Alger, Tipaza, avec comme patron Méliani Mansouri, dit commandant Méliani.
— 9e région (Centre-Ouest) : Blida, Aïn-Defla, Médéa, Chlef, Tissemsilt, Tiaret. Elle est dirigée par Djaafar Berkani, dit commandant Sid-Ali.
— 10e région (Ouest) : Mascara, Saïda, Oran, Mostaganem, Sidi-Bel-Abbès, Aïn-Témouchent, dirigée par Azzeddine Baa, dit capitaine Zakaria.

Les mêmes hommes exercent parallèlement des responsabilités au sein des commissions.
— Commission législation : Abdelkader Chebouti.
— Commission armement : Mahmoud Benomar, secondé par Mohamed Amamra.
— Commission *fida* : Abdelaziz Mansouri.
— Commission finances : Abdelaziz Lahouidj, secondé de Brahim Mansouri (capitaine Hadj-Brahim), Omar Djenadi (capitaine Omar Salaheddine).
— Commission liaisons : Méliani Mansouri, avec Rachid Mansouri (capitaine Abderrachid Youssef).
— Commission équipement et moyens matériels : Maammar Touati (commandant Khaled), assisté de Mohamed Rabhi (capitaine Menad), Abderrahmane Hattab (capitaine Tahar).
— Commission information et renseignements : Tayeb Boulenouar (commandant Tahar) et Mohamed Khida (capitaine Mourad).

Mais là encore, cela ne dure pas longtemps, et peu après, Bouyali décide un nouveau déploiement des maquis, en les répartissant en quatre régions seulement, l'ancien étant visiblement trop ambitieux. La première région regroupe désormais Alger, Boumerdès, Tipaza, et elle est dirigée par Bouyali lui-même. Blida est confiée à Mahmoud Benomar, qui est tué quelques mois plus tard. Tizi-Ouzou a à sa tête Méliani Mansouri, et Abdelkader

Retrouver ce titre sur Numilog.com

Chebouti est chargé de diriger les maquis qui s'étendent jusqu'à la région de Chlef. En réalité, seules Alger et Blida ont de véritables réseaux.

Le MIA est alors mûr pour passer à l'action. Dans la nuit du 21 au 22 août 1985, à la veille de l'Aïd, le groupe s'empare de la paie des travailleurs de la DNC, une entreprise d'Etat, à Aïn-Naadja, près d'Alger. Le gardien est ligoté et bâillonné, le téléphone coupé. Butin : près d'un million de dinars, qui permettent de financer les prochaines opérations.

Mais c'est dans la nuit du 26 au 27 août 1985, nuit sacrée — celle de l'Aïd-El-Adha — que se déroule l'action qui allait marquer une coupure définitive entre l'islamisme activiste et les autorités : l'attaque de la caserne de la police de Soumaa, près de Boufarik, dans la Mitidja. L'attaque est menée par dix-sept à dix-huit personnes, dirigées par Bouyali lui-même. Elle se solde par la mort d'un vieux brigadier de police, Boualem Boukazoula, ligoté et tué à coups de sabre, et le vol d'une quantité d'armes.

Ce n'est qu'une semaine plus tard, le 3 septembre, que la presse annonce le vol déjà largement connu par la rumeur. Le MIA est alors traqué de manière serrée, et les hommes de Bouyali commencent à tomber. Le 21 octobre, c'est cependant la stupeur. Les capacités du MIA sont apparemment encore sous-estimées, car cinq gendarmes sont tués dans une embuscade dans la région de Larbaa. Bouyali perd aussi quelques compagnons. Abdelaziz Mansouri est tué, son frère Méliani blessé et fait prisonnier. Egalement blessé et capturé, Mehdi Rabah. Six membres du groupes réussissent à prendre la fuite.

Jusque-là, les autorités algériennes ne parlent pas du caractère religieux de l'affaire, mais l'assassinat d'un policier et de gendarmes provoque une vive émotion. Le 25 octobre, pendant un prêche du vendredi, Ahmed Hamani, président du Conseil supérieur islamique, condamne « l'utilisation de la violence entre musulmans ». Quelques jours plus tard, l'écrivain Kateb Yacine dénonce l'intégrisme au Maghreb. Le monde politique et les milieux intellectuels restent cependant assez prudents, le pouvoir donnant à l'affaire une simple tournure policière.

Face à la pression des forces de sécurité, le groupe de Bouyali décide la dispersion. Par petits groupes (deux à trois), ils tentent de se fondre dans la Mitidja, mais c'est apparemment l'échec. Le 2 novembre, l'agence APS annonce la mort de deux intégristes, et la capture d'un troisième. Le 5 novembre, Amamra est arrêté à

Retrouver ce titre sur Numilog.com

Hatatba, dans la Mitidja. Le lendemain, Chebouti est arrêté et Fodhil tué à Oued-El-Alleug. Repérés dans une gargote, ils blessent deux gendarmes, mais ils sont cernés et capturés. Trois pistolets sont découverts chez eux, et quatre mitraillettes cachés dans les fourrés retrouvées.

Le MIA semble alors décapité, et le dernier noyau autour de Bouyali se réfugie dans la forêt, près de Larbaa, où il réussit à survivre. Il passe l'année 1986 dans des conditions difficiles, et ne peut guère élargir ses réseaux ou opérer des recrutements. Selon certaines versions, Bouyali aurait réussi à se rendre quelque temps à l'étranger, mais rien ne permet de l'affirmer avec certitude.

Le samedi 3 janvier 1987, Bouyali et ses compagnons décident de changer de refuge. La situation est intenable pour eux dans la région de Larbaa, où l'étau s'est resserré. Ils veulent se rendre dans la région de Bouira, à l'est, où ils pourraient se réfugier dans les maquis autour de Lakhdaria. Il pleut cette nuit-là. Leur camionnette roule doucement, car la route est mauvaise. Soudain, c'est l'enfer. Les forces de sécurité, au courant de ce déplacement, leur tendent une embuscade. Bouyali, Maamar Touati, Abdelaziz Aghrib et Abdelaziz Mahi sont tués sur le coup. Trois autres, Boulenouar Taïbi, Mustapha Hamza et Abdelaziz Lehouidj sont blessés et capturés. Lehouidj meurt quarante-huit heures après. Le chef de l'unité d'élite de la police qui a mené l'assaut, Noureddine Belhedjam, est tué.

Lorsque, six mois plus tard, le 15 juin, s'ouvre le procès du MIA devant la cour de sûreté de l'Etat, un seul membre important du groupe, Djaafar Berkani, est encore en liberté, mais il est serré de près par les forces de sécurité. Dans la nuit du 25 au 26 juin, il est repéré à Bab-El-Oued, mais réussit encore une fois à s'en sortir, après une fusillade dans laquelle un commissaire de police est blessé. Trois jours plus tard, le 29 juin, au moment où le procureur requérait la peine de mort par contumace contre lui, Berkani est abattu dans une cache à Badjarah.

Le procès se déroule du 15 juin au 10 juillet 1987. La cour est présidée par Saad Abdelaziz, et le procureur en est Ali Sahraoui. Une cinquantaine d'avocats, parmi lesquels les ténors du barreau, comme le bâtonnier d'Alger Ahmed Belloula, le président de la Ligue algérienne des droits de l'homme Miloud Brahimi, ainsi qu'un observateur d'Amnesty International, assistent au procès. Trois condamnations à mort sont prononcées, contre Méliani Mansouri, Abdelkader Chebouti et Mohamed Amamra.

Retrouver ce titre sur Numilog.com

On croit alors l'affaire Bouyali terminée. Mais elle rebondit après les événements d'octobre 1988. Le multipartisme, qui donne naissance au FIS, relance l'affaire, lorsque le parti de Abassi Madani considère les hommes de Bouyali comme ses militants : Ali Belhadj avait connu Bouyali et fait trois ans de prison. Le FIS mène donc campagne, dans ses prêches et par le biais d'*El-Mounkidh*, son journal, pour leur libération. Curieusement, le PAGS, alors dirigé par Sadek Hadjerès, appelle lui aussi à des mesures en faveur des hommes de Bouyali.

Lorsque la cour de sûreté de l'Etat est supprimée, par une loi proposée par Ali Benflis, alors ministre de la Justice, le dossier du groupe de Bouyali est transmis à la cour d'assises de Blida. Les hommes de Bouyali sont alors partagés. Certains veulent faire appel, d'autres veulent demander des mesures de grâce, et un dernier carré estime que ce n'est pas à un pouvoir qu'ils contestent qu'il appartient de leur pardonner.

Le 15 octobre, s'ouvre devant le tribunal de Blida le procès de quinze personnes qui ont fait appel. Initialement, quarante-deux personnes avaient fait appel, mais vingt-sept avaient mis fin à la procédure les concernant, à la suite de contacts ayant laissé entendre que des mesures de grâce leur seraient accordées à l'occasion du 35e anniversaire du 1er novembre. Comme les mesures de grâce ne peuvent être accordées à des hommes dont le procès n'a pas épuisé toutes les procédures, ils préfèrent ne pas faire appel pour être libérés dans l'immédiat. Parmi eux, on retrouve les ténors du MIA, dont trois sont condamnés à mort (Chebouti, Méliani Mansouri et Mohamed Amamra), quatre à la réclusion à perpétuité (Azzeddine Baa, Rachid Mansouri, Lehouidj), et huit condamnés à des peines de vingt ans de prison.

Le procès donne lieu à un grand spectacle. Abbassi Madani et Ali Belhadj y assistent, et un « service d'ordre » de militants du FIS organise les quelque 2000 personnes présentes près du tribunal. Parmi les avocats, on note déjà la présence de Ali-Yahia et maître Khelil, membre de la Ligue des droits de l'homme dirigée par Miloud Brahimi, qui assiste au procès à titre d'observateur. Le procès est renvoyé devant la cour suprême.

Le procès s'enfonce dans une procédure, avant que la parade ne soit trouvée pour mettre fin aussi bien à ce procès qu'à de nombreuses autres affaires encore en suspens. Le ministre de la Justice, Ali Benflis, présente à l'Assemblée nationale un projet de loi qui met fin à toutes les affaires ayant un volet politique antérieures à

Retrouver ce titre sur Numilog.com

1988. C'est donc l'annulation des poursuites, aussi bien pour les hommes de Bouyali que pour de nombreux autres hommes politiques, parmi lesquels Ben Bella et Aït-Ahmed.

Cette loi est une mesure sérieuse d'apaisement, accueillie comme telle par les différents milieux d'opposition. Mais au bout du compte, c'est Abbassi Madani qui en sort gagnant. D'une part, il a réussi à rallier le courant islamiste le plus radical, incarné par l'ancienne organisation de Bouyali. Il a, d'autre part, le soutien des centaines de prêcheurs, représentés par Ali Belhadj. Enfin, Abbassi se veut être lui-même le chef de file des universitaires islamistes. Ainsi Abbassi Madani se place-t-il comme le rassembleur de courants islamistes les plus divers, ce qui lui avait été contesté quelques mois auparavant lors de la création du FIS.

Abbassi Madani prend le FIS

Le Front islamique du salut, premier parti politique religieux de l'Algérie indépendante, se réclame héritier de l'Association des Oulémas de Cheikh Abdelhamid Ben Badis, tout en soulignant l'universalité de l'islam, qui ne peut être limité à un seul pays. Au cours d'une conférence de presse donnée le 22 août 1989, après avoir déposé la demande d'agrément du FIS, Abbassi Madani, membre fondateur, porte-parole et président du FIS, déclare que son parti apportera « le salut à l'Algérie, à la nation islamique et à l'humanité ».

Dans une interview à l'auteur, le 28 octobre 1988, Ali Belhadj déclarait de son côté qu'il se considèrait comme l'héritier de l'Association des Oulémas, sans pour autant rejeter ce qui a été apporté de positif par de nombreux autres mouvements dans le monde islamique, tels que l'Organisation des frères musulmans en Egypte ou le Hezbollah iranien. « Il y a des vérités » dans les positions de ces organisations, mais si « la révolution iranienne a éliminé des injustices, elle est aussi tombée dans des pièges, avec des actes que condamne l'islam, comme l'injustice, l'abus dans les exécutions, alors que l'islam prône une forme très développée de pardon », disait Ali Belhadj.

Ce sont là des positions affichées au lendemain d'octobre 1988, à une époque où Ali Belhadj venait de découvrir le poids de la rue, de la foule, et alors qu'il se cherchait encore une voie pour propager ses idées. La révolution iranienne avait donné une idée de ce que pou-

Retrouver ce titre sur Numilog.com

vait faire une foule bien prise en main, mais Ali Belhadj ne semblait pas partager les excès qui étaient apparus au pays de Khomeyni.

La référence à Ben Badis se justifie largement, car c'est l'homme qui, en Algérie, est considéré comme celui qui a donné à l'islam politique ses lettres de noblesse dans le mouvement national algérien. Quant à l'ouverture sur le monde islamique affichée par Belhadj, elle semble avoir deux raisons fondamentales. D'un côté, le réformisme islamiste apparu en Algérie même dans les années quarante, sous les Oulémas, subissait largement l'influence des grands leaders réformistes orientaux de la fin du XIX^e^-début du XX^e^ siècle, essentiellement Djamel-Eddine El-Afghani et Mohamed Abdou ; d'autre part, le courant islamiste algérien s'est développé de manière particulièrement rapide sous l'effet de la vague islamiste qui a secoué tous les pays arabes sous l'influence de la révolution iranienne.

En Algérie, l'Association des Oulémas a largement contribué à propager l'idée d'identité algérienne, face aux partisans de l'assimilation. La célèbre phrase de Abdelhamid Ben Badis, « l'Algérie est notre patrie, l'arabe est notre langue, l'islam est notre religion », est restée l'un des plus célèbres slogans du nationalisme algérien. Sa célèbre réponse à Ferhat Abbas, qui déclarait avoir cherché partout la nation algérienne et ne l'avoir pas trouvée, marque aussi une des coupures entre les Oulémas et le courant nationaliste modéré d'avant la guerre d'indépendance.

Si l'Association des Oulémas a formé de nombreux cadres de la révolution algérienne et lancé des écoles libres qui ont rayonné avant 1954, elle a perdu beaucoup de terrain par la suite, en limitant son action à la sphère culturelle. Le courant islamiste n'arrivera jamais à combler le retard politique qu'il avait face au courant nationaliste activiste issu de l'ENA-PPA-MTLD-FLN, promoteur de la guerre de libération.

Au lendemain de l'indépendance, les héritiers des Oulémas se retrouvent dans une position d'autant plus vulnérable que certaines personnalités de l'Association des Oulémas n'avaient pas basculé dans la guerre de manière directe, comme le demandait le FLN. A cela, s'ajoute la répression, avec les arrestations, les assignations à résidence, et l'impossibilité d'accéder aux moyens de communication.

L'absence de théoriciens d'envergure a également gravement entravé l'action du courant islamiste. A l'exception de Malek Bennabi, partisan d'une vision scientifique du monde, aucun intellectuel se réclamant de l'islam comme source d'inspiration n'a émergé réellement au lendemain de l'indépendance.

Retrouver ce titre sur Numilog.com

Sous Boumediene, la même situation persiste. Les islamistes ne peuvent s'exprimer, et l'orientation à gauche prise par le régime à partir de 1971 renforce le verrouillage qu'ils subissent. C'est pourtant durant la deuxième moitié de l'ère Boumediene que le courant islamiste commence à relever la tête. D'abord à l'université, qui connaît alors un véritable bouillonnement politique, sous la poussée des communistes qui dominent l'Union nationale des étudiants algériens (UNEA) puis l'Union nationale de la jeunesse algérienne (UNJA). Les islamistes tentent de contrer les militants du PAGS, puissants dans les structures de représentation et dans les comités de volontariat qui animent la révolution agraire, mais ne réussissent guère à percer.

Entre-temps, des leaders islamistes, dont Cheikh Sahnoun et Abdellatif Soltani, appellent à voter contre la Constitution de 1976, après avoir tenté de renforcer le contenu islamique de la Charte nationale de 1975. Plus tard, Abdellatif Soltani publie les griefs du courant islamiste contre Boumediene dans un livre, *Siham El Islam* (les Flèches de l'islam). Le livre est largement adopté dans les milieux islamistes, mais il est plutôt mal accueilli par l'opinion. On n'accepte pas notamment l'idée de Soltani selon laquelle les Algériens tombés durant la guerre de libération ne sont pas des *chouhaha* (martyrs).

La révolution islamique en Iran donne ensuite un puissant souffle au courant islamiste en Algérie. Même l'apparence physique change : le tchador fait son apparition puis s'étend. Chez les hommes, c'est le *kamis*, longue tunique blanche, et la barbe qui constituent le signe distinctif de ceux qui seront connus ensuite sous l'appellation de « frères musulmans », « intégristes », « *khouandjia* », ou autres.

La poussée des islamistes est d'abord sensible dans les différentes universités et dans les « mosquées libres », construites grâce aux cotisations de citoyens, souvent à faible revenu, mais certains parfois millionnaires, qui donnent des sommes énormes, jusqu'à plusieurs millions de dinars. Elle s'étend ensuite aux quartiers populaires, grâce à certains types d'actions sociales lancées par les islamistes. Le ton violent adopté par les prédicateurs, qui s'attaquent ouvertement au pouvoir, séduit les jeunes. C'est ainsi qu'émerge progressivement un jeune prédicateur, qui fera beaucoup parler de lui plus tard : Ali Belhadj.

Sous le parti unique, le courant islamiste atteint son apogée en 1982-1983. En 1982, il organise à l'université d'Alger un rassemblement auquel participent quelque 20 000 personnes. Ils occupent toute l'esplanade du siège de l'université, ainsi que les rues avoisinantes, et

Retrouver ce titre sur Numilog.com

débordent à l'extérieur sur le tunnel des facultés. Un service d'ordre très strict encadre une assistance particulièrement disciplinée.

Un programme politique en quatorze points est diffusé lors de ce rassemblement, étroitement surveillé par les forces de sécurité, qui n'ont cependant pas à intervenir. Ce rassemblement marque un tournant : il constitue une démonstration de force, et plus personne ne peut désormais ignorer le poids des islamistes. En même temps, il montre les faiblesses de ce courant, qui ne semble pas avoir de stratégie de négociation ou de confrontation avec le pouvoir.

Au sein du courant islamiste, cohabitent alors trois grandes tendances. La première est favorable à un engagement plus important dans la vie politique, sans que cela amène à sortir de la légalité. Elle semble alors avoir pour chef de file Abbassi Madani. La seconde prône de continuer le travail d'éducation et de formation, dans la ligne de l'Association des Oulémas. C'est la plus modérée, et elle a pour chefs spirituels des hommes dans la mouvance de Mahfoudh Nahnah et Cheikh Sahnoun. La troisième, franchement activiste, prône la confrontation directe, violente et immédiate avec un pouvoir jugé non musulman. Elle est dans la lignée de Mustapha Bouyali.

La démarcation n'est jamais claire entre les trois mouvances, et chacun peut agir à sa guise. A cause de conflits au sommet, il n'y a pas une stratégie claire, ni une grande organisation structurée et homogène. Cela conduit à l'éparpillement, avec l'apparition d'influences de mosquées, chaque groupe suivant l'imam du coin qui est lui affilié à une des branches du mouvement.

Une énorme action est cependant menée à la base, dans les quartiers, à l'école et à l'université. Seul le monde du travail reste assez fermé à cette vague, bien que les islamistes réussissent progressivement à s'introduire dans les administrations où ils prennent des positions assez importantes en nombre, mais peu influentes : ils recrutent dans le monde du petit secrétariat, de la petite et moyenne administration, chez les employés jeunes et d'un niveau d'instruction assez limité.

Les réseaux de solidarité se multiplient, et bientôt une grande organisation informelle s'organise à l'échelle de tout le pays. Des leaders apparaissent, des imams se joignent au mouvement et prennent progressivement les mosquées, transformées en un redoutable système de propagande et de mobilisation. Les discours renforcent leur violence contre le pouvoir, attirant de plus en plus les jeunes qui découvrent qu'on peut défier le pouvoir en toute impunité. Mais si le discours est violent et très critique, le niveau des prêches

Retrouver ce titre sur Numilog.com

reste relativement rudimentaire, les imams se contentant de proposer la solution de l'Etat islamique, censée résoudre tous les problèmes. Des actions simples réussissent aussi à renforcer le mouvement, en frappant les esprits, comme cette véritable fraternité entre les groupes, la solidarité entre islamistes, ou ces hommes qui se mobilisent le vendredi pour apporter l'eau et la prière aux croyants. Cela frappe l'imagination, offre un espoir aux plus jeunes, qui sont progressivement intégrés dans un mouvement auquel ils finissent par tout donner. Le travail de mobilisation des islamistes est d'ailleurs d'une efficacité extraordinaire. Aucune tâche ne répugne aux militants, prêts à tout. Ils font de longs voyages pour assister aux prêches, et reçoivent ce que dit l'imam comme une vérité absolue, qui n'est ni à débattre ni à contester. Les « familles » sont bien organisées, de manière très pratique, et la discipline est particulièrement respectée.

C'est au niveau des idées que se posent cependant les plus gros problèmes. Les islamistes n'ont pas de programme précis, cohérent, moderne, en mesure de convaincre de manière rationnelle. Alors, c'est le recours à l'irrationnel, dans une course frénétique dans laquelle Abbassi Madani fait preuve d'un art peu commun.

Surpris par les événements d'octobre 1988, les islamistes s'engouffrent dans la brèche, et se font manipuler de manière rudimentaire. C'est notamment le cas lors de la célèbre marche du 10 octobre 1988. Au moment où Chadli prépare un discours à la nation, une marche se déroule de Belcourt à la place des Martyrs. Des témoignages directs et des écrits de presse attestent que des hommes armés font partie des manifestants, ce qu'avait remarqué le vieux Cheikh Sahnoun, qui craint une provocation. Il appelle donc à annuler la marche, mais des ordres venant des proches de Ali Belhadj la maintiennent. Il y aura trente-quatre morts lorsque, devant la direction de la police, les parachutistes riposteront à des tirs provenant des rangs des manifestants.

Pendant plusieurs mois, après octobre 1988, les islamistes se posent des questions. Comment faut-il agir dans la période qui vient ? Comment mobiliser les gens ? Faut-il accepter de jouer le jeu de la légalité, en allant vers le multipartisme qui se dessine ?

C'est là que Abbassi Madani se révèle le plus rapide. Le 7 mars 1989, alors que le consensus n'est pas encore fait dans la mouvance islamiste sur l'idée de créer un parti, une grande réunion se tient dans une mosquée à Kouba, en présence des principaux ténors du courant islamiste. Des milliers de personnes sont présentes, et

Retrouver ce titre sur Numilog.com

Madani obtient trois grandes victoires. La décision de créer un parti est prise, et il en est le patron. Il a avec lui Ahmed Sahnoun, Benazzouz Zebda et Ali Belhadj. Enfin, ceux qui se sont montrés hésitants, comme Mahfoudh Nahnah et Abdallah Djaballah, sont pris de vitesse.

Abbassi est le premier, et dans une course effrénée il lance une dynamique extraordinaire pour s'imposer aussi bien au sein du courant islamiste que face au pouvoir. C'est désormais l'homme le plus médiatisé du pays, et il joue cette carte des médias avec une habileté extraordinaire. Tenant le discours qu'il faut, face à chaque public, il est tantôt radical devant les troupes du FIS, tantôt rassurant lorsqu'il s'adresse aux autres catégories sociales, tantôt très modéré lorsqu'il s'adresse à la presse internationale. L'homme n'est en réalité lié par aucun programme, et le parti qui était sur le point de prendre le pouvoir en janvier 1992 n'a jamais tenu de congrès. Les discours de ses chefs font figure de programme — y compris dans leurs contradictions les plus flagrantes. Le parti est théoriquement dirigé par un Madjliss Echoura, de trente à trente-cinq membres, mais on ne connaîtra jamais la liste complète de cette instance. Certains membres, comme Abdelkader Fekir, ne sont connus du public que lorsqu'ils désavouent publiquement Abbassi Madani à la télévision.

Le 22 août 1989, Abbassi Madani, Ali Belhadj et Benazzouz Zebda donnent la première conférence de presse légale du FIS : ils viennent de déposer leur demande d'agrément au ministère de l'Intérieur. Ali Belhadj reste assez timide et ne se prononce que sur une seule question, celle relative à la liberté d'opinion et de conscience. « L'islam les respecte », dit-il. Mais Abbassi Madani donne déjà le ton de ce qu'allait être le discours du FIS : « Le peuple mènera une révolution si l'agrément n'est pas accordé à son parti. » Ainsi, dès le premier jour, il se déclare représentant du peuple, dépositaire de la légitimité religieuse et populaire. La presse et les différents interlocuteurs lui permettent de jouer ce rôle, qui le présentent comme un homme appelé à prendre le pouvoir tôt ou tard. A la télévision, dans les journaux et dans les rares débats publics, tous ses interlocuteurs lui posent systématiquement la question suivante : « Quelles garanties donne-t-il à ses adversaires s'il accède au pouvoir ? »

Le FIS obtient son agrément début septembre 1989. Pendant longtemps, il sera dit dans la presse que c'est le gouvernement Hamrouche, nommé le 9 septembre 1989, qui le lui a accordé. C'est

Retrouver ce titre sur Numilog.com

pourtant sous le gouvernement Merbah, et alors que Abou Bakr Belkaïd est ministre de l'Intérieur, que le FIS obtient son agrément, daté du 6 septembre 1989.

Face à l'offensive d'Abbassi Madani, les autres leaders islamistes se tiennent dans l'expectative. C'est Cheikh Sahnoun — dont un des proches, Mohamed Saïd, est au sein de la direction du FIS — qui est le premier à exprimer son désaccord sur le chemin que prend le parti de Abbassi Madani. Il l'exprime publiquement en créant la Ligue de la Daawa islamique (*rabitat eddaawa el islamia*). Mahfoudh Nahnah crée à son tour l'association El Irchad Ouel Islah ; d'autres islamistes créent de petits partis, qui n'auront pas d'importance particulière pour la suite.

Cette stratégie offensive qui a si bien réussi à Abbassi Madani va être maintenue jusqu'aux premiers dérapages qui interviendront dans les événements de mai-juin 1991. Le FIS mobilise, attaque, impose les thèmes de la vie et du débat politiques à son gré. Il réussit notamment à imposer l'islam comme principal thème du débat politique dans le pays, en faisant admettre à ses militants l'idée que ceux qui s'opposent au FIS sont contre l'islam. Peu importe la constance dans les positions, le FIS réussit, lors de la guerre du Golfe, à changer de position du jour au lendemain.

Les dérives de la nébuleuse islamiste

Sous le FIS, devenu parti légal, couvait une nébuleuse qui prône une démarche radicale d'opposition au pouvoir, rejetant la démocratie et les urnes, et ne croyant qu'au djihad. Pour ce courant, seul Ali Belhadj, considéré comme un modéré, a droit à quelque respect. Quant à Abbassi, c'est un mou, et Nahnah un traître. Toute l'aura de Ali Belhadj ne suffit d'ailleurs pas à intégrer cette nébuleuse au sein du FIS. Tantôt elle le boude, tantôt elle le rejoint, comme lors des événements de mai-juin 1991, lorsque le FIS lui-même bascule dans des positions radicales.

Dans cette nébuleuse, on trouve en gros trois types d'idées : l'organisation Takfir Oua Hidjra (Exil et rédemption), des petites sectes locales et les « Afghans ». Le passage d'un courant à un autre est relativement facile, au sein de petits cercles fermés qui trouvent souvent dans le FIS une couverture parfaite pour l'organisation des réseaux.

Retrouver ce titre sur Numilog.com

Takfir Oua Hidjra a une pensée relativement simple. Elle estime que la société telle qu'elle est dans les pays arabes est impie. Il faut donc s'exiler, pour éviter d'être contaminé par les mœurs dévoyées puis, une fois la foi renforcée, revenir combattre, mener le djihad, pour rétablir le parole de Dieu sur terre. Ce courant, qui recrute un peu partout, particulièrement chez les jeunes déclassés, n'a pas une structure nationale rigide, mais des groupes dispersés qui maintiennent parfois un contact assez lâche entre eux. Ce sont eux qui organisent les camps de vacances pour de jeunes adolescents, où on leur fait faire des exercices de culture physique semblables à ceux des forces paramilitaires. La discipline est ici très dure, et dans les manifestations, ils constituent un redoutable cordon de sécurité lorsque cette tâche leur est confiée. Lorsqu'eux-mêmes manifestent parmi les militants du FIS, ils marchent souvent au pas de course, à l'image des commandos.

Takfir Oua Hidjra compte parmi ses membres beaucoup d'« Afghans » — ces milliers d'Algériens qui se sont rendus en Afghanistan combattre l'armée soviétique. Selon le général Djouadi, huit cents jeunes de la seule région d'El-Oued avaient fait le voyage de Peschawar. Ils passaient par différents réseaux, dont les plus connus sont ceux de l'Allemagne et de l'Arabie Saoudite, avant d'atterrir à Peschawar, au Pakistan. Selon des enquêtes menées par de nombreux journalistes, dont H'Mida Layachi (auteur du livre *les Islamistes algériens, entre le pouvoir et les balles*), très peu d'entre eux ont réellement fait le coup de feu en Afghanistan. La désorganisation de la guérilla afghane et la nature de la guerre, menée avec du matériel militaire performant, ne leur offraient guère de place. Leur formation aurait demandé trop de temps, pour peu d'efficacité, alors que les organisations de moudjahidine afghanes ne manquaient pas d'hommes. Ces combattants de la foi reviennent donc souvent déçus de leur voyage en Afghanistan, un voyage fait de longues étapes d'attente. Il y en a tout de même une cinquantaine qui meurent en Afghanistan, selon les chiffres les plus souvent cités.

Les Afghans rapportent cependant avec eux une culture : celle du moudjahid. Ils sont vénérés par les islamistes, et eux-mêmes cultivent souvent le mythe. Ils portent souvent l'habit afghan qu'ils ont rapporté avec eux, se tiennent en marge des autres groupes islamistes. Longtemps, la mosquée « Kaboul », à Belcourt, au cœur d'Alger, a été considérée comme leur fief. Hachemi Sahnouni, un des dirigeants les plus radicaux du FIS, était considéré comme leur chef spirituel, tout comme il était pris pour le chef spirituel de Takfir Oua Hidjra.

Retrouver ce titre sur Numilog.com

Beaucoup moins importantes en nombre sont les multiples petites sectes, dont l'audience ne dépasse pas une mosquée. Généralement peu connues, dirigées par un maître qui est plus un illuminé qu'un homme de religion, elles ne sortent de l'ombre qu'à l'occasion d'un fait dramatique, lorsque le chef lance ses quelques disciples à l'assaut d'un quelconque symbole de l'ordre ou même de l'islam. Certaines, probablement les plus nombreuses, parfaitement inoffensives, se réfugient dans le *tassaouf* (mysticisme), organisant des *halkate* (réunions) et des rencontres où sont chantées les louanges de Dieu.

Quant aux anciens du groupe de Bouyali, ils constituent un courant à part, dont les membres se retrouveront un peu partout, mais ce sont généralement les premiers à prendre les armes. Abdelkader Chebouti est vu plusieurs fois avec Ali Belhadj en 1990 et début 1991, et participe à certaines manifestations du FIS. Rachid et Méliani Mansouri, Azzeddine Baa et d'autres, proches de Bouyali, gardent un pied dans le FIS et un pied dans la clandestinité durant la période faste du FIS.

Dans un premier temps, cette nébuleuse agissant à la périphérie du FIS — tantôt se réclamant de lui, tantôt le dénonçant — se satisfait de l'avènement de la démocratie, avec la liberté d'action et d'organisation qu'elle offre. Puis, progressivement, trouvant que le FIS n'est pas assez radical, elle entame une lente dérive qui installe le trouble dans la société. Le FIS soutient parfois cette dérive, la réprouve très rarement, mais n'adopte pas de position définitive. Il réagit au coup par coup, selon l'événement, et aussi selon la réaction prévisible de sa base. Ces dérives sont de toutes sortes : attaques à main armée, refus de saluer le drapeau, non-respect des institutions, ou encore tentatives d'empêcher la tenue de concerts et manifestations artistiques.

La chanteuse Linda de Souza sera, symboliquement, la première victime de l'entrée en scène de ces groupes. Invitée à animer deux concerts à Alger, elle est forcée de les annuler à la suite d'une décision en ce sens prise par le directeur du centre de culture et d'information d'Alger, le comédien Sid-Ahmed Agoumi. Celui-ci reçoit des menaces de troubles qui seraient provoqués lors du concert. Il déclarera que sous la pression exercée quotidiennement par les ismalistes contre les manifestations culturelles, il a préféré annuler ce concert pour attirer l'attention des responsables sur la gravité de la situation.

En juin 1989, un groupuscule se lance dans une action qui aura des conséquences dramatiques à Ouargla. La maison d'une femme, accusée de mœurs légères, est brûlée par une dizaine de personnes.

Retrouver ce titre sur Numilog.com

La femme survit, mais sa fillette de trois ans est brûlée vive dans l'incendie. L'affaire met en émoi de nombreux cercles, particulièrement les intellectuels, qui dénoncent cette propension des islamistes à tenter d'établir une justice immédiate, adaptée à une vision morale rigoriste, peu compatible avec les aspirations à une vie démocratique. Le procès de cette affaire a lieu en janvier 1991 et se termine par une condamnation à vingt ans de prison, et dix condamnations à douze ans.

Trois mois plus tard, en septembre 1989, c'est Saïd Makhloufi qui fait parler de lui une première fois. Il est alors rédacteur en chef d'*El-Mounkidh*, le journal du FIS. Il publie un article annonçant qu'un adolescent, qui escroquait des structures locales du FIS, a été appréhendé par « la garde du FIS ». L'information est grave, car elle révèle que le FIS a mis en place une milice parallèle. Elle coïncide aussi avec l'installation du gouvernement Hamrouche : elle est publiée le jour même où le nouveau chef du gouvernement donne sa première conférence de presse. Interrogé sur cette affaire, Hamrouche s'en tient à un discours légaliste. Seule les forces de sécurité peuvent arrêter des gens, et les auteurs de ce dépassement seront poursuivis conformément à la loi, dit-il. La victime de cette affaire sera Saïd Makhloufi, qui est limogé d'*El-Mounkidh*.

L'année 1990 commence elle aussi par un autre drame. Le 16 janvier, le tribunal de Blida, où doivent être traitées des affaires banales, est attaqué par un groupe de jeunes gens à peine sortis de l'adolescence. Certains sont même mineurs. Mohamed Salah Mohammedi, ministre de l'Intérieur, se rend sur les lieux et rencontre les auteurs de l'attaque. Il en sort choqué : « Ce sont des enfants. » Un gendarme et deux assaillants ont été tués lors de l'accrochage. Quatorze personnes sont arrêtées et jugées à la fin de l'année, le 30 décembre. Sept autres, évadées entre-temps de la prison de Blida, sont condamnées à mort par contumace. Six mineurs sont jugés à part et condamnés à des peines de deux à cinq ans de prison. Le chef de cette secte, Hamdi Talour, qui officiait dans une petite mosquée de Blida, est condamné à dix ans de prison.

Les « affaires » se multiplient ensuite. En mai éclate l'affaire du foulard islamique à Aïn-Naadja. L'administration de cet hôpital militaire interdit aux infirmières et fonctionnaires islamistes le port du tchador dans l'exercice de leurs fonctions. Dans de nombreux hôpitaux, des chirurgiens s'étaient auparavant trouvés confrontés au même problème. Des infirmières islamistes refusent de mettre la tenue exigée par les règles médicales dans les blocs opératoires.

Retrouver ce titre sur Numilog.com

La décision de l'administration de l'hôpital militaire est dénoncée par Abbassi Madani, qui la trouve « anticonstitutionnelle et illégale ». Il demande que les auteurs de la décision soient traduits en justice. Ali Belhadj va plus loin et déclare que « des éléments de l'armée, de la police et de la gendarmerie, qui adorent Dieu, vont se retourner contre leurs généraux ». La hiérarchie militaire reste cependant ferme : le secrétaire général du ministère de la Défense, le général Mustapha Chelloufi, déclare dans une interview à l'agence Reuter qu'il est hors de question de céder aux débordements des islamistes.

C'est ensuite l'affaire de la cinémathèque de Bordj Bou-Arriredj, que les élus locaux du FIS décident de fermer. Une marche de protestation est organisée, à laquelle participent des artistes de renom, aux côtés du directeur de la cinémathèque nationale, Boudjemaa Karèche.

Tout de suite après, début novembre, c'est l'affaire de la fermeture du siège de l'association culturelle Ismaïlia située à Bou Ismaïl, à quarante kilomètres d'Alger, sur la côte ouest. Les élus du FIS décident d'expulser l'association de son local, afin d'en faire un logement pour des nécessiteux. L'argument porte, en raison de la crise du logement. Aït-Ahmed appelle à « la mobilisation pour défendre le droit à la culture ».

Un nouveau drame survient à l'occasion du 1er novembre. Des islamistes de Tarf, près de la frontière tunisienne, sur la côte, refusent de hisser le drapeau national. L'atmosphère s'échauffe, la tension monte : un affrontement éclate après qu'un groupe d'islamistes a tenté d'enlever le drapeau. On enregistre un mort et un blessé. Le même jour, à Alger, Abbassi Madani refuse de répondre à l'invitation qui lui est adressée par le chef de l'Etat pour participer aux cérémonies du 1er novembre.

Le 8 novembre, un meeting du RCD à Sidi-Bel-Abbès, animé par le chanteur Ferhat Mehenni, est interrompu par des militants islamistes. L'endroit où se tient le meeting est saccagé. Le RCD est victime d'une seconde intervention musclée des islamistes, le 10 janvier 1991, cette fois-ci à Batna, dans les Aurès. On enregistre, selon le RCD, une cinquantaine de blessés lorsque près de deux cents militants du FIS, armés de bâtons et de barres de fer, s'attaquent au rassemblement. Saïd Saadi affirme que c'est une « provocation préméditée » de la part du FIS.

L'incident diplomatique est évité de justesse le 27 novembre, lorsque Bachir Touil, président de l'Assemblée populaire de la wilaya d'Alger, refuse de serrer la main de la reine Fabiola de

Retrouver ce titre sur Numilog.com

Belgique, qui effectue une visite en Algérie en compagnie du roi Albert. Le rigorisme des préceptes religieux conduit, le 30 novembre, les trente maires d'Alger, par l'intermédiaire de Kamel Guemmazi, président du Comité populaire de la capitale, à demander l'interdiction d'y vendre et d'y consommer de l'alcool. Il exige « la fermeture de toutes les fabriques de boissons alcoolisées, l'interdiction de la consommation des boissons alcoolisées et des poursuites judiciaires contre les consommateurs ».

Dans la gestion locale, le FIS, qui contrôle les municipalités et les assemblées de wilaya depuis juin 1990, est en butte à de sérieuses difficultés. Une centaine de ses élus démissionnent en une année, pour protester contre la mauvaise gestion de leurs collègues. Les municipalités sont parfois en conflit avec les Madjliss Echoura locaux, ce qui paralyse les mairies. La crise aidant, les municipalités FIS n'arrivent pas à satisfaire les promesses qu'elles ont faites lors de la campagne électorale. Elles déclarent alors qu'elles n'arrivent pas à travailler à cause de l'obstruction imposée par les walis, dont elles demandent le départ. En fait, les préfectures rejettent des délibérations, portant sur des secteurs qui ne sont pas du ressort de la commune. Une des crises les plus connues est celle de Annaba, lorsque le FIS organise, le 29 novembre, une marche pour demander la tête du wali. Elle est suivie, le 3 janvier, par une manifestation anti-FIS.

Les municipalités islamistes commettent aussi des abus dans les subventions qu'elles accordent aux associations proches du FIS. Selon des enquêtes menées fin 1991, toutes les wilayas du pays ont eu des conflits avec au moins une municipalité sur les délibérations et les subventions. Selon la gendarmerie, les subventions accordées à certaines associations servaient ouvertement à l'activité politique du FIS. Un autre abus concerne l'utilisation des moyens des communes lors des marches et manifestations organisées par le FIS. Les mosquées sont aussi occupées par les militants FIS, qui y placent leurs imams ; la prière devient essentiellement un meeting politique, particulièrement celle du vendredi. Avec les mosquées, le FIS dispose du meilleur réseau d'information et de propagande du pays. Certaines mosquées invitent le maire FIS à venir expliquer aux fidèles les réalisations de sa mairie uniquement dans la mosquée, et ce maire ne s'adresse pas aux autres citoyens.

Une des initiatives du FIS, qui donnera lieu à des événements dramatiques, est le remplacement de la devise « Par le peuple et pour le peuple », devise officielle de la République, et par la men-

Retrouver ce titre sur Numilog.com

tion « commune islamique », apposée sur de nombreuses mairies. Les tampons utilisés et les documents officiels de l'état civil portent eux aussi la devise « commune islamique ». Ceci pose évidemment des problèmes inextricables, car les documents ainsi délivrés ne sont pas reconnus par les administrations. Le portrait du président de la République et le drapeau sont parfois enlevés.

Le 20 mars 1991, Cherif Meziane, wali d'Alger, a déposé une plainte contre quatorze municipalités de la capitale pour violation de la Constitution. Il leur est précisément reproché d'avoir substitué à la devise officielle de la République une autre, non reconnue par la loi. Quatre jours plus tard, la presse rapporte que le wali de Tlemcen a déposé plainte contre sept maires FIS pour les mêmes raisons.

Certains épisodes de l'histoire récente du FIS laissent, quant à eux, perplexes. Le plus célèbre est cette inscription « *Allah Akbar* », vue dans le ciel au-dessus du stade du 5 Juillet par plus de 100 000 personnes qui participaient à un rassemblement présidé par Abbassi et Belhadj. Des militants du FIS — universitaires, enseignants, médecins — y ont cru. Des reproductions de photographies ont circulé dans la plupart des villes du pays, montrant ce signe de Dieu. Un universitaire, militant du FIS, l'a expliqué par la « *karama* », une sorte de volonté divine qui confirme aux hommes qu'ils sont sur le droit chemin.

Avec l'année 1991, un autre pas est franchi dans cette lente dérive de la nébuleuse islamiste. En février, un communiqué de Takfir Oua Hidjra est envoyé à la plupart des rédactions, annonçant que cette organisation dispose d'un arsenal impressionnant qu'elle va utiliser dans le djihad pour imposer l'Etat islamique : « L'Etat islamique est la seule alternative. Sinon, nous proclamerons le djihad. » Il affirme que cette organisation dispose de 16 000 soldats, armés de 860 pistolets-mitrailleurs et de 2700 pistolets automatiques. Elle prône « le retour aux sources de l'islam » et affirme militer pour « l'assainissement des mœurs ». *L'Hebdo libéré* publie un reportage sur un maquis de ce mouvement.

Le mois du Ramadhan 1991 est marqué par une série d'incidents liés à des tentatives d'empêcher la tenue de soirées artistiques. Le 25 mars, un gala d'Aït-Menguellet à la salle Atlas, à l'entrée du fief islamiste de Bab-El-Oued, est perturbé par des jets de pierre et un rassemblement de plusieurs centaines de personnes, en majorité très jeunes. La police intervient pour assurer la sécurité du concert. Quinze personnes sont interpellées au cours des incidents. Kamel Guemmazi, président du Comité populaire de la ville d'Alger,

Retrouver ce titre sur Numilog.com

déclare que ce concert sera le dernier, sinon, « le pire serait à craindre ». Une lettre est envoyée au Centre de culture et d'information (CCI), qui organise les spectacles. Il lui est demandé d'annuler les galas. Le romancier Boudjadi Allaoua, directeur du CCI, refuse et exige une décision de justice pour annuler les spectacles. Il a l'appui de Mohammedi, le ministre de l'Intérieur, qui déclare que l'Etat « répondra à la violence par la violence ». « Les unités de la police seront appelées pour assurer la sécurité publique et garantir la tenue d'activités culturelles », précise-t-il.

Le deuxième concert de Aït-Menguellet se déroule en présence d'importants renforts de police, alors que des milliers d'islamistes encerclent la salle Atlas. Ils bombardent le cordon de police de jets de pierre et de toutes sortes de projectiles, mais les unités de la police anti-émeutes ne bougent pas. Deux semaines plus tard, les personnes arrêtées lors de la première soirée sont jugées devant un tribunal des flagrants délits. Douze condamnations à un an de prison, une peine d'un an avec sursis et une autre peine d'un mois ferme sont prononcées. Ali Belhadj justifie pourtant, implicitement, les débordements des militants islamistes, en déclarant, le 27 mars, que la chanson est *haram* (péché). Il affirme aussi que les soirées organisées pendant le Ramadhan constituent « une insulte pour ceux qui font la prière ». Forts de cette déclaration, les élus FIS décident, le même jour, de fermer la salle Atlas. La veille, un groupe d'islamistes était entré à Blida, à l'hôtel Palace, pour vérifier qu'il ne s'y déroulait pas d'activité contraire à la religion.

Pendant ce Ramadhan, le FIS multiplie les initiatives, imposant une domination totale de ses thèmes, de sa campagne et aussi de ses dérives. Il crée les marchés islamiques, pratiquant des prix inférieurs à ceux du marché, particulièrement pendant le Ramadhan, qui connaît traditionnellement une flambée des prix. Il ouvre aussi des restaurants gratuits pour les nécessiteux et les voyageurs. Ces actions ont une incidence économique mineure, mais elles atteignent leur but : elles sont d'abord destinées à frapper l'imagination.

Mais dès que le Ramadhan se termine, la périphérie du FIS se manifeste de manière dramatique. Le 16 avril, jour de l'Aïd, qui marque la fin du mois de jeûne, éclate l'affaire de Hennaya, petite bourgade proche de Tlemcen, à la frontière marocaine. Des coups de feu sont tirés à l'intérieur même de la mosquée par les membres d'un groupuscule, pendant la prière de l'Aïd. Trois personnes sont grièvement blessées. L'attentat est l'œuvre d'une petite secte, s'inspirant d'une dissidence chiite, qui affirme que le Prophète n'a

Retrouver ce titre sur Numilog.com

jamais existé. Tous les membres du groupe, huit au total, sont finalement arrêtés. Ils apparaissent comme des illuminés plutôt que comme des politiques, mais ils sont tout de même dangereux. Ils avaient dérobé 350 kg d'explosifs dans une carrière.

A la même époque, apparaît, dans plusieurs villes, une sorte de petite milice contre la délinquance. Des petits délinquants sont blâmés, puis frappés en cas de récidive, par leurs anciens compagnons, devenus entre-temps militants du FIS. *El-Moudjahid* rapporte ensuite, le 4 mai, qu'un ancien élu FIS de Annaba, dans l'Est, a reçu la *falaqa* (bastonnade) pour avoir participé à l'accueil du chef du gouvernement Mouloud Hamrouche, alors que le FIS avait décidé de boycotter la visite. La victime dépose plainte, et deux personnes qui l'avaient frappée sont condamnées le 14 mai à huit et quatre mois de prison.

Les dérives du langage sont aussi très nombreuses et proviennent de tous les niveaux de la hiérarchie du FIS et de sa périphérie. Abbassi Madani déclare ainsi que du sang collecté en Algérie au profit de l'Irak pendant la guerre du Golfe avait été vendu à la France. Le président du Croissant rouge algérien, Mouloud Belahouane, dépose plainte contre Abbassi Madani, qui est toutefois relaxé le 26 mai.

La polémique lancée par les islamistes à propos du mouton australien relève, quant à elle, du tragi-comique, en montrant l'indigence du débat au sein du FIS et de sa périphérie. Une entreprise d'Etat avait importé 220 000 moutons d'Australie, pour l'Aïd El-Adha, la fête du sacrifice. L'objectif était, entre autres, de casser les prix de la viande à l'occasion de cette fête, qui connaît une flambée des prix. Mais c'était compter sans les courants islamistes les plus rigoristes, qui affirment que ce mouton australien n'est pas licite pour le sacrifice. Argument : le mouton australien a la queue coupée, alors que la tradition islamiste prévoit que le mouton sacrifié doit être totalement sain. Le Conseil supérieur islamique réagit, à la mi-juin, en déclarant que le mouton australien est licite pour le sacrifice. Un mouton n'est pas valable pour la fête du sacrifice s'il est castré, non s'il lui manque la queue, selon la commission des fetwa du ministère des Affaires religieuses. Mais les intégristes les plus rigoristes ont gagné : ils ont réussi à introduire le doute. Ils ont aussi permis à des commerçants de faire fortune. En effet, dans le doute, des milliers de personnes ont revendu leur mouton australien à bas prix, pour racheter des moutons d'Algérie. De petites fortunes se sont constituées à cette occasion.

Retrouver ce titre sur Numilog.com

En tant que parti aussi, le FIS n'a pas hésité à se laisser aller à de très nombreuses dérives, imposant des règles antiéconomiques. Ainsi, la municipalité FIS de Dellys a-t-elle décidé d'interdire le port du short, pour des raisons religieuses, alors que Dellys est une cité côtière qui peut tirer d'énormes ressources du tourisme. Un cas similaire s'est posé à Staouéli, petit village à vingt kilomètres à l'ouest d'Alger. La municipalité FIS a décidé de fermer les commerces à partir de vingt-deux heures, officiellement pour préserver la tranquillité des habitants. Pourtant, la localité de Staouéli connaît une vie nocturne très active, grâce à ses installations touristiques.

Dans les mosquées, les imams FIS ont dénoncé la championne du monde et championne olympique du 1500 mètres, Hassiba Boulmerka, parce qu'elle courait les jambes nues. Quant aux journalistes femmes qui refusent de mettre un foulard, elles ne seront pas autorisées à entrer à la réunion des élus FIS qui se tient le 2 octobre 1991 à Alger.

Les assassinats n'ont pas manqué non plus. Fin 1990, Mohamed Hamiche, militant du FIS, assassine Ahmed Cherati, un de ses voisins à Sidi-Semiane, un minuscule village perdu dans le Dhahra, à l'ouest d'Alger. Le FIS dément son implication dans l'assassinat, tout comme il prend ses distances avec l'assassinat de Saïd Mecili, 54 ans, tué dans le mitraillage d'un bar de Bologhine, à Alger, fin 1990. La victime est le cousin d'Ali Mecili, opposant, ami d'Aït-Ahmed, tué en avril 1987 à Paris par la sécurité militaire, selon le leader du FFS. Le groupe responsable de l'attentat de 1990 est celui de « l'émir Nouh » (Noé), de la mouvance Takfir Oua Hidjra, selon le procureur général d'Alger. Peu après, le 20 décembre, le même groupe est capturé dans la région de Sour El-Ghozlane, après avoir tué un gendarme.

Pendant la guerre du Golfe, des menaces de représailles ont été lancées par des imams FIS contre l'ambassade des Etats-Unis à Alger. Abbassi Madani a démenti ces menaces, mais les Etats-Unis ont fait évacuer le personnel non indispensable de leur ambassade. Dans la passion qui a marqué l'Algérie pendant la guerre du Golfe, comme on le verra plus loin, le FIS a organisé une marche sur le ministère de la Défense pour demander l'ouverture de camps d'entraînement au profit de volontaires pour l'Irak. Dans le même temps, circule une brochure, celle de Saïd Makhloufi, sur la désobéissance civile. Le gouvernement sent le dérapage et met en garde contre « les aventuriers de tous bords ».

Retrouver ce titre sur Numilog.com

Plus tard, après le premier tour des élections de décembre 1991, alors que les bruits de bottes se font entendre de plus en plus fort, Abdelkader Moghni dénonce la démocratie à la mosquée Essouna de Bab-El-Oued. En Grande-Bretagne, la démocratie a permis de voter une loi pour autoriser le mariage des homosexuels, dit-il. Le 7 janvier, quatre jours avant la destitution de Chadli, le FIS organise une exposition sur l'Etat islamique à Alger. Selon des affiches exposées, l'Etat islamique aura pour tâche de « propager la foi à l'intérieur et à l'extérieur, par la persuasion (*ettabligh*) et la terreur (*attarhib*) ». Les affiches soulignent la nécessité d'appliquer la chariaa dans toute sa rigueur, avec les *houdoud* (sanctions religieuses) et la *kassas* (loi du talion).

La nébuleuse islamiste s'en prend aussi à l'armée et aux forces de sécurité, faisant de nombreuses victimes, avant l'arrêt des élections. L'armée, notamment, regarde avec une irritation à peine voilée la percée du FIS.

L'armée et l'intégrisme

L'armée algérienne parle peu, très peu, mais elle agit. Depuis que Boumediene l'a structurée et a établi une certaine homogénéité en son sein en pleine guerre de libération, elle est devenue le principal centre de pouvoir. En 1962, elle a porté Ben Bella au pouvoir, puis, devenue Armée nationale populaire (ANP) à l'indépendance, elle porte son propre patron à la tête en 1965. A la mort de Boumediene, c'est elle encore qui décide de porter Chadli Bendjedid à la présidence. C'est elle qui ramène Boudiaf, désigne son successeur Ali Kafi, avant de porter de nouveau l'un des siens, Liamine Zeroual, à la tête de l'Etat.

Boumediene était un patron, Chadli est un homme de consensus. Autant le premier se voulait tranchant, autant Chadli cherche à ménager, à emporter l'adhésion de ses pairs. Ceux qui ne sont pas d'accord avec son orientation quittent l'institution. Ils sont nombreux, et parfois brillants. Mais curieusement, Chadli n'est jamais apparu comme le vrai patron de l'armée, bien qu'il ait détenu le ministère de la Défense de 1979 à juin 1990. Il déléguait beaucoup de pouvoirs à deux hommes de manière générale : Larbi Belkheïr, un des hommes qui lui étaient les plus proches, et le secrétaire général en exercice au ministère de la Défense. Ce furent tour à

Retrouver ce titre sur Numilog.com

des propos injurieux à propos du roi Hassan II du Maroc, en affirmant que ces propos avaient été prononcés par l'ancien président Houari Boumediene. Mais c'est la suspension, pour une durée indéterminée, du quotidien *El-Watan*, devenu le journal le plus influent du pays, qui fait le plus de bruit. Le journal a annoncé l'assassinat de cinq gendarmes à Laghouat. C'est une « révélation prématurée d'informations ayant gravement entravé le déroulement d'une enquête sur une action criminelle perpétrée dans une enceinte couverte par le secret défense nationale », selon le communiqué officiel qui explique la suspension.

Omar Belhouchat, le patron d'*El-Watan*, ainsi que le directeur de la rédaction Abderrezak Merad, et trois journalistes, Omar Berbiche, Tayeb Belghiche et Ahmed Ancer, sont interpellés. Nacéra Benali, une autre journaliste, est interpellée le lendemain. Ils sont accusés d'« atteinte à la défense nationale ». Le collectif d'*El-Watan* demande la « libération immédiate » des journalistes, et appelle « toute la presse et toutes les forces démocratiques à se mobiliser afin de dénoncer cette incarcération arbitraire, illégale et scandaleuse ». Une grande mobilisation s'organise effectivement avec le journal, jusqu'à ce que sa suspension soit levée une semaine plus tard.

Mais dans la foulée de cette affaire, le porte-parole du gouvernement, Messaoud Aït-Chaalal, annonce le 5 janvier, que toutes les informations relatives à la sécurité seront désormais soumises à un visa officiel. Les correspondants de presse étrangers sont, de leur côté, fermement priés de ne plus utiliser le terme « islamiste » pour désigner les groupes armés, et de le remplacer par « intégriste ». « Nous allons prendre des mesures réglementaires pour que seuls les services compétents puissent donner l'information sur tout ce qui concerne la question sécuritaire », déclare Aït-Chaalal, affirmant qu'« on ne fait pas de scoop avec le sang des martyrs ».

Le lendemain, 6 janvier, huit directeurs de journaux privés demandent la libération des journalistes d'*El-Watan*. « Non, les journalistes ne sont pas au-dessus de la loi, mais non, et trois fois non, les journalistes ne sont pas des terroristes, ni les complices des terroristes », affirment les directeurs de journaux dans une déclaration commune. La Ligue algérienne des droits de l'homme « dénonce l'incarcération » des six journalistes.

C'est un écrit d'un tout autre genre qui provoque, le 7 avril, l'arrestation de Abdelhamid Benzine, directeur d'*Alger républicain*. Vieux militant communiste, anti-islamiste radical, Benzine avait qualifié des verdicts prononcés par les cours spéciales contre des

Retrouver ce titre sur Numilog.com

islamistes de « suspects ». Ces verdicts, « empreints d'un juridisme suspect ou, pour le moins, ambigu, ont fini par non seulement démoraliser les forces de sécurité et les familles malheureuses des victimes du terrorisme intégriste, mais l'écrasante majorité de ce peuple », avait-il écrit. Mais si Benzine est aussitôt relâché, Hachemi Cherif, le chef d'Ettahaddi, et un journaliste d'*El-Watan*, Cherif El-Ouazzani, sont à leur tour convoqués par le juge. Commentant l'arrestation de Benzine, Hachemi Cherif avait laissé entendre, dans une interview à *El-Watan*, que Benzine aurait été arrêté pour être assassiné en prison : « Ce n'est pas un acte judiciaire innocent, mais un acte politique. » Le ministère de la Justice réagit violemment, affirmant que cette « stupéfiante accusation est ignominieuse ». Elle relève « de la démesure pure et simple, en regard du statut de son auteur ». Elle « jette le discrédit », et constitue « un outrage inadmissible, ainsi qu'une diffamation condamnable envers l'institution judiciaire ».

Omar Belhouchat et Cherif El-Ouazzani, légalement coresponsables de l'article, sont placés sous contrôle judiciaire le 4 mai, et interdits d'écrire et de faire des déclarations « jusqu'à nouvel ordre ». Ils doivent signer un registre de présence au tribunal une fois par semaine. Début juin, Belhouchat, Cherif El-Ouazzani et Hachemi Cherif sont condamnés à deux mois de prison avec sursis.

Le 28 avril, Abderrahmane Mahmoudi, directeur de *l'Hebdo libéré*, avait été soumis aux mêmes mesures, pour atteinte à l'unité nationale, atteinte à corps constitués et atteinte à la sûreté de l'Etat. Dans un violent réquisitoire contre Belaïd Abdessalam, Mahmoudi l'avait qualifié de « stalinien » qui « tient encore les puits de pétrole ». Le 29 mai, c'est au tour d'*El-Djazaïr El-Youm* d'annoncer que Ali Draa, son directeur, est interdit de quitter le territoire algérien. *El-Djazaïr El-Youm* est de nouveau suspendu, le 2 août, pour publication d'informations « portant atteinte à l'ordre public, à la sécurité publique et aux intérêts supérieurs du pays ». Le journal avait publié, sous forme de placard publicitaire, une déclaration de l'association Solidarité islamique. Dans ce texte de Cheikh Sahnoun et Benyoucef Benkhedda, cette association mettait en garde contre les conséquences de l'exécution de condamnés à mort. Des rumeurs insistantes faisaient alors état de la prochaine exécution des condamnés à mort de l'attentat de l'aéroport, qui sont effectivement fusillés quelques semaines plus tard.

Même la presse étatique n'échappe pas à la volonté de contrôle du gouvernement. Le 26 juillet, Abdelhamid Kacha, directeur géné-

Retrouver ce titre sur Numilog.com

ral de l'agence APS, est limogé par le gouvernement Abdessalam. Il est accusé d'avoir « rendu un service inestimable aux commanditaires du terrorisme, qui cherchent à faire accréditer la thèse que l'Algérie est à feu et à sang ». Cette déclaration gouvernementale fait suite à une dépêche dressant le bilan des activités des groupes armés début juillet.

Les problèmes de la presse sont cependant limités, jusque-là, à des poursuites ou des mesures de répression sans gravité particulière. Certaines poursuites engagées contre les journaux paraissent fondées, tant les écrits de presse sont marqués par les excès et la diffamation. Peu d'hommes politiques, et d'hommes publics de manière générale, ont échappé à la virulence des journalistes. Les procès en diffamation se sont multipliés, donnant lieu à des condamnations à des peines de prison avec sursis et des amendes peu importantes.

La situation est montée d'un cran le 17 mai 1993, avec l'attentat manqué contre Omar Belhouchat, le directeur d'*El-Watan*. Un inconnu tire trois balles en direction du journaliste qui se trouvait dans sa voiture, à Bab-Ezzouar, devant l'école où il venait de déposer ses enfants. C'est le premier journaliste visé, mais c'est aussi le directeur du journal le plus influent du pays.

Est-ce le début d'une décision mûrement réfléchie de la part des groupes armés, qui avaient déjà menacé les journalistes ? Ou bien est-ce une réaction en chaîne des groupes armés, qui se sont rendu compte de l'impact psychologique provoqué par un attentat contre un journaliste ? Toujours est-il qu'à partir de cette date, les attentats contre les journalistes vont devenir réguliers.

Tahar Djaout est touché de plusieurs balles le 26 mai à Baïnem, sur les hauteurs d'Alger, au moment où il prend sa voiture. Poète, écrivain, rédacteur en chef de *Ruptures*, hebdomadaire proche du RCD, Djaout est auteur de plusieurs romans, et a obtenu le prix Méditerranée en 1991 pour son roman *les Vigiles*. Blessé au bras et à la tête, il meurt le 2 juin. Un de ses assassins présumé déclare, dans des aveux télévisés, que Djaout était un « communiste » qui avait une « influence » sur les musulmans.

Le 31 juillet, Merzak Bagtache, journaliste, romancier, membre du Conseil supérieur de l'information, est légèrement blessé dans un attentat. Trois jours plus tard, le 3 août, Rabah Zenati, 35 ans, journaliste de la télévision, est assassiné de trois balles en pleine tête à Cherarba, un des quartiers chauds de la périphérie d'Alger, où il rendait visite à des parents. Le 9 août, Abdelhamid Benmenni,

Retrouver ce titre sur Numilog.com

journaliste à l'hebdomadaire *Algérie-Actualités*, est assassiné, également à Cherarba. Des hommes armés, en cagoule, portant la tenue de la police anti-émeutes, sont entrés chez lui, affirmant qu'ils poursuivaient un voleur. Toujours dans cette région de la Mitidja est, Saad Bakhtaoui, ancien journaliste d'*El-Minbar*, est assassiné le 11 septembre à Larbaa. Enlevé par quatre hommes, il est retrouvé mort le lendemain. Abderrahmane Chergou, 56 ans, ancien militant du PAGS, ancien de l'ALN, qui écrivait des articles d'une rare violence contre l'intégrisme dans *l'Hebdo libéré*, est assassiné le 28 septembre devant son domicile à Mohammadia. Chergou était l'un des animateurs du FAM (Front de l'Algérie moderne), un courant dissident du PAGS considéré comme le plus violent dans ses positions contre l'intégrisme. Aziz Smati, un animateur de radio anticonformiste, est blessé de plusieurs balles. Il en demeure paralysé. Un photographe de presse est assassiné à Blida : son corps reste sur un trottoir toute la nuit.

C'est cependant la télévision qui paie le plus lourd tribut, avec l'assassinat de trois journalistes et un ancien directeur, entre fin 1993 et début 1994. Smaïl Yefsah, 30 ans, est assassiné devant son domicile à Bab-Ezzouar. Il est poignardé au moment où il va prendre sa voiture, mais résiste et tente de s'enfuir. Il est poursuivi sur une centaine de mètres, et tué de plusieurs balles dans le dos dans la cage d'escalier. Mustapha Abada, ancien directeur de la télévision sous Belaïd Abdessalam, est abattu d'une balle dans la tête à Aïn-Taya. Benaouda est tué à la basse Casbah, près de la mosquée Ketchaoua, et Abdelkader Hirèche est tué pendant une soirée du Ramadhan à Gué de Constantine, quartier populaire au sud d'Alger. Hirèche avait été militant du Syndicat islamique du travail. Dans les milieux de la presse, sa mort a été attribuée à des groupes anti-islamistes qui auraient décidé de tuer les journalistes proches du FIS, soupçonnés de fournir des renseignements aux groupes armés.

De nombreux autres journalistes échappent aussi à des attentats, dans cette période la plus dure. L'auteur échappe à une double tentative d'attentat le 8 mars 1994 au matin. Peu avant de sortir de chez lui, un de ses voisins est tué, apparemment par erreur. Une heure plus tard, la voiture de l'auteur, dans laquelle se trouvait un de ses amis, essuie des coups de feu. Trois impacts de balles sont relevés dans la carrosserie.

Face à cette campagne de terreur dont ils sont l'objet, les journalistes réagissent de manière corporatiste, pour dénoncer les groupes armés. Ils rallient le camp des éradicateurs, hostiles à toute idée de

Retrouver ce titre sur Numilog.com

dialogue. L'Association des journalistes algériens (AJA), dirigée par Azzouz Mokhtari, organise une vaste campagne en Algérie et à l'étranger, avec le concours d'autres organisations internationales. Les journalistes partisans d'une position modérée, condamnant le terrorisme mais refusant l'exclusion des islamistes du jeu politique, se trouvent dans une position délicate. Il leur est difficile de prôner la raison au moment où des collègues sont assassinés. Quant aux journalistes islamistes, ils justifient discrètement ces assassinats, ou en rejettent la responsabilité sur les services de sécurité.

La situation politique et sécuritaire a aussi contribué au dérapage de la presse, qui s'est progressivement vidée de sa pluralité, pour ne garder qu'un seul son de cloche, celui des éradicateurs. La presse islamiste a totalement disparu, et les journaux réconciliateurs ou modérés ont subi de telles pressions qu'ils ont souvent cessé de paraître. Un commentaire très violent de Abdennour Ali-Yahia, président d'une Ligue des droits de l'homme, qui a souvent été attaqué par la presse pour avoir défendu les dirigeants du FIS, résume cette situation.

Dans une lettre adressée au directeur d'*El-Watan*, Ali-Yahia dénonce les journalistes « téléguidés par un chef d'orchestre qui n'a rien de clandestin et qui a pour nom les services. (...) La presse aussi sécrète des mafiosi, des mercenaires et des assassins à gages », écrit Ali-Yahia, qui s'en prend particulièrement à *El-Watan*. « L'appel à la délation tient lieu de programme pour votre journal », écrit-il, s'en prenant au « ton agressif, violent et outrancier, et au langage haineux ».

En fait, en accusant les journaux d'être devenus des « officines policières », Ali-Yahia met le doigt sur un des grands dérapages : symbole de démocratie, la presse indépendante s'est progressivement mêlée à un jeu où elle s'est trouvée totalement piégée. Dépendante du pouvoir pour sa survie financière et pour son existence tout court, dominée par des courants anti-intégristes, elle a été rapidement prise en otage par le pouvoir. Se sentant en guerre contre le FIS puis les groupes armés, elle a très peu écrit sur les abus dont ont été victimes les islamistes. Elle n'a pas été le témoin de la vie politique, elle en est devenue un des principaux acteurs, particulièrement lorsque les groupes armés se sont attaqués aux journalistes.

Au sein de cette presse aussi, la solidarité a souvent été sélective. Les journalistes ont rarement dénoncé la répression contre leurs collègues islamistes. La fracture entre presse francophone et

Retrouver ce titre sur Numilog.com

presse arabophone a aussi souvent joué. Lorsque les quotidiens *le Matin* et *Liberté* ont été suspendus de tirage pendant l'été 1993 pour non-paiement des frais d'impression, les journaux francophones se sont largement mobilisés pour les soutenir. Mais quand *la Nation* et *El-Djazaïr El-Youm* ont été suspendus, ils n'ont guère trouvé de soutien dans la presse.

Ces fractures dans le monde de la presse ont eu leur équivalent dans les milieux intellectuels, eux aussi pris dans la tourmente de la violence. Le conflit qui en est le plus symbolique est celui lancé par l'écrivain Tahar Ouettar qui, parlant de l'assassinat de Tahar Djaout, a dit : « C'est une perte pour sa femme, ses enfants, et pour la France. » Pourtant, Tahar Ouettar avait vu un de ses amis, le poète et sociologue Youcef Sebti, assassiné. Le directeur de l'école des Beaux-Arts, Ahmed Asselah, Djillali Liabès et M'hamed Boukhobza, Salah Djebaïli, recteur de la plus grande université algérienne, celle de Bab Ezzouar, à Alger, ont eux aussi été assassinés. Cette campagne d'assassinats a d'ailleurs forcé des milliers d'universitaires, de chercheurs, de journalistes et d'artistes à fuir le pays. La France d'abord, mais aussi le Maroc, la Tunisie et certains pays européens constituent les principales destinations de ces exilés.

Mais si les groupes armés n'ont pas épargné les intellectuels, ceux-ci n'ont pas été tendres entre eux non plus. Lorsque le sociologue Laddi Houari a développé une thèse selon laquelle la victoire de l'islamisme politique constituait une « régression féconde », il a été attaqué de manière presque unanime par ses pairs. Comme en politique, il y a eu peu d'idées nouvelles, chacun se contentant de détruire les idées des adversaires politiques. Signe de cette évolution, il y a eu très peu d'écrits ou de créations intellectuelles pendant toute cette période. Deux des livres qui ont été publiés sont des pamphlets, *Le FIS de la haine* de Rachid Boudjedra, et *De la barbarie en général et de l'intégrisme en particulier*, de Rachid Mimouni. Le livre de Boudjedra a d'ailleurs été interdit à la vente en Algérie, suite à une plainte de M^me^ Anissa Boumediene. La veuve de l'ancien chef de l'Etat a estimé diffamatoires des passages de ce livre relatifs à la culture, et a obtenu gain de cause.

La passion et la terreur qui dominent alors « imposent une domination de sentiments triviaux et empêchent le discours de la raison », selon une formule de Mouloud Hamrouche. Quelques très rares initiatives sont lancées. En mai 1993, des intellectuels, dont l'avocat Hocine Zahouane, appellent à agir « en dehors de toute considération partisane » pour « faire échec à ceux qui ont recours à

Retrouver ce titre sur Numilog.com

la force et au terrorisme pour imposer leur point de vue, conquérir le pouvoir et s'y maintenir ». Ils appellent à respecter « un serment démocratique, reposant sur l'alternance au pouvoir, le respect et la défense des droits de l'homme en toute circonstance, la reconnaissance du pluralisme et le non-recours à la violence ». Auparavant, avait été installée, le 15 février, « la commission 2005 », chargée d'analyser les perspectives d'évolution de la société algérienne durant la prochaine décennie. La commission, présidée par Djillali Liabès, qui sera assassiné un mois plus tard, regroupe des économistes, des sociologues, des démographes, des statisticiens, des spécialistes de la communication et de l'éducation.

Mais, à côté de cette initiative positive, le pouvoir s'est surtout distingué en empêchant le débat et en verrouillant la presse. Il a également faussé le débat. D'une part, il n'a laissé aux intellectuels qu'un seul choix, celui d'être avec lui ou avec les islamistes. D'autre part, il a bloqué les canaux du débat, notamment les grands médias publics. Enfin, il a imposé une série de faux débats, par des déclarations aussi légères que dangereuses. Saci Lamouri, ministre des Affaires religieuses, a, par exemple, accusé les communistes d'être à l'origine du terrorisme, dans une interview publiée le 3 avril 1993 par le quotidien *Echaab*. « Il n'y a pas de communistes au pouvoir, mais ils se sont infiltrés dans la presse », a-t-il dit. « Les communistes, de par leur nature, ne veulent pas occuper des fonctions supérieures, préférant exercer leur ruse et leur activité dans le secret. » « Toute secousse historique comportant du terrorisme et de l'effusion de sang est l'œuvre du communiste et du laïc. »

La pression internationale

Pendant que l'Algérie s'embourbe dans le cycle violence-répression, ses grands partenaires cherchent une ligne de conduite et des moyens de pression. Officiellement, la France, qui domine les relations algéro-européennes, et les Etats-Unis affichent une position assez simple : il faut dialoguer et entamer des réformes économiques de fond, disent-ils. Ils condamnent le terrorisme, mais souhaitent que les islamistes modérés soient associés au dialogue.

En fait, la France a changé de ton dans le traitement de la question algérienne lorsque la droite est revenue au gouvernement, après les législatives françaises du printemps 1993. Moins complaisante

Retrouver ce titre sur Numilog.com

envers les islamistes, avec Charles Pasqua au ministère de l'Intérieur, la droite française semble, a priori, un partenaire préférable à la gauche, du point de vue du pouvoir algérien. En fait, la France conserve la même démarche de fond : maintenir de solides positions en Algérie, en préservant son hégémonie sur le marché algérien.

La nouveauté concerne la menace que l'Algérie représente désormais. On parle en effet de dizaines, voire de centaines de milliers d'Algériens qui seraient contraints de s'exiler si les islamistes prenaient le pouvoir en Algérie. Le choix le plus indiqué pour ces exilés semble naturellement être la France, où plusieurs milliers de personnes s'installent à partir de 1992. Intellectuels et artistes de renom, hommes politiques, comme les anciens chefs de gouvernement Belaïd Abdessalam et Sid-Ahmed Ghozali, journalistes, magistrats ou hommes d'affaires s'installent en nombre, parfois dans des conditions difficiles. Ce thème de l'exil d'Algériens devient rapidement un objet de débats et de campagnes en France, abordé par les principaux hommes politiques et examiné dans toutes les émissions politiques des grandes radios et télévisions.

Autre moyen de pression que la France utilise : la dette extérieure. La France veut coûte que coûte mener l'Algérie au rééchelonnement. Avec la domination structurelle qu'elle exerce sur l'économie algérienne, la France souhaite que l'Algérie dispose de liquidités pour continuer à importer. Cela, seul le rééchelonnement peut l'assurer dans l'immédiat. De plus, les banques françaises perdraient peu en cas de rééchelonnement, contrairement à celles d'autres pays, comme le Japon, gros créancier de l'Algérie. Les négociations concernant la dette algérienne auraient pour principal partenaire la France, ce qui constituerait un autre moyen de pression pour Paris.

En outre, si la France dispose d'hommes qui lui sont favorables au sein du pouvoir, elle investit aussi du côté des islamistes, avec qui elle entretient des relations suivies. Les mesures répressives et quelques expulsions ne réussissent guère à cacher cette réalité, qui apparaît précisément avec une rafle, menée en France dans les milieux islamistes après l'enlèvement de trois employés du consulat français d'Alger en octobre 1993. La police française découvre chez Moussa Kraouche, de la Fraternité algérienne en France (FAF), une copie du document qui, comme on le verra plus loin, a été remis à M^me^ Thévenot, une des trois personnes enlevées à Alger, par un ravisseur peu avant de la libérer. Dans un premier temps, la présence de ce document chez Moussa Kraouche ne s'explique pas.

Retrouver ce titre sur Numilog.com

Les policiers qui ont mené la perquisition chez Kraouche sont soupçonnés de l'avoir mis dans le dossier pour enfoncer l'accusé. Mais les policiers se rebiffent et refusent de porter le chapeau. On s'aperçoit ensuite que ce document porte un numéro du télécopieur (fax) d'où il a été envoyé. C'est un numéro de la DGSE. Beaucoup d'hypothèses sont avancées, mais pas celle qui semble la plus simple : Moussa Kraouche collaborait avec les services du contre-espionnage français, qui le tenaient informé de la situation.

Quant aux Etats-Unis, ils ont suivi de loin l'évolution de la situation en Algérie, en observant une grande discrétion. Car les Etats-Unis étaient plutôt gênés. Officiellement partisans de choix démocratiques, ils ont constaté avec inquiétude que dans les pays arabes, là où la rue a pu s'exprimer depuis, pendant et après la guerre du Golfe, elle s'est exprimée en faveur de l'Irak et contre les intérêts américains. Cela est valable en Algérie comme au Yémen, en Jordanie, au Maroc ou en Tunisie. Ils ont donc mis une sourdine à leurs exigences de démocratisation.

Pour l'Algérie, un autre problème se greffait, celui du réacteur nucléaire de Aïn-Ouessara. Il aurait été difficile aux Etats-Unis de faire pression sur un pays démocratique, avec un pouvoir élu, pour le convaincre de démanteler un réacteur nucléaire. Washington redoutait par-dessus tout la victoire d'islamistes qui seraient en mesure de développer des armes nucléaires. Cela paraissait aux Etats-Unis d'autant plus inacceptable qu'après avoir mené la guerre du Golfe, il était exclu, pour eux, de voir de nouvelles puissances nucléaires émerger. Ils ont donc été soulagés de voir les élections de juin 1991 reportées. Cela leur donnait du temps pour négocier.

Les Etats-Unis n'ont pas pour autant une doctrine claire envers les mouvements islamistes, qui prennent une nouvelle dimension après la chute de l'Union soviétique. C'est le secrétaire d'Etat adjoint chargé du Proche-Orient, Edouard Deredjian, qui dessine progressivement la démarche américaine dans une série de discours non dépourvus d'ambiguïtés. Le 2 juin 1992 à la Meridian House, à Washington, il déclare que les Etats-Unis aident « ceux qui sont prêts à prendre des mesures précises en direction d'élections libres, de la création d'un pouvoir judiciaire indépendant, à promouvoir la primauté du droit, à limiter les restrictions imposées à la presse, à respecter les droits des minorités et à garantir les droits individuels ». De 1989 à juin 1991, c'était la tendance générale choisie par l'Algérie, qui n'a pourtant pas reçu d'aide américaine.

Retrouver ce titre sur Numilog.com

La méfiance américaine s'exprime aussi envers les islamistes, soupçonnés de vouloir utiliser la démocratie pour tuer la démocratie. « Nous nous méfions de ceux qui voudraient utiliser le processus démocratique pour accéder au pouvoir, puis détruire ce processus même afin de s'y maintenir et d'exercer leur domination politique », déclare Edouard Deredjian. « Nous avons des divergences avec ceux qui, indépendamment de leur religion, pratiquent le terrorisme, oppriment les minorités, prônent l'intolérance, ou violent les normes internationales de droits de l'homme ; avec ceux qui sont insensibles à la nécessité du pluralisme politique, ceux qui veulent réaliser leurs objectifs par la répression et la violence. C'est contre l'extrémisme, la violence, le refus des droits, l'intolérance, l'intimidation, la coercition et le terrorisme qui l'accompagnent trop souvent que nous nous insurgeons », dit-il.

Cette position est interprétée en Algérie comme une victoire, car les Etats-Unis semblent se méfier du FIS et de ses intentions peu démocratiques. Mais Edouard Deredjian précise la position américaine le 12 mai 1993, en déposant devant une sous-commission du Congrès. Il déclare, d'une part : « L'islam, qui professe une des grandes religions, n'est pas notre ennemi. » D'autre part, il affirme : « C'est à l'extrémisme et au fanatisme, qu'ils soient de caractère religieux ou séculier, que nous nous opposons. » Pour le cas précis de l'Algérie, il déclare : « Nous sommes convaincus que la situation actuelle a pour origine la frustration d'un peuple, dont les aspirations fondamentales n'ont toujours pas été réalisées. Des réformes politiques et économiques sont nécessaires pour satisfaire les besoins pressants du peuple algérien. » Il note que « depuis la suspension des élections parlementaires, peu de progrès ont été réalisés vers le rétablissement du processus démocratique et vers des remèdes à la détérioration troublante de la situation sur le plan des droits de l'homme ». Malgré de nombreux discours, « nous n'avons guère constaté de mesures ou de plans précis sur la façon dont le gouvernement projette de mettre en œuvre de véritables réformes politiques et économiques ».

Après avoir pris leurs distances envers le FIS, soupçonné de vouloir tuer la démocratie après en avoir profité, les Etats-Unis prennent ainsi leurs distances avec le pouvoir, soupçonné de vouloir maintenir le statu quo. « Nous ne pensons pas que l'on puisse résoudre les problèmes de l'Algérie en recourant principalement au dispositif de sécurité alors que l'on ne s'attaque pas aux problèmes politiques, économiques et sociaux du pays », affirme Deredjian. Le

Retrouver ce titre sur Numilog.com

1er décembre, à l'Institut des relations internationales de Los Angeles, il affirme que « c'est l'injustice sociale, le manque d'opportunités économiques, sociales, politiques et dans l'éducation, qui offrent des partisans aux extrémistes ».

L'engrenage de la violence incite les Etats-Unis à s'occuper du dossier des droits de l'homme, qui connaissent une grande dégradation induite par la violence-répression. Deredjian « déplore les assassinats continuels de membres du gouvernement algérien et des forces de sécurité par des opposants au gouvernement, ainsi que les efforts faits pour justifier une telle violence ». Mais dans le même temps, il se dit « troublé par les rapports émanant d'organisations indépendantes de droits de l'homme, selon lesquels le recours à la torture serait très répandu ».

Tous les rapports établis à ce sujet notent une grave dérive. Fin 1993, Abdennour Ali-Yahia déclare à la presse qu'il a reçu 364 témoignages de cas de torture. Il fait état de cas d'exécutions sommaires, de détention illégale, de prolongation de garde à vue, de non-respect des droits de la défense. Les violations des droits de l'homme sont signalées aussi bien dans les commissariats et les prisons que lors des interrogatoires et des perquisitions. Des avocats, qui ont accepté de transmettre vers l'extérieur des lettres de détenus relatives à la torture, sont soumis à la fouille au moment de quitter leurs clients, selon Ali-Yahia.

Quelques cas de torture sont révélés publiquement. Rouabhi, un des inculpés dans l'affaire de l'aéroport, déclare qu'il a été torturé et castré. Au cours d'un procès devant la cour spéciale d'Alger, celui de « l'émir Nouh » (Noé), plusieurs prévenus portent des traces visibles de coups. Même l'ONDH reconnaît « une dizaine » de cas de violation des droits de l'homme. Le FFS manque rarement de dénoncer cette évolution dans ses communiqués. En juin 1993, au comité central du FLN, Ahmed Taleb Ibrahimi met en garde : « Ce que je crains, dit-il, c'est que ces dépassements n'entraînent des conséquences qui n'épargneront même pas demain ceux qui les soutiennent aujourd'hui ou les passent sous silence. »

Le rapport d'Amnesty International pour l'année 1993 est quant à lui accablant. Il note que la situation des droits de l'homme s'était améliorée progressivement après 1988, mais qu'une nouvelle tendance dangereuse apparaît. Plusieurs puissantes organisations américaines des droits de l'homme ont, elles aussi, établi des rapports qui montrent les mêmes abus. Dans leurs contacts avec les dirigeants algériens, les officiels américains insistent eux aussi sur ce point.

Retrouver ce titre sur Numilog.com

Dans les milieux politiques et les médias, les informations sur ces dépassements ont circulé dès fin 1992, pour devenir régulières en 1993. La torture, admise un peu partout, est devenue secondaire devant les exécutions sommaires et, surtout, les disparitions suivies d'assassinats, qu'on attribue à l'un ou l'autre camp, selon les choix politiques. Des personnes, de plus en plus nombreuses, sont enlevées avant d'être retrouvées assassinées. Si la signature est évidente chez les groupes armés, particulièrement lorsqu'il s'agit de personnes constituant traditionnellement leur cible, il est difficile d'être affirmatif sur de très nombreux autres assassinats. Dans un premier temps, ces dérapages sont attribués à des groupuscules occultes, comme l'Organisation de la jeunesse algérienne libre (OJAL) ou l'OSSRA (Organisation secrète pour la sauvegarde de la République algérienne). Puis, des partis commencent timidement à parler de bavures, de « représailles », d'exécutions sommaires, pour aboutir à des « campagnes de terreur ». La propagande des groupes armés laisse entendre qu'après des attentats menés par des islamistes, des unités des forces de sécurité ou de l'armée arrêtent des proches de membres de groupes armés pour les exécuter, menant ainsi de véritables opérations de vengeance. Au cours d'une réunion du comité central du FLN, en juillet 1994, Abdelhamid Mehri présente, lors d'une séance à huis clos, un rapport sur de très nombreux cas prouvés d'exécutions sommaires.

Cette campagne de terreur et de contre-terreur est plus ou moins connue, mais elle atteint son paroxysme lorsque les groupes armés décident de s'attaquer à deux genres de cibles particulièrement médiatiques : les intellectuels et journalistes d'une part, et les étrangers d'autre part.

Les premiers étrangers assassinés sont deux géomètres français, François Barthelet et Emmanuel Didion. Enlevés fin septembre 1993 dans la région de Oued Tlélat, près de Sidi-Bel-Abbès, dans l'Ouest, ils sont retrouvés égorgés le lendemain. L'attentat est attribué à Kada Benchiha, considéré comme le chef des maquis qui vont de Sidi-Bel-Abbès à Saïda. Selon des journaux français repris par la presse algérienne, les deux Français seraient des agents de la DGSE, travaillant sous la couverture de géomètre, un métier qui permet beaucoup de déplacements. L'ambassade de France à Alger dément cette information.

Un mois plus tard, trois ressortissants français sont de nouveau les cibles des groupes armés. Alain Fressier, Jean-Claude Thévenot et sa femme Michèle sont kidnappés au Télemly, près du consulat

Retrouver ce titre sur Numilog.com

général de France, tôt le matin. Après plusieurs jours de recherches, ils sont libérés dans des conditions que les services de sécurité des deux pays ne veulent pas exposer clairement. Entre des caches situées à Oued Koriche, à la Casbah, et à Oued Slama, près de l'Atlas blidéen, des accrochages ont lieu, faisant plusieurs morts parmi les ravisseurs. Les services de sécurité déploient d'immenses efforts, car l'affaire est d'importance : si la prise d'otages réussit, l'Algérie risque de ressembler à court terme au Liban des années quatre-vingt.

Selon une version qui semble la plus proche de la réalité, les Français ont été récupérés rapidement par les services de sécurité grâce à un agent infiltré dans les groupes armés. La volonté de remonter des réseaux et de sauver d'autres éléments infiltrés a incité à retarder l'annonce officielle du dénouement. Finalement, les deux hommes sont libérés le 30 octobre, aux Eucalyptus, quartier islamiste du sud d'Alger, et Mme Thévenot le lendemain. Aucun des trois otages ne fera jamais de déclaration publique, mais les services de sécurité algériens sont partagés. D'un côté, ils ont montré leur efficacité sur une affaire délicate. D'un autre côté, ils ont été obligés de brûler plusieurs réseaux qui avaient infiltré les groupes armés. Un travail long et patient pour remonter les réseaux islamistes est ainsi tombé à l'eau, ce qui a donné lieu à une version à la James Bond, lancée par les réseaux proches des groupes armés : l'opération aurait été montée par un clan des services de sécurité algériens pour saborder une grande opération d'infiltration qui était sur le point d'aboutir !

Des spécialistes français du renseignement s'étaient rendus à Alger à cette occasion, pour suivre le déroulement de l'opération. Mais ils ont également mis en place leurs propres structures pour suivre les filières des groupes armés. Cette affaire allait d'ailleurs avoir des répercussions en France, avec une grande rafle lancée dans les milieux proches du FIS peu après. Une copie du communiqué remis à Mme Thévenot par ses ravisseurs était retrouvée chez Moussa Kraouche, de la Fraternité algérienne de France, comme on l'a vu plus haut. Le silence gêné observé aussi bien en Algérie qu'en France montre que cette affaire avait des ramifications dans les deux pays qu'il était préférable de garder sous silence.

Ce document transmis par Mme Thévenot allait, d'une certaine manière, avoir des répercussions dramatiques. Il contenait un ultimatum lancé aux étrangers, qui sont sommés de quitter l'Algérie dans un délai d'un mois. C'est un Espagnol, Manuel Lopez Bailen, qui est le premier étranger assassiné après l'expiration de l'ultima-

Retrouver ce titre sur Numilog.com

tum. Il est égorgé le 2 décembre près de Hanacha, une localité entre Khemis Miliana et Berrouaghia, située au cœur du fief du chef présumé des GIA, Sayah Attia. C'est encore à Sayah Attia qu'est attribué le carnage du 15 décembre à Tamezguida, un bourg de la région montagneuse de Médéa qui avait abrité une tentative de congrès des groupes armés en septembre 1992. Douze Croates, travaillant pour Hydroélectra, une société de travaux publics de l'ex-Yougoslavie, sont froidement égorgés dans la forêt par les hommes de Attia. Ceux-ci avaient investi les baraquements de l'entreprise la nuit, et séparé les Croates, chrétiens, des Bosniaques, musulmans, qui travaillent pour la même entreprise. Ils ont ensuite emmené les Croates un par un, à l'écart, pour les égorger.

Des ressortissants de nombreux pays, belge, russes, colombien, philippin, français, dont des femmes, sont également assassinés. Parmi eux, des officiers supérieurs russes, instructeurs de l'armée algérienne, Vladimir Velejny et Alexandre Orlov, tués à Laghouat, au nord du Sahara, le 16 octobre, ainsi que des femmes, une ressortissante russe mariée à un Algérien, Larissa Ayadi, tuée le 5 décembre 1993 à Kouba, et Monique Afri, employée au service des visas du consulat de France, assassinée le 15 janvier 1994. Des étrangers établis depuis longtemps en Algérie sont aussi visés. Raymond Louzoum, juif tunisien, opticien, est tué dans son magasin situé rue Didouche, en plein centre d'Alger.

Le FIS ne sait s'il doit revendiquer ces assassinats ou les dénoncer. Les structures agissant à l'intérieur du pays les revendiquent, ou au moins, les justifient, dans une série de tracts et de publications diffusés à partir la mi-novembre. L'un d'eux, *Minbar El-Djoumouaa*, publie une interview de Abderrezak Redjam, qui inquiète les Occidentaux notamment. Dans cette interview, Redjam déclare que « le FIS et le peuple algérien ne sont pas tenus par les engagements et accords conclus avec la junte au pouvoir. Les partenaires (étrangers) sont complices dans le crime contre le peuple algérien ». Il les avertit : les puissances étrangères « doivent assumer les conséquences qui en résulteront, avec les coups que nous porterons contre leurs ressortissants et la destruction de leurs intérêts ». A l'extérieur cependant, ces assassinats sont plus gênants à assumer. Rabah Kebir et Anouar Haddam tentent de les faire imputer au pouvoir. Kebir déclare notamment que le FIS n'a aucun intérêt à tuer des étrangers.

La presse offre une porte de sortie au FIS. N'ayant pas d'informations précises sur les attentats, les journaux sont essentiellement

Retrouver ce titre sur Numilog.com

informés par les services de sécurité, qui grossissent démesurément les Groupes islamiques armés (GIA), qu'on veut coûte que coûte opposer au Mouvement islamique armé. Les GIA sont composés de desperados, d'anciens « Afghans », de drogués, d'anciens truands, d'assassins sanguinaires, de préférence fils de harkis, selon l'image qui en est donnée par la presse. L'image de ses chefs est particulièrement sanguinaire, comme Sayah Attia, auquel on attribue l'organisation ou la participation à près de deux cents attentats. Dans cette manipulation de l'information, la presse finit elle-même par s'embrouiller à plusieurs reprises. Ainsi, l'attentat contre le journaliste et écrivain Tahar Djaout est-il, dans un premier temps, attribué à Abdelhak Layada, qui l'aurait commandité. Le procès révèle pourtant que c'était matériellement très difficile pour lui d'organiser l'attentat. Plus tard, Sayah Attia est annoncé comme nouveau chef du GIA, après la mort de Djaafar El-Afghani. Peu après, les services de sécurité annoncent que Attia a été tué avant celui à qui il aurait succédé.

Les assassinats d'étrangers révèlent à l'extérieur l'ampleur de la crise algérienne. La montée en cadence des attaques contre les étrangers montre de manière définitive aux partenaires de l'Algérie que le pouvoir est dans l'incapacité de vaincre les groupes armés, du moins dans le court terme. La solution sécuritaire est donc définitivement disqualifiée. Un accord politique est souhaité par tout le monde, aussi bien par le pouvoir algérien que par ses interlocuteurs étrangers.

La France et les Etats-Unis font pression en ce sens, mais les deux pays n'ont ni les mêmes moyens de pression, ni les mêmes intérêts. Au bord de la faillite financière, l'Algérie est contrainte de rééchelonner sa dette extérieure, une décision largement imposée par la France et par le retard pris dans l'introduction de réformes économiques. La dette constitue, pour la France, un moyen de pression que ne possèdent pas les Américains. Ceux-ci se contentent des concessions faites concernant le réacteur de Aïn-Ouessara. Celui-ci, inauguré en grande pompe en décembre 1993, en présence du corps diplomatique accrédité à Alger, a été largement revu. L'Agence internationale de l'énergie atomique, contrôlée par les Etats-Unis, supervise son fonctionnement. Encore une fois, la décision concernant le réacteur nucléaire intervient à la veille d'une échéance politique majeure ; cette fois-ci, celle du mandat du HCE.

Les attentats se concentrent sur les ressortissants de deux pays, la France et la Russie. Le premier pays est le principal partenaire

Retrouver ce titre sur Numilog.com

économique et politique de l'Algérie, le second le principal partenaire militaire. Un bus transportant des militaires russes est arrêté à un faux barrage à Alger, et plusieurs de ses occupants tués. Un autre bus est attaqué près de Jijel, près de l'aéroport, faisant une dizaine de morts. L'école française d'Alger, à Aïn-Allah, sur les hauteurs de la ville, est attaquée début août. Des éléments du GIA, en tenue militaire, trompent la vigilance des gardes. Ils veulent apparemment faire sauter un bâtiment avec une voiture piégée. Découverts, ils tirent, tuant trois gendarmes français et deux employés consulaires. L'affaire est suffisamment grave pour que deux hauts responsables français, Alain Juppé, ministre des Affaires étrangères, et Philippe Léotard, ministre de la Défense, se rendent précipitamment à Alger. La décision est prise de fermer les écoles françaises et d'inviter les Français à quitter l'Algérie ou à ne plus s'y rendre. A Jijel, ce sont sept marins italiens qui sont surpris dans leur sommeil, à bord de leur bateau en rade du port de ce fief islamiste de l'est du pays. Ils sont égorgés.

Les groupes armés ont gagné. Ils ont réussi à isoler l'Algérie. La plupart des pays invitent leurs ressortissants à partir, et certains comme la Hollande et la Suisse, ferment leur ambassade. Mais curieusement, aucun ressortissant américain n'a été touché durant toute cette période.

La dernière ligne droite

Le FFS avait proposé une « conférence nationale de surveillance de la transition ». Le FLN avait appelé à la concertation, proposant des mécanismes très précis, restant cependant assez vague sur l'appellation qu'elle prendrait. Mais progressivement, ce dialogue entre pouvoir et opposition devient obsolète. Plus le temps passe, plus les contentieux s'accumulent, et plus il devient difficile de dialoguer. Entre le moment où l'opposition avait demandé le dialogue et le moment où le pouvoir l'a accepté, il s'est écoulé une année. Il s'écoulera une autre année avant que cette concertation soit organisée. Entre-temps, la situation politique et sécuritaire a radicalement changé. Ce qui pouvait constituer une issue de secours dans une conjoncture donnée ne l'est plus lorsque tant de données auront changé. C'est ce qui explique le ratage politique que constitue la conférence nationale.

Retrouver ce titre sur Numilog.com

L'idée de cette conférence a commencé à circuler au printemps 1993, lorsque le HCE a eu à faire le bilan d'une année de gestion. Ce bilan était particulièrement négatif : non seulement la violence n'a pas été éradiquée, mais elle s'est étendue, prenant des proportions inquiétantes. Aucune solution politique n'était en vue, alors que sur le plan économique, l'impasse était totale. L'hebdomadaire *la Nation* prévoyait déjà, au printemps 1993, que l'Algérie serait en état de cessation de paiement en avril 1994, et serait contrainte à engager le rééchelonnement de sa dette à cette date.

C'est dans cette conjoncture que l'idée d'une conférence a été lancée aussi bien de la part du pouvoir que de l'opposition. Le HCE annonçait, le 15 mai, que le dialogue, entamé en mars, reprendrait le 25 mai, dans le cadre d'une seconde phase. Cette fois-ci, le dialogue se ferait par le biais de rencontres entre groupes de partis, et non plus avec chaque parti à part. Mais cette formule a soulevé plus de polémiques qu'elle n'a permis de résoudre de problèmes. Le RCD a violemment critiqué le HCE, qui s'était proposé de recevoir le parti de Saïd Saadi au sein d'un groupe comprenant notamment le FLN et Ennahdha.

Le HCE n'a cependant pas tenu compte de ces critiques, et a annoncé, une semaine plus tard, la tenue prochaine d'une conférence nationale. Hocine Aït-Ahmed souhaitait, lui, une conférence de réconciliation nationale pour le 5 juillet, anniversaire de l'indépendance. Il souhaitait que cette date symbolique soit mise à profit pour tenter un grand coup psychologique. Il se méfiait cependant du pouvoir, qu'il appelait à s'adapter à la nouvelle situation.

Le FLN se méfiait, lui aussi, du système, et mettait en garde contre une conférence qui n'irait pas au fond des problèmes. Le 29 mai, Abdelhamid Mehri lançait une première mise en garde. Le FLN ne participerait pas à la conférence nationale s'il n'y avait pas « un accord sur l'ensemble des questions débattues », disait-il. Il faut « une plate-forme susceptible de sortir le pays de la crise, une plate-forme à laquelle doivent adhérer toutes les parties et toutes les catégories du peuple, afin qu'elle puisse être adoptée par référendum ». Déjà, Mehri souhaitait clairement la participation du FIS, et demandait des négociations préalables pour aboutir à des accords sur toutes les questions intéressant le dialogue. Mehri semblait viser plusieurs objectifs à la fois. Son parti ayant une ligne solide et des négociateurs chevronnés, il serait en mesure d'imposer son choix. Le FLN pensait aussi rallier à lui de nombreux par-

Retrouver ce titre sur Numilog.com

tis. Il estimait également qu'une conférence nationale n'était qu'un show politico-médiatique, l'essentiel du travail devant être fait au préalable.

Malgré ces critiques, Ali Haroun, membre du HCE, donne les premiers contours de la solution envisagée dès la mi-juin. Dans une série de déclarations à la presse, il parle d'une conférence nationale pour le 5 juillet, qui serait suivie d'un référendum en octobre. Il donne des détails sur les institutions qui seront chargées de gérer la période de transition, notamment un conseil de la transition, et la désignation d'un président qui serait assisté éventuellement de deux vice-présidents. Le tout serait consigné dans une plate-forme portant consensus national. Le projet de cette plate-forme est publié dans la foulée, à la mi-juin. Dans ses grandes lignes, le projet sera largement maintenu, les modifications ne portant que sur quelques aspects allant dans un seul sens : le renforcement du pouvoir de l'armée dans la prise de décision.

Le FLN demande des « contacts préparatoires » avant la conférence nationale, dans une lettre adressée le 24 juin par Abdelhamid Mehri au président du HCE. Le lendemain, malgré une forte pression, le comité central du FLN approuve la ligne suivie par Abdelhamid Mehri. Ahmed Bencherif, ancien colonel, ancien commandant de la gendarmerie, démissionne du comité central.

A la mi-1993, c'est cependant la participation du FIS au dialogue qui est à la une de l'actualité, dans une période particulièrement trouble. Trois mois après l'attaque de Bouguezoul, l'armée subit un sérieux revers, fin juin, dans la région de Chréa, près de Blida. Une unité de l'armée, piégée par des faux renseignements qui lui ont été fournis, tombe dans une embuscade. Le bilan est lourd : près d'une cinquantaine de tués, selon les informations qui circulent alors. Le coup est rude, et les chefs de l'armée entrent dans une série de conclaves qui finissent par doter l'armée d'un nouveau patron, Liamine Zeroual. L'armée encaisse le coup, qui accentue les divisions au sein de l'institution. Il y a, d'une part, les « durs », qui estiment qu'il faut davantage de moyens et de fermeté face aux groupes armés. De l'autre, il y a ceux qui notent que les groupes armés ont toujours gardé une longueur d'avance sur l'armée, et qu'il est impossible de les anéantir sans passer par une solution politique.

Quelques partis, dont le FLN et le MAJD, choisissent d'agir à la place du pouvoir, pour préparer le terrain à un dialogue avec le FIS, qui leur paraît inévitable. Le FLN ne veut pas que l'armée soit amenée à reconnaître la nécessité de dialoguer avec le FIS. Abdelhamid

Retrouver ce titre sur Numilog.com

Mehri propose au pouvoir que ce soient les partis qui demandent que le FIS soit associé aux négociations. Lorsque l'armée acceptera ce choix, la décision pourra être présentée comme une réponse à la demande des partis, et non comme une réponse à une condition posée par le FIS ou une capitulation face aux groupes armés.

Mehri multiplie donc les déclarations en ce sens durant l'été. Il déclare à l'AFP que « certaines fractions de la mouvance islamique étaient prêtes au dialogue, il ne fallait pas les rejeter. Plus on tarde, plus on donne des chances aux extrémistes ». Dans une conférence de presse donnée le 3 mai, il demande que « tout le monde, sans exclusive, soit associé au dialogue ». « C'est au HCE d'apprécier », dit-il à propos de la participation du FIS, mais la réponse est évidente. « L'utilisation des seuls procédés sécuritaires pour arrêter la spirale de la violence n'aura pas de résultat, surtout si elle s'accompagne d'une diminution de l'action politique et des libertés fondamentales. » Le 29 mai, il demande au FFS et au RCD de revoir leur position de boycott. Il prévient aussi que son parti ne participera pas à la conférence nationale s'il n'y a pas « un accord sur l'ensemble des questions débattues ».

Au comité central du FLN, Ahmed Taleb Ibrahimi lance, lui aussi, le 24 juin, un appel à un « compromis historique ». « Il faut absolument sortir sans délai de l'engrenage de la violence et de la répression. » Pour lui, « l'approche sécuritaire ne saurait apporter une solution profonde et définitive à la crise ». Il rejette, d'un côté, « la thèse de la présence de deux sociétés et de deux projets de société dont il serait impossible d'assurer la coexistence ». En même temps, il note « l'apparition d'une fracture comportant des germes de troubles permanents : le rejet, par de larges couches de la population, de l'ordre établi marqué par une absence grandissante de justice sociale, résultant inévitablement de l'approfondissement effrayant du fossé entre une minorité et la grande majorité des pauvres ».

Pour l'ancien ministre des Affaires étrangères, « la responsabilité de mettre fin à ce drame incombe à tout un chacun, et d'abord à ceux qui détiennent les rênes du pouvoir ». Il appelle donc à la conclusion d'un « compromis historique par lequel chaque partie renonce à une part de ses exigences dans l'intérêt supérieur de la patrie ». Ce compromis constituerait un « tout indivisible dont l'ensemble des clauses s'imposera à l'ensemble des parties. Il doit être l'aboutissement d'un dialogue national global autour des points de divergence. (...) Toutes les parties doivent bénéficier de garanties, en toutes circonstances, sans aucune distinction, abstraction

Retrouver ce titre sur Numilog.com

faite des convictions de l'individu ou du groupe ». Ces garanties concernent « la protection de l'exercice des libertés individuelles et collectives et le respect des droits fondamentaux de l'homme et des citoyens ». Une fois ce compromis réalisé, il sera facile de régler la question de la légitimité, qui relève du respect de la Constitution.

Taleb Ibrahimi appelle l'armée à « demeurer au-dessus des querelles partisanes, à l'abri des conflits idéologiques, et ferme face aux manœuvres politiques ». Pour lui, les trois partis sortis des urnes en décembre 1991, FLN, FFS et FIS, ont un rôle important dans la réalisation du compromis auquel il appelle. A la mi-juin, le FLN, Hamas, Ennahdha, le FFS et le MDA se déclarent, séparément, en faveur de la participation du FIS au dialogue. Hocine Aït-Ahmed va dans le même sens, dans une interview publiée par l'hebdomadaire *El-Haq*, à l'occasion du 5 juillet.

Pendant cet été 1993, la presse, reflet des milieux politiques les plus influents, est alors agitée par cette question : faut-il discuter avec Abbassi Madani ou pas ? La réponse est généralement hostile au dialogue avec le FIS, et violemment opposée à toute idée de discussion avec les groupes armés. Saïd Saadi tourne le dos, lui aussi, à la formule de la réconciliation, et rejette la timide ouverture proposée par la plate-forme du HCE. Dans des déclarations de presse, il demande, à la mi-juillet, la formation d'un « gouvernement commando pour gérer la transition ». Il estime que le projet du HCE cherche un compromis et non la rupture. L'UGTA soutient, quant à elle, le projet du HCE, avec quelques réserves de forme. Ettahaddi note pour sa part que le projet du HCE laisse « des brèches dangereuses ».

Quant à la tâche d'engager des contacts avec les groupes armés, c'est Kasdi Merbah qui s'y engage. Durant l'été 1993, il rencontre de hauts responsables, dont le nouveau ministre de la Défense Liamine Zeroual, et effectue de nombreux voyages à l'étranger. Ses contacts sont apparemment encourageants, car il rend public, le 13 juillet, son appel aux groupes armés pour « cesser immédiatement le combat fratricide ». Il s'adresse aussi aux anti-islamistes, leur déclarant que « le retour à la paix civile est d'abord de la responsabilité des forces politiques et de la société civile ». Il propose aussi une démarche : « Les forces politiques doivent se regrouper en tendances principales, pour faciliter le débats et les choix des citoyens », écrit-il dans son appel. Il demande à tous de « transcender toute vision étroite, et de sacrifier les intérêts personnels, partisans ou claniques, à la recherche d'une solution politique à la crise nationale ».

Retrouver ce titre sur Numilog.com

Malgré les pressions, une lente tendance vers une vraie négociation multipartite incluant le FIS semble alors se dessiner, même si elle met du temps à prendre forme. Elle est cependant brutalement stoppée le 21 août avec l'assassinat de Kasdi Merbah et l'avènement, le même jour, d'un nouveau chef du gouvernement, Rédha Malek, considéré comme un homme particulièrement hostile à l'intégrisme. Y a-t-il un rapport entre les deux événements ? Difficile à dire, mais le résultat est là : la recherche d'une solution à la crise prend une nouvelle tournure en septembre 1993. Il faut apparemment repartir à zéro.

La tâche est d'autant plus ardue que les forces politiques s'émiettent, les positions se diluent, et le pouvoir manque d'imagination pour gérer le dialogue. Sa méthode, avec des contacts séparés, puis groupés, avec une conférence nationale comme conclusion, paraît séduisante, mais elle ne tient pas compte de la réalité sociale et politique. Mené de manière rigide, sans aller sur les thèmes précis qui faisaient l'objet de divergences, le dialogue n'a jamais dépassé le stade de l'exposé des positions de chacun.

La Commission du dialogue national (CDN), installée le 23 septembre, bute sur tous ces problèmes. La CDN est confiée à Youcef Khatib, alias Si Hassan, ancien chef de la wilaya 4 pendant la guerre de libération. Membre du Conseil de la révolution qui a déposé Ahmed Ben Bella le 19 juin 1965, Si Hassan a pris ses distances avec Boumediene, pour quitter la vie politique et se consacrer à son métier de médecin. Très respecté dans la wilaya 4, il s'embourbe rapidement dans les polémiques et les luttes politiciennes qui entourent le dialogue. Il est assisté, au sein de la Commission, par trois généraux, selon le vieux principe de l'équilibre régional. Mohamed Touati, une des têtes pensantes de l'armée, représente la Kabylie et le Centre. Anti-islamiste, il est l'un des rares officiers supérieurs à avoir exposé publiquement ses idées politiques. Abdelmadjid Taghit représente l'Ouest, et Tayeb Derradji représente l'Est. Ces deux derniers, politiquement moins marqués, sont considérés comme partisans de thèses plus conciliatrices. Mais les trois hommes sont dans la Commission comme représentants de la hiérarchie militaire qui les a mandatés pour cette tâche. Ils défendent donc le point de vue du commandement de l'armée, et seulement ce point de vue. Celui-ci n'arrive pas à dégager une ligne de conduite claire, malgré plusieurs grandes réunions, des sortes de congrès, organisés durant l'été.

A l'indécision de l'armée et aux divergences des partis légaux, s'ajoute la difficulté de trouver des interlocuteurs crédibles, en

Retrouver ce titre sur Numilog.com

mesure de dialoguer et d'imposer une solution chez les islamistes. En effet, une guerre de leadership bat son plein parmi les groupes armés, parmi les « civils » et les représentants islamistes à l'étranger. Il est très probable que les services de sécurité ont tenté de provoquer ou d'attiser ces rivalités, mais les conflits étaient bien réels. Des textes, dont l'authenticité peut difficilement être mise en cause, l'attestent. Dans un numéro d'*Ennafir*, daté du 6 novembre 1993, Abderrezak Redjam, interrogé sur ces divergences, redonne tout l'organigramme du FIS, pour bien mettre les choses au point. Il rappelle que le président et porte-parole du FIS est Abbassi Madani, Ali Belhadj en est vice-président, Rabah Kebir, représentant et porte-parole à l'étranger, et Anouar Haddam, représentant et porte-parole de la délégation parlementaire. Il ne donne aucune indication sur l'organisation militaire du FIS, ce qui ne permet pas de lever une équivoque : l'Armée islamique du salut (AIS), qui a commencé à diffuser des tracts, a-t-elle pris la suite du MIA, que dirigent Abdelkader Chebouti et Saïd Makhloufi ? Chebouti est-il toujours vivant ? Azzeddine Baa a-t-il pris ses distances envers Chebouti, avec qui il avait fait partie du MIA de Mustapha Bouyali, dans les années quatre-vingt ?

Redjam confirme que son mouvement ne contrôle pas tous les groupes armés, mais tente de minimiser les divergences. « Nous soutenons tous les groupes islamiques qui mènent le djihad », dit-il. Mais ces autres groupes ne tiennent pas le même discours. Le 16 novembre, un tract du GIA accuse Saïd Makhloufi d'être un homme des *moukhabarate* (services de renseignements). Le document s'en prend violemment à Rabah Kebir et à tous les autres groupes. Le GIA « n'est pas la branche armée du FIS, mais un groupe autonome », précise le texte, au moment où commencent les assassinats d'étrangers. Il est difficile de l'affirmer avec certitude, mais il n'est pas exclu que certains chefs de groupes aient été dénoncés par des rivaux, comme la presse l'a affirmé pour Ikhlef Cherati, dénoncé par Abdelhak Layada.

Les analystes, les responsables des services de sécurité et les chancelleries se sont d'ailleurs longtemps trouvés confrontés à ce casse-tête : qui contrôle quoi chez les groupes armés ? Qui commande quelles troupes, et qui exerce quel leadership politique sur quel groupe ? Les spécialistes américains se sont, par exemple, longtemps demandés si Abbassi Madani et Ali Belhadj avaient une autorité sur les groupes armés, et quel type de lien entretenaient-ils avec ces groupes. Le GIA obéit-il à une structure politique ? Si oui, laquelle ?

Retrouver ce titre sur Numilog.com

Du reste, même s'il y avait une vision claire du côté du pouvoir, il aurait fallu beaucoup d'imagination pour en convaincre les groupes armés. Le GIA affirmait clairement ses intentions, dans le communiqué cité plus haut. Il affirme qu'il n'y aura « ni dialogue, ni réconciliation (avec le pouvoir), ni amnistie, ni négociation, ni débat, ni passation du pouvoir à un gouvernement neutre ou de transition, ni aucune solution de ce genre ». Pour le GIA, il n'y a qu'une solution possible, l'instauration de l'Etat islamique. Il est certain que le GIA ne représente qu'une branche, la plus spectaculaire, mais la moins nombreuse et la moins politique, du courant islamiste. Les milieux hostiles au dialogue, au sein du pouvoir et dans la presse, mettent volontiers en avant ce groupe, avec ses actions sanguinaires et ses chefs violents, Méliani Mansouri, Moh Léveilly, Abdelhak Layada, Sayah Attia, Djaafar El-Afghani, Djamel Zitouni, auteur de l'attaque contre l'école française, Gousmi, et d'autres, pour souligner l'impossibilité de discuter avec les groupes armés.

Mais, dans le même temps, les promesses de dialogue données par les dirigeants du FIS en prison sont démenties par Abderrezak Redjam, début novembre. Celui-ci déclare dans *Ennafir* qu'il n'y aura « pas de dialogue avec la junte jusqu'à la victoire (et) l'instauration de l'Etat islamique ». Selon lui, l'avènement de la *Daoula islamia* (Etat islamique) n'est pas seulement un objectif du combat des groupes armés, mais « la solution de la crise » passe par là.

Un communiqué de l'instance exécutive provisoire du FIS, daté du 14 novembre, confirme ce choix. Ce texte, également signé par Abdelkader Redjam, affirme le rejet du dialogue de manière tranchée. « Nous refusons tout dialogue ou trêve avec la junte au pouvoir. Rien ne remplace notre choix de l'Etat islamique », affirme le communiqué. « Avec cette junte, ses agents et ses alliés, il n'y a que le langage (de la force) qu'ils comprennent », ajoute-t-il.

Dans la même période, pourtant, d'autres dirigeants islamistes, plus ou moins proches du FIS, multiplient les déclarations à l'intention des chefs des groupes armés. Mahfoudh Nahnah, Abdallah Djaballah, Hachemi Sahnouni, ancien dirigeant du FIS et ami de Ali Belhadj, demandent des garanties au pouvoir et multiplient les invites aux groupes armés. Abdelkader Hachani reçoit des émissaires du pouvoir, selon la presse. Mais rien n'y fait. Les divergences sont encore trop fortes, et les parties les plus importantes dans la bataille, pouvoir et groupes armés, ne sont pas encore prêtes au compromis. C'est donc l'impasse, vers laquelle se dirige la conférence nationale, qui recourt encore une fois à la solution la plus simple : l'armée.

Retrouver ce titre sur Numilog.com

La solution militaire

Lamine Zeroual est nommé ministre de la Défense en juillet 1993. Officier de l'Armée de libération nationale, ayant fait la guerre à l'intérieur du pays, il suit des formations poussées en URSS, en Jordanie et en France après l'indépendance. C'est le plus jeune général de l'armée algérienne lorsqu'il accède à ce grade, en 1987. Il quitte l'armée fin 1989, à la suite d'un conflit doctrinal avec le président Chadli Bendjedid et avec le ministre de la Défense, le général-major Khaled Nezzar, qui sera à l'origine de son rappel. Lors d'un débat sur la réorganisation de l'armée, Lamine Zeroual avait proposé la création d'unités légères, mobiles, avec une formation poussée, conformes à ce que l'armée algérienne risquait d'avoir comme tâche principale dans les années à venir : être en mesure d'intervenir rapidement aux frontières et pouvoir être déployée à l'intérieur.

Chadli avait choisi le plan proposé par Khaled Nezzar, qui offrait une vision plus classique. A la suite de ce conflit, Lamine Zeroual était nommé ambassadeur en Bulgarie, poste où il ne restera que quelques mois. L'homme est un militaire « jusqu'au bout des doigts », et ne s'habitue pas au mode de vie d'un diplomate. Il demande donc à rentrer en Algérie, où il est à la retraite.

Pendant ce temps-là, l'armée se cherche un chef. Elle a Khaled Nezzar, officier respecté, mais il est diminué par une maladie qui le ronge. Il est contraint de suivre régulièrement des soins, parfois assez longs. D'autres généraux émergent, mais ils ne font pas le consensus. Le général-major Touati, juriste et fin politique, est justement récusé parce qu'il est trop politique, tout comme Abdelhamid Djouadi. Le général-major Mohamed Lamari non plus ne fait pas le consensus. Homme à poigne, il a eu des démêlés avec la hiérarchie du temps de Boudiaf, ce qui lui a valu d'être mis à l'écart avant d'être repêché par Khaled Nezzar, dont il devient le conseiller. Il devient ensuite chef d'état-major de l'armée, et l'un des hommes forts. Il a la réputation d'un fonceur, et c'est lui qui dirige les unités spéciales qui vont appuyer la police et la gendarmerie dans la lutte antiterroriste. Mais les revers subis par ces unités, ainsi que l'absence de consensus autour de son nom, ne permettent pas à Lamari de devenir le patron que veut l'armée.

C'est donc Zeroual, un homme qui a quitté le corps, qui est rappelé. Ce n'est pas un inconnu, la plupart des officiers supérieurs ayant travaillé avec lui dans différents secteurs, notamment les plus

Retrouver ce titre sur Numilog.com

sensibles, comme Tindouf, près de la frontière du Maroc et du Sahara occidental, où le Maroc et le Polisario s'affrontent depuis 1975.

Après sa nomination, il passe trois mois à faire le tour de l'armée. Il rencontre les officiers, s'informe, étudie les rapports sur la situation sécuritaire, mais ne change aucun haut responsable de la hiérarchie. Il lui faut trois mois pour se faire une idée précise, et s'exprimer publiquement. Il le fait le 24 octobre, dans une interview à l'agence APS, et alors qu'il ne reste plus que deux mois pour arriver à un consensus national avant le 31 décembre, fin du mandat du HCE. Il faut aussi que Zeroual parle, car l'Algérie a besoin de découvrir progressivement celui que l'armée a appelé pour en faire son patron, avant de le pousser au sommet.

Dans cette interview, Lamine Zeroual lance à la fois un ultimatum et un SOS aux partis, les invitant à trouver un consensus pour sortir le pays de la crise avant la fin de l'année. Pour sa première déclaration publique, le nouveau patron de l'armée « lance un appel à toutes les forces patriotiques et de progrès, quelle que soit leur appartenance politique ou sensibilité, pour favoriser le dialogue et œuvrer en commun en vue de trouver, avant la fin de l'année, une solution consensuelle ». Il réaffirme que c'est aux politiques de trouver la solution. « Il revient à la conférence nationale d'adopter l'organisation de la transition et les modalités de son déroulement vers le retour au processus électoral, comme seul mode d'accès et d'exercice du pouvoir politique. » Dès lors que les bonnes volontés s'afficheront, l'armée « apportera son soutien total et sa contribution à toute recherche de solution », ajoute-t-il.

Le ministre de la Défense trace aussi le cadre du consensus national, tel que souhaité par l'armée, ainsi que le rôle que l'institution militaire doit jouer. L'armée croit « en des institutions démocratiques, à l'alternance politique, au multipartisme et à l'Etat de droit », affirme-t-il. Il est entendu que la solution « doit être conforme aux idéaux de la révolution de novembre, à savoir un Etat républicain, démocratique, juste, pluraliste, (...) garantissant la souveraineté nationale, l'unité du pays, les droits fondamentaux et les libertés publiques, dans le respect des préceptes de l'islam tel que vécu depuis des siècles par le peuple algérien ». Cette formule d'un islam « vécu depuis des siècles » en Algérie exclut naturellement la vision fondamentaliste qui a déferlé sur le pays. D'ailleurs, dit-il, le consensus souhaité doit « ouvrir des perspectives nouvelles, grâce auxquelles le recours à la violence comme moyen d'expression poli-

Retrouver ce titre sur Numilog.com

tique ainsi que toutes formes de monopoles politique, idéologique et économique seront abolies à jamais ».

Pour Zeroual, l'armée va pousser à la réalisation d'un consensus national, mais ne va pas l'imposer. L'armée ne veut pas « une intrusion délibérée dans l'espace des compétences des autorités politiques ». Au contraire, dit-il, la Commission du dialogue, créée en septembre, est indépendante, et la présence de trois officiers supérieurs en son sein « est une façon de répondre au vœu (...) de l'opinion publique, de la classe politique et des autorités ». Il insiste aussi pour rappeler que ce n'est pas « une implication directe de l'ANP dans la gestion politique de la phase actuelle ». Durant le dialogue, l'armée entend « demeurer parfaitement neutre et elle veillera à ce que son attitude ne soit ni une caution, ni une défiance pour quelque partenaire que ce soit, à l'occasion du dialogue national ». « Il ne saurait être question pour l'ANP de s'aligner ou de favoriser telle ou telle tendance politique. » Par là-même, il affirme que l'armée entend revenir à son métier, celui fixé par la Constitution, pour s'éloigner d'une politisation qui peut s'avérer dangereuse.

L'appel de Zeroual est accompagné d'une sérieuse mise en garde contre un échec du dialogue en cours car, à défaut d'une solution sérieuse à laquelle parviendraient les partis, il laisse entendre clairement que l'armée sera contrainte d'agir. Il souligne en effet que l'armée « ne peut rester indifférente vis-à-vis de ce qui peut être déterminant pour l'avenir du pays ». Il réaffirme avec une certaine insistance qu'elle « ne reculera devant aucun sacrifice pour assurer avec détermination ses missions constitutionnelles ». Cette phrase n'est pas sans rappeler la phrase du général Touati qui avait écrit, dans *El-Djeïch*, que l'armée ne pouvait rester « l'arme au pied » face à la situation qui prévalait dans le pays en janvier 1992. Il réaffirme la solidarité de l'armée, sa cohérence et sa discipline. Ni durs, ni mous, ni colombes, ni faucons au sein l'armée algérienne, dit-il. Simplement, « des patriotes, qui se trouvent à tous les niveaux de la hiérarchie militaire, et qui ont prouvé à chaque fois leur cohésion ».

Zeroual laisse aussi entendre que l'armée ne reculera devant rien pour empêcher l'avènement d'une République théocratique, et tient des propos particulièrement tranchés envers les groupes terroristes. Les « actes aveugles de destruction ne peuvent trouver leur justification par aucune motivation, quelle que soit sa nature », dit-il, ajoutant que les groupes « extrémistes visent en réalité la destruction des institutions et des potentialités humaines et matérielles du pays », avec leurs « menées démentielles de destruction ».

Retrouver ce titre sur Numilog.com

Zeroual reconnaît toutefois que la lutte antiterroriste menée jusque-là a montré ses limites. Cette tâche, « menée dans le cadre de la loi », rappelle-t-il , « n'est pas du ressort exclusif des forces de l'ordre et des unités de l'ANP, mais elle doit concerner l'ensemble des forces patriotiques du pays qui rejettent l'utilisation de la violence comme moyen d'accès au pouvoir ». Il ajoute que la solution sécuritaire « n'est pas suffisante en soi. Il est impératif de conjuguer les efforts dans le domaine sécuritaire avec des efforts dans le domaine politique ». Il annonce aussi la mise en place de dispositions de « défense civile », en soulignant que leur succès doit s'appuyer, entre autres, sur la contribution de « l'ensemble des forces patriotiques du pays ».

Au lendemain de cette interview, l'Algérie est quelque peu secouée. C'est en effet la première fois que le nouveau ministre de la Défense parle, et son discours traduit une situation de grave crise. Le fait même qu'il parle est significatif : son prédécesseur a parlé publiquement, en tout et pour tout, une fois depuis l'avènement du HCE, dont il était pourtant considéré comme l'homme fort. C'était durant l'été 1991, pour annoncer un dialogue politique.

Les déclarations de Zeroual sont accueillies de diverses manières. On comprend pourtant que le pouvoir en Algérie a changé de main. Le HCE le détenait encore théoriquement mais, à moins de trois mois de la fin de son mandat, l'institution présidentielle est visiblement hors course. Deux semaines auparavant, on l'avait d'ailleurs dessaisie du principal dossier qu'elle avait en main, celui du dialogue, au profit de la Commission du dialogue national, créée à cet effet.

Et s'il fallait encore une preuve que le vrai pouvoir en Algérie est détenu par des hommes, des intérêts et des structures autres que ceux qui apparaissent au premier plan, elle est fournie le 18 décembre 1993. Ce jour-là, Rédha Malek, membre du HCE, chef du gouvernement, déclare, dans une interview à la télévision et à l'agence APS, que le HCE partira le 31 décembre, à la fin de son mandat. Le lendemain, pourtant, le Haut Conseil de sécurité, dont le chef du gouvernement est membre, se réunit et annonce que le mandat du HCE est prolongé d'un mois.

Que s'est-il passé entre le moment où le chef du gouvernement a annoncé le départ du HCE et le moment où le mandat de l'instance présidentielle a été prolongé ? « Il ne s'est rien passé », répondait un chef de parti politique. En fait, les tractations en cours pour trouver un successeur au HCE et à Ali Kafi, et les discussions sur

Retrouver ce titre sur Numilog.com

une formule acceptable pour tous n'avaient pas abouti. Les véritables décideurs, patrons de l'armée et des services de sécurité, ont donc décidé de se donner un mois supplémentaire pour tenter d'arriver à une formule de compromis. Le chemin qui menait à la conférence nationale, fixée pour les 25 et 26 janvier 1994, était encore long, et apparemment difficile.

Depuis qu'elle a été mise sur pied pour préparer la conférence nationale, la Commission du dialogue piétine. Son porte-parole, Abdelkader Bensalah, multiplie les déclarations rassurantes, mais le dialogue n'avance pas. Comme de tradition lorsque des échéances politiques importantes approchent, la violence augmente, avec des attentats particulièrement sanglants ou significatifs. Six douaniers sont assassinés le 9 novembre 1993 à Aïn-Témouchent. Le 27 novembre, un frère et un cousin du secrétaire général de l'UGTA, Abdelhak Benhamouda, sont victimes d'un attentat dans le quartier populaire de Aouinet El-Foul, à Constantine. Le cousin est tué sur le coup, et le frère succombe quelques jours plus tard. Le 23 décembre, moins d'une semaine après que la date de la conférence nationale est fixée, l'Algérie vit une autre journée particulièrement sanglante. Huit policiers sont assassinés à Sidi-Moussa, dans la Mitidja, et un neuvième blessé. A Oued-Fodda, près de Chlef, à cent quatre-vingts kilomètres à l'ouest d'Alger, huit civils sont froidement abattus au cours d'un déjeuner chez l'un d'entre eux.

Mohamed Bouslimani, président de la puissante association El-Irchad Oual Islah, lieutenant de Mahfoudh Nahnah, est enlevé, apparemment par des éléments du GIA, alors qu'il se trouve chez un parent dans le quartier de Ouled Yaïch, à Blida. Après plusieurs semaines d'attente dramatique, ponctuée par des appels téléphoniques selon lesquels il serait en vie, le corps de Bouslimani est retrouvé. Il a été égorgé et enterré hâtivement. La quarantaine, dynamique, très connu à l'étranger où il fréquentait les structures proches des frères musulmans, Bouslimani était un homme d'envergure, qui assurait une solide assise sociale pour compléter celle de Mahfoudh Nahnah. Selon la version qui a le plus souvent circulé, Bouslimani avait été sollicité par les groupes armés pour prononcer une fetwa justifiant les assassinats. Il aurait refusé, sachant qu'il se condamnait.

La campagne de terreur touche aussi les militaires du contingent, appelés à ne pas rejoindre l'armée, ou à déserter rapidement. Pendant les permissions, dans de faux barrages, et même dans la périphérie immédiate des casernes, de nombreux appelés sont tués,

Retrouver ce titre sur Numilog.com

ce qui en incite de plus en plus à retarder leur incorporation ou à ne pas répondre à l'appel. Le ministère de la Défense s'inquiète de cette évolution et publie, fin 1993, un placard publicitaire dans la presse demandant aux appelés de se conformer à la législation. Les personnes qui ne sont pas en situation régulière seront incorporées aussitôt appréhendées, avertit le ministère.

Parallèlement à cette flambée de violence, des informations alarmantes circulent sur la situation en Kabylie. Des reportages de presse parlent de milices qui se seraient organisées pour se défendre contre les groupes armés. Une véritable organisation paramilitaire serait née dans cette région, qu'on présente volontiers comme hostile à l'islamisme. En fait, il s'agit d'une nouvelle tentative de Saïd Saadi, le leader du RCD, pour y supplanter le FFS d'Aït-Ahmed. Le RCD tente de se présenter comme un parti offensif, voulant en découdre avec les islamistes, et disposé à prendre des risques pour cela. Cette image du parti de Saïd Saadi contraste avec celle qu'offre le FFS. Autant le RCD focalise son action sur son président, autant le FFS, en l'absence d'Aït-Ahmed, veut donner l'apparence d'un parti ayant des structures qui fonctionnent. Autant le premier veut se montrer dérangeant, autant le second veut donner l'image d'une force tranquille.

Cette bataille de leadership sur la Kabylie se double d'une menace claire : les choix politiques à venir doivent tenir compte des manipulations possibles dans cette région. Lorsque les informations sur la situation en Kabylie commencent à inquiéter quelque peu l'opinion, Aït-Ahmed se rend à Madrid où il donne une conférence de presse. Non, la Kabylie n'est pas en armes, dit-il. Non, les appels à l'organisation de milices d'autodéfense ne seront pas suivis. Aït-Ahmed rassure, mais en profite pour rappeler ses positions : il faut un vrai dialogue, une véritable négociation entre pouvoir et opposition pour sortir de la crise. En même temps, il montre qu'il reste le leader politique de son bastion kabyle.

L'enjeu est important au moment de la grande négociation qui se profile, et Saïd Saadi se sent piégé. Le contrôle de la Kabylie ne lui étant pas acquis, il cherche un moyen de le contourner, pour se donner aussi une autre image que celle, trop étroite, du RCD. Il lance donc le Mouvement pour la République (MPR), qui tient ses états généraux le 23 novembre 1993 à Alger. Près de 5000 personnes participent à la rencontre, dont beaucoup de chefs d'entreprises, de cadres, d'intellectuels, et de représentants de l'intelligentsia. Khalida Messaoudi, militante féministe anti-islamiste, et Nacer, fils

Retrouver ce titre sur Numilog.com

de Mohamed Boudiaf, y assistent notamment. Mais la rencontre est d'abord un show politique pour Saïd Saadi, qui affirme sa volonté de rééditer novembre 1954. Seul le sauvetage de l'Algérie compte. « Le reste est jugement de l'histoire. Comme les auteurs de la proclamation de novembre 1954, nous sommes prêts à nous y soumettre dès aujourd'hui », dit-il en référence à la proclamation du 1er novembre 1954, en reprenant pratiquement les mêmes termes.

Pour le reste, Saïd Saadi reprend ses positions traditionnelles. Les groupes intégristes, pour lui, sont « des organisations internationales criminelles, manipulant des sectes politiquement primaires ». Il est aussi critique envers le FLN. « La protection du sigle FLN est une exigence morale et un impératif politique. Elle doit s'accompagner de la préservation de la mosquée des intrusions politiciennes », dit-il. Il demande l'émergence d'un « pouvoir homogène, solidaire et militant », mais n'écarte pas le retour au vote, auquel il pose des conditions. Il faut, dit-il, réunir « des conditions où le vote sera un moyen de renforcement permanent de la perspective démocratique et non une occasion de mise à mort de l'expérience démocratique ».

Tous les autres partenaires, intérieurs et extérieurs, de la crise algérienne s'y mettent. En France, une spectaculaire opération est lancée dans les milieux islamistes. Les Etats-Unis invitent à un véritable dialogue entre le pouvoir et l'opposition, et nouent, parallèlement, de discrets contacts avec des dirigeants islamistes en exil, pour tenter de les amener à abandonner la violence. Ils obtiennent une petite satisfaction lorsque Anouar Haddam, établi aux Etats-Unis, lance un appel à la fin de la violence. Mais l'homme est loin, et n'a aucune influence sur les groupes armés.

Développant des positions proches de celles de Saïd Saadi, l'UGTA et l'UNEP souhaitent une option anti-intégriste plus prononcée. Mohamed Benmansour, président de l'UNEP, refuse qu'on revienne sur les choix faits lors de l'arrêt des élections, deux ans plus tôt. Il déclare, le 12 décembre, qu'il faut que le dialogue respecte le « processus de normalisation » entamé le 12 janvier 1992. Une semaine plus tard, Benhamouda s'en prend à la classe politique qui, selon lui, a mené le pays à la dérive « sous couvert d'un multipartisme de façade et d'une démocratie dévoyée ». La presse s'en prend, de son côté, aux partis et à la classe politique : c'est un moyen efficace pour dire que seule l'armée est apte à prendre le pouvoir.

Malgré cette offensive, les « réconciliateurs », partisans d'une participation du FIS à la conférence nationale, ne désarment pas. Ils

Retrouver ce titre sur Numilog.com

continuent d'exiger une vraie négociation, avec la participation des islamistes. Khaled Bensmaïn, secrétaire général du MDA, déclare le 28 novembre que son parti suspend sa participation au dialogue car « aucune mesure concrète n'a été prise pour la participation des représentants du FIS ». C'est le second parti à faire ce choix, après le FFS.

Les tractations se poursuivent dans le même temps au sein de l'opposition. Quatre partis, le FLN, Hamas, Ennahdha et le MDA, adoptent, le 5 janvier, trois semaines avant l'ouverture de la conférence nationale, un texte en quatorze points exprimant leurs revendications pour aller à la conférence nationale. Les quatre partis demandent, notamment, des mesures en faveur des dirigeants du FIS pour qu'ils participent à la conférence, la fermeture des camps du Sud et la libération des détenus d'opinion, l'arrêt de l'exécution de condamnés à mort, la suspension des juridictions spéciales pour préparer le démantèlement des mesures d'exception, le respect des droits de l'homme, avec des enquêtes sur la torture, la réhabilitation des fonctionnaires sanctionnés pour délit d'opinion, l'allégement des mesures prises dans le cadre de l'état d'urgence pour envisager un retour à la normale, la libération de l'activité politique, avec l'ouverture des médias publics aux partis, le respect de la liberté de la presse, la cessation des violations des mosquées, et la réhabilitation des associations dissoutes qui n'ont pas commis de délit précis.

Une très forte pression s'exerce sur les partis pour qu'ils acceptent d'aller à la conférence nationale, alors qu'il devient de plus en plus évident que les principales décisions sont déjà prises. Les défections se font pourtant nombreuses. Le FFS tourne, une nouvelle fois, le dos au pouvoir, sur lequel il rejette la responsabilité de l'échec de la conférence. Celle-ci a pour unique objectif de donner une légitimité à des décisions que le système a déjà arrêtées, affirme le FFS, qui boycotte la conférence nationale, malgré une rencontre entre Hocine Aït-Ahmed et le général Touati, membre de la Commission du dialogue. Le RCD décide à son tour de boycotter la conférence.

Le FLN réunit, le 14 janvier 1994, son comité central, qui décide « de ne pas participer à l'approbation d'un consensus fictif induisant l'exclusion de toute force politique influente ou visant l'aggravation de la confrontation entre Algériens ». Autrement dit, il rejette une conférence sans la participation du FIS. Il ne veut pas non plus participer à l'intronisation d'une « autorité de fait » qui va succéder au HCE, comme il ne veut pas « l'octroi à celle-ci d'une

Retrouver ce titre sur Numilog.com

légitimité fictive ». Plus important encore, le FLN interdit à ses militants et dirigeants d'aller à la conférence nationale. Il décide « de ne postuler, pour ses militants, à aucune responsabilité ne découlant pas de l'approbation populaire ».

C'est une véritable révolution que le FLN réalise, en même temps qu'il pose un sérieux problème au pouvoir. D'un côté, le FLN avait toujours participé à la cooptation des dirigeants du pays, mais il se refuse, cette fois-ci, à coopérer. D'un autre côté, le pouvoir comptait bien convaincre de nombreux ténors du FLN pour qu'ils aillent à la conférence. La perspective de rester dans la périphérie du pouvoir était alléchante. Mais pour bien verrouiller le jeu, Abdelhamid Mehri envoie des lettres aux principaux dirigeants du parti à la veille de la conférence nationale, pour leur rappeler cette position. Finalement, pour une fois, le FLN fait preuve d'une certaine discipline. A l'exception d'une quinzaine de membres du comité central, les autres s'abstiennent. Parmi ceux qui ont enfreint les consignes du parti, la plupart y vont au titre de représentants d'organisations, comme Mohamed Naïmi, président de l'Union des fellahs (UNPA — Union nationale des paysans algériens), Djamel Ould Abbès, président de l'Union médicale algérienne (UMA), ou les représentants de l'UGTA.

A l'ouverture de la conférence de réconciliation nationale, le 25 janvier au matin, le FLN, le FFS, le RCD et le MDA sont absents. Hamas, le PRA, le PSD, le MDRA, et le Rassemblement national constitutionnel, coalition d'une dizaine de petits partis, se retirent après une courte apparition.

Le coup de tonnerre auquel on s'attendait à l'occasion de cette conférence a failli se produire : la participation de représentants du FIS. Un journal gouvernemental du soir, *El-Massa*, a même annoncé la présence de dirigeants du parti islamiste, qui semblait plausible. Le terrain a été préparé pour cela, publiquement et de manière plus discrète.

Cinq jours avant l'ouverture de la conférence nationale, le 20 janvier, une grande réunion a regroupé à la salle Harcha à Alger, des oulémas (savants religieux) et des *douaate* (prêcheurs), dont certains ont été proches du FIS. Mahfoudh Nahnah, Abou Djerra Soltani, imam connu de l'Est algérien, des représentants de l'islam ibadite pratiqué dans le M'Zab, des chefs de zaouïas, ainsi que de nombreux imams, officiant dans les multiples mosquées du pays, assistent à la rencontre, en présence de plusieurs milliers de personnes. La réunion s'achève par un appel à la sagesse adressé en

Retrouver ce titre sur Numilog.com

direction du pouvoir et des groupes armés, qui sont rejetés dos à dos. « Il y a deux clans qui s'entretuent pour le pouvoir, un clan qui s'accroche au pouvoir et défend son droit d'y rester par la force, et un clan qui veut lui prendre le pouvoir par la force », affirme le texte publié à l'issue de la rencontre. Le texte s'adresse aux groupes armés, qu'il invite à « épuiser tous les arguments ». Il les accuse d'avoir « tué des innocents », et se demande si toutes les parties du conflit ne sont pas « tombées dans un piège ».

Cet ultime appel faisait suite aux différentes tentatives menées par le pouvoir et la Commission du dialogue pour amener les islamistes à aller à la conférence. Des membres de la Commission ont eu des contacts avec les dirigeants du FIS. Un des ces contacts, la rencontre entre des membres de la commission et Abdelkader Hachani, a été annoncé par le journal *El-Massa*, dont le directeur a été limogé à la suite de cette information.

La principale tentative a cependant été menée par Liamine Zeroual, ministre de la Défense et futur chef de l'Etat. Zeroual s'est rendu à la prison militaire de Blida, où sont détenus les dirigeants du FIS depuis leur arrestation en juillet 1991. La rencontre, gardée secrète, a duré plusieurs heures. Elle n'a pas débouché sur des résultats concrets, mais elle a permis à Zeroual de jauger ses partenaires, pour voir leur disponibilité à coopérer après la conférence nationale. Cette rencontre a valu de nombreux désagréments à Zeroual. Vis-à-vis des islamistes, elle leur a donné une reconnaissance et une réhabilitation contre laquelle ils n'ont rien donné en échange. Elle a aussi eu lieu avec des hommes qui n'avaient guère de contacts avec les groupes armés, et qui n'étaient peut-être pas en mesure d'avoir une influence sur la violence. Elle a également, et surtout, mis Zeroual dans une posture assez difficile envers les différents courants qui coexistent au sein du pouvoir, particulièrement ceux qui étaient les plus hostiles à toute idée de dialogue avec le FIS.

Dix jours avant la conférence nationale, Zeroual prononçait un discours télévisé, dans lequel il apparaissait comme le prétendant à la succession du HCE. Il invitait les partis à prendre leurs responsabilités et aller à la conférence nationale, et réaffirmait sa volonté de dialoguer sans pour autant aller à la compromission. Il n'y avait, en réalité, rien de nouveau dans son discours, qui semblait donc s'adresser d'abord aux militaires, pour justifier sa visite à la prison militaire de Blida.

La rencontre avec les dirigeants du FIS a eu également, comme conséquence inattendue, la relance d'une autre candidature pour la

Retrouver ce titre sur Numilog.com

magistrature suprême, celle de Abdelaziz Bouteflika. L'ancien ministre des Affaires étrangères de Boumediene, devenu membre du bureau politique du FLN, a été contacté par de hauts responsables pour devenir chef de l'Etat. Il a, à son tour, mené de longues consultations. Le jour même de l'ouverture de la conférence nationale, la presse ne le présentait pas seulement comme candidat, mais comme futur président. Ce n'est qu'au deuxième jour que le porte-parole de la conférence nationale, Abdelkader Bensalah, déclarait que Bouteflika avait retiré sa candidature. Il n'a cependant jamais dit que Bouteflika avait été candidat.

En fait, la candidature de Bouteflika n'était pas simplement un leurre pour donner un certain intérêt à la conférence nationale. C'était aussi un avertissement très clair adressé à Liamine Zeroual. Les courants les plus hostiles aux islamistes, mécontents de sa rencontre avec les dirigeants du FIS, ont largement contribué à susciter et entretenir l'idée de la candidature de Bouteflika. Celui-ci, qui avait raté de peu la succession de Boumediene en 1979, se voyait une nouvelle fois aux portes du pouvoir. Il était intéressé, malgré les consignes de boycott de la conférence nationale décidées par son parti. Il a d'ailleurs consulté des dirigeants du FLN. Mais l'armée, qui avait préparé Liamine Zeroual depuis de longs mois, n'a, en réalité, jamais sérieusement envisagé la candidature de quelqu'un d'autre. L'affaire Bouteflika a montré à Zeroual que son accession au pouvoir n'était jamais définitivement acquise, et qu'il aurait à compter avec les vrais décideurs tout au long du mandat qui lui était confié.

La conférence nationale, qui souffre déjà de l'absence des trois « fronts », perd progressivement les autres partis, qui s'en retirent. Les débats sont peu intéressants et, peu à peu, il apparaît clairement que les choses se passent ailleurs, que les décisions sont prises par d'autres structures et d'autres gens. Il n'y a même pas l'apparat et le caractère solennel que donnait traditionnellement le FLN aux grands événements politiques sous le système du parti unique. Les interventions ne servent qu'à meubler le temps, pour respecter une formalité par laquelle il faudra bien passer. La présence des principaux patrons de l'armée, du ministre de la Défense Liamine Zeroual aux chefs de régions militaires, en passant par le chef d'état-major Mohamed Lamari et le commandant de la gendarmerie Abbas Ghezaïel, suscite un peu de curiosité, sans plus.

C'est le pouvoir lui-même qui donne le coup de grâce à la conférence nationale, en lui enlevant la désignation, même formelle, du prochain chef de l'Etat. L'article 6 de la plate-forme portant consen-

Retrouver ce titre sur Numilog.com

sus national, adopté lors de la conférence, énonce en effet que « le président de l'Etat est nommé par le Haut Conseil de sécurité ». Cette structure, théoriquement consultative, s'était accordée beaucoup de pouvoirs depuis janvier 1992. Dominée par les militaires, elle reflète en fait leur point de vue. Et il était difficile de voir l'armée et les forces de sécurité, qui avaient pris autant de risques depuis deux ans, laisser à une conférence nationale peu crédible le soin de nommer le chef de l'Etat. Le HCS lui donne au moins une certaine dimension : il le présente comme le candidat de l'armée, ce qui lui donne plus de poids.

La plupart des participants à la conférence, pris à contre-pied, avaient commencé à faire l'éloge de Bouteflika dans un premier temps. Pris de court lorsqu'il est apparu que Liamine Zeroual serait président, ils se sont rapidement ressaisis. L'UGTA a même tenté de créer un comité pour parrainer la candidature de Zeroual, dans une nouvelle tentative de rééditer l'expérience du Conseil national de sauvegarde de l'Algérie, qui avait préparé le terrain à l'arrêt des élections en janvier 1992.

La plate-forme adoptée par la conférence nationale établit une période transitoire de trois ans, pour revenir aux élections. Mais elle introduit, parallèlement, d'importants changements à la Constitution, en permettant de désigner, pour la seconde fois en deux ans, un chef de l'Etat qui n'est pas élu, même formellement. Le système a alors gagné : une fois encore, les élections sont rejetées pour plus tard, ce qui offre un délai de trois années pour mener une négociation politique et parvenir à un compromis qui préserve le système.

Lorsque le Haut Conseil de sécurité se réunit, dans la foulée, pour désigner Liamine Zeroual à la tête de l'Etat, il n'y a plus de surprise. L'armée, faisant face au terrorisme, confrontée à des pressions contradictoires, choisit sa solution : elle pousse un des siens au sommet, comme elle l'avait fait en 1965 et en 1979. Ben Bella et Boudiaf, les deux civils qui avaient accédé à la magistrature suprême, lui avaient posé bien des problèmes. Ali Kafi, un colonel de la guerre de libération transformé en diplomate, en avait posé moins. Liamine Zeroual, autre candidat de compromis, n'ayant aucune assise populaire et ne bénéficiant que de la seule légitimité que lui donnerait l'armée, est proposé aux avant-postes pour une transition. Sa marge de manœuvre est particulièrement étroite. Entre l'armée, les groupes d'intérêts, les partis républicains, les islamistes, armés ou non, et les courants réconciliateurs, il n'a guère le loisir de se choisir sa propre voie. A tout cela s'ajoutent les pressions

Retrouver ce titre sur Numilog.com

extérieures, qui se font de plus en plus fortes, d'autant que le pays est au bord de la faillite : le rééchelonnement de la dette extérieure est en vue. Plutôt que de gérer, Zeroual est lui-même géré par la conjoncture et des données objectives sur lesquelles il ne peut influer. Du moins tant que le rapport de forces et les données n'ont pas encore évolué.

Retrouver ce titre sur Numilog.com

Retrouver ce titre sur Numilog.com

Conclusion : l'inévitable négociation

La « régression féconde », expression par laquelle le sociologue Houari Laddi a commenté l'émergence de l'islamisme politique en Algérie, s'est finalement vérifiée, peut-être d'une autre manière. Le passage d'un système à un autre s'est révélé plus dur que ce qui était attendu, et en 1994, à défaut d'avoir réussi la transition en douceur, l'Algérie la vit dans le drame. Avec l'émergence de la violence comme facteur omniprésent de la vie politique, l'Algérie a perdu une des grandes caractéristiques qui ont marqué le pays pendant deux décennies : la stabilité et la paix sociales. Auparavant, la violence était certes présente dans la société, mais de manière diffuse. C'était une violence contenue, avec une grande accumulation de problèmes et de tensions, sans qu'apparaissent un parti, une structure ou des personnalités en mesure de les exprimer, d'y apporter des remèdes ou de les exploiter.

Le dérapage de l'expérience démocratique a dévoilé, de manière brutale, toutes ces tares, avec un système politique inopérant, une opposition doublée par les islamistes et un système économique obsolète. Les tentatives de réforme, avec une ouverture politique totale de 1989 à 1991, et la mise en place de nouveaux mécanismes économiques, ont libéré de formidables énergies que les islamistes ont récupérées rapidement. Mises au service d'un parti qui organisait une prise du pouvoir rampante, ces énergies se sont trouvées exploitées par une violence aveugle, débordant les calculs politiques et les manipulations.

Le système algérien assume une responsabilité de fond dans ce dérapage. Affaibli après les événements d'octobre 1988, il s'était mis momentanément en retrait, attendant son heure. Mais pendant que l'Algérie bouillonnait, que le FIS prenait la rue, le système pré-

Retrouver ce titre sur Numilog.com

parait son retour. Il a attendu que le FIS fasse sa première grande erreur — contester les élections — pour le pousser au dérapage. Avec Abbassi Madani impatient d'arriver au pouvoir et Ali Belhadj impatient d'appliquer la chariaa, le FIS a pensé qu'il était préférable de parvenir à ses fins sans passer par les urnes. Il a fait sa grève de juin 1991, provoquant le premier dérapage dans le processus démocratique entamé après les émeutes d'octobre 1988.

Abdennour Ali-Yahia est l'un de ceux qui ont le plus souvent mis en cause publiquement les autorités dans l'engrenage de la violence. En juin 1992, en marge du procès des dirigeants du FIS, il se demandait si Abbassi Madani et Ali Belhadj avaient agi seuls en lançant la grève générale de juin 1991, ou s'ils avaient « bénéficié de complicités tacites de certains milieux du pouvoir ». D'après des informations de presse, Madani et Belhadj affirmaient peu auparavant avoir passé un accord, début juin 1991, avec Sid-Ahmed Ghozali et Larbi Belkheïr, en présence du général Mediene, le chef des services de sécurité.

Selon cette analyse, un groupe au sein du système a réussi à empêcher les législatives de juin 1991, en manipulant le FIS qu'il a poussé à lancer sa grève générale. Ensuite, ce même clan a laissé organiser les élections « propres et honnêtes » de décembre 1991, alors que les informations et analyses les plus sérieuses prévoyaient la victoire du FIS. Des décisions prises au plus haut niveau ont même facilité la victoire des islamistes. Le système a, au mieux, laissé venir une victoire prévisible du FIS, au pire participé activement à sa préparation. Le résultat ne s'est pas fait attendre : l'armée a été sollicitée pour empêcher les islamistes d'accéder au pouvoir. Beaucoup de personnes et d'organisations étaient sincères en demandant à l'armée d'intervenir, ce qu'elle a fait. Rares pourtant étaient ceux qui prévoyaient la flambée de violence qui a suivi. Ils se trouvent essentiellement au sein du FLN, du FFS, ainsi que dans le système et dans le FIS. Mais le système était arrivé à ses fins : discréditer l'idée de vote, au plan interne et externe, tant il était difficile de faire admettre, en Algérie comme à l'étranger, que la démocratie soit tuée par des moyens démocratiques.

Mais le système qui pensait la mouvance islamiste contrôlable, en alternant la manipulation et la répression pour la gérer, a sous-estimé la dynamique politique et sociale qui a bouleversé l'Algérie en deux années. Car dans l'intervalle, l'Algérie a énormément évolué. Trois chefs d'Etat, Chadli Bendjedid, Mohamed Boudiaf et Ali Kafi, quatre chefs de gouvernement, Mouloud Hamrouche, Sid-

Retrouver ce titre sur Numilog.com

Ahmed Ghozali, Belaïd Abdessalam et Rédha Malek, ont été sacrifiés. Un chef d'Etat en exercice, Boudiaf, et un ancien chef de gouvernement, Kasdi Merbah, ont été assassinés. Six personnes se sont succédé en trois ans au poste stratégique de ministre de l'Intérieur. La moitié des généraux-majors en poste en janvier 1992, dont Larbi Belkheïr, Khaled Nezzar, Mohamed Guenaïzia, ont quitté la scène politique. Pourtant, le pouvoir, dans ses grandes lignes, s'est maintenu, avec ses règles de cooptation. La crise économique s'est trouvée aggravée par le retour de méthodes de gestion anachroniques. Dans ce domaine, peu de chose ont évolué depuis la démission de Mouloud Hamrouche en juin 1991. Dans beaucoup de secteurs, le pays a même enregistré un recul, avec le retour des monopoles et des passe-droits qui l'accompagnent inévitablement.

Les changements perceptibles sont, en revanche, nombreux chez les islamistes et dans la société. Le FIS, avec sa direction qui existait en juin 1991, a été complètement transformé. Officiellement dissous, il a, en réalité, changé de dirigeants. Abbassi et Belhadj, ainsi que leurs cinq compagnons, passent trois années en détention. Benazzouz Zebda et Hachemi Sahnouni, qui faisaient figure de troisième et quatrième personnalités du FIS, sont hors course. Bachir Fekih et Eulmi sont morts. Saïd Guechi, Mohamed Kerrar et Ahmed Merani sont discrédités, à la suite d'une coopération suspecte avec le pouvoir. Abderrezak Redjam et Mohamed Saïd sont dans la clandestinité.

Mais plus que cela, tous ces hommes sont éclipsés par d'autres noms qui défraient la chronique. Saïd Makhloufi, Abdelkader Chebouti, Azzeddine Baa, Kada Benchiha, Abdelhak Layada et d'autres sont devenus les nouvelles stars de l'islamisme politique. D'autres ont traversé rapidement, et de manière sanglante, l'histoire de l'Algérie contemporaine, comme Méliani Mansouri, Moh Léveilly, Sayah Attia, Djaafar El-Afghani.

Les groupes armés eux-mêmes ont considérablement changé. Les premiers desperados, qui avaient une durée de vie limitée, sans expérience militaire ni moyens, ont été progressivement anéantis. Mais les survivants sont devenus des hommes aguerris, rompus à la guérilla. Certains ont déjà accumulé deux années de clandestinité, alors que les risques les plus grands pour un groupe clandestin se situent principalement durant la première année, particulièrement les six premiers mois. Au-delà, ses chances de survie sont infiniment plus grandes. La crise et l'engrenage violence-répression leur offrent, en plus, un champ de recrutement inépuisable.

Retrouver ce titre sur Numilog.com

Les chefs islamistes manipulés ou manipulables des premiers temps ont donc laissé le terrain à une autre génération, que le sang sépare du pouvoir et de la société. Mais en parallèle, les services de sécurité et l'armée ont vécu le même engrenage. Il y a plusieurs dizaines de milliers de morts entre les deux camps. En 1994, chaque policier, chaque gendarme a eu un ami, un collègue, un proche, assassiné, parfois devant lui. Chaque ancien militant du FIS a eu un compagnon, un parent ou un ami tué, arrêté, ou détenu dans le Sud. L'accélération des événements a propulsé à des postes de plus en plus nombreux de nouveaux hommes dans les services de sécurité comme au sein des groupes armés. Souvent d'ailleurs, en lisant la biographie d'un islamiste et celle d'un policier ou d'un gendarme tués dans un accrochage, on est frappé par la similitude de leur itinéraire, notait un homme politique.

C'est dans ces conditions que le pouvoir a tenté de négocier, à partir de fin 1993, pour aller à une solution. Mais la situation était telle que la négociation était impossible. Première condition pour aller à une solution : il fallait que le pouvoir lui-même mette de l'ordre dans ses rangs, pour se présenter avec une vision cohérente défendue par l'ensemble des cercles qui le constituent. Au lieu de cela, le pouvoir lui-même était partagé entre anti-intégristes virulents et partisans d'une solution de compromis avec le FIS.

Deuxième condition pour aller à une solution, il fallait trouver des interlocuteurs crédibles chez les autres partenaires. Car tout comme au sein du pouvoir, chez les islamistes aussi, les centres de décision s'étaient éparpillés, les responsabilités diluées, et l'autorité s'était effritée. Abdelkader Hachani, écarté par sa mise en prison début 1992, paraissait tout de même le dirigeant islamiste à la fois le plus crédible et le plus raisonnable. Bien qu'il ait perdu le contact avec la réalité du terrain durant ses deux années de détention, il apparaissait toujours comme incontournable. Ce sont pourtant les dirigeants historiques du FIS, en prison à ce moment, que le pouvoir décidait de relancer. Zeroual leur rend visite et négocie avec eux leur participation à la conférence nationale en janvier 1994. Mais à ce moment-là, la situation n'est pas encore mûre.

Pouvoir, islamistes et groupes armés se sont retrouvés alors dans une situation similaire : chacun gère ses propres divisions, sans parvenir à les dépasser. Chacun constate aussi que la situation a évolué de manière telle qu'aucun de ces groupes ne peut gouverner seul. L'armée a montré que rien ne peut se faire sans elle ou contre elle. Les islamistes ont montré qu'ils sont devenus une force en mesure

Retrouver ce titre sur Numilog.com

d'imposer une instabilité chronique. L'opposition non islamiste a montré qu'elle peut se déclarer anti-FIS sans pour autant se rallier au pouvoir. Le cas le plus frappant en est le FLN, qui n'a pas encore fait sa mutation complète, mais qui a résisté à une pression permanente du système depuis début 1992. Quant à la société algérienne, elle est très hétérogène, faisant cohabiter des styles de vie allant du plus moderne au plus anachronique. Ces contrastes se retrouvent partout, au sein de la même famille, du même groupe, au travail comme dans le quartier, à l'école comme dans la rue. C'est donc une société impossible à gérer pour des mouvements désireux d'imposer une seule norme, comme le veut le FIS.

L'Algérie s'est ainsi retrouvée dans une situation de statu quo où, à défaut d'apporter une solution à la crise, chaque groupe est en mesure d'empêcher une solution sans lui, ou contre lui. Est-ce une forme de régression féconde dans laquelle chacun a décidé de défendre son droit de participer au pouvoir, même s'il l'exprime de manière brutale ? Deux des interlocuteurs de la crise algérienne, le système et les groupes armés, sont allés jusqu'au bout, pour utiliser la force. Les groupes armés ont poussé la logique à l'extrême, en recourant à des méthodes sanglantes. Des partis de l'autre bord, comme le RCD, et des personnalités, comme le ministre de l'Intérieur Selim Saadi, ont été tentés par cette méthode, en affirmant leur accord pour l'organisation de milices. Mais les autres partis, en général, ont refusé cette dérive, faisant porter à l'Etat, seul, la responsabilité de faire respecter la loi.

Cette situation d'équilibre empêchait logiquement la conférence nationale de janvier 1994 de déboucher sur une véritable solution. Pour qu'il y ait solution, il fallait que chacun arrête ses positions, les expose aux autres, et soit en mesure de négocier. Or, pouvoir, islamistes, groupes armés et opposition non armée n'ont pu organiser leur propre mouvance. La seule solution ne pouvait donc venir que d'une victoire militaire d'une partie sur les autres. Une victoire qui apparaît exclue, à moins d'importants changements dans les rapports de forces.

Le statu quo profite cependant aux groupes armés, qui gagnent du terrain, par la conviction mais surtout par la terreur. Durant le printemps 1994, ils ont porté la violence à un niveau jamais atteint. Des sources du ministère de l'Intérieur ont fait état de trente-cinq à quarante morts par jour pendant la période la plus trouble, celle du mois du Ramadhan. Une campagne sanglante d'assassinats d'étrangers a été lancée. L'armée a subi une série d'attaques meurtrières et

Retrouver ce titre sur Numilog.com

a riposté en utilisant des moyens extrêmes, comme le bombardement de groupes armés par l'aviation, dans l'Ouarsenis et les monts de Jijel. En deux ans et demi, la violence a fait 30 000 morts, dont un millier de militaires.

Mais contrairement aux groupes armés, l'Etat ne peut utiliser la terreur, bien qu'il y ait eu des tentatives en ce sens. En mars-avril, le gouvernement Rédha Malek a notamment lancé le slogan : « La peur doit changer de camp. » Face à une campagne de terreur organisée par les groupes armés, une partie du pouvoir a estimé qu'il fallait s'attaquer aux proches des terroristes. Cela a donné lieu à des dérapages graves, avec de très nombreux cas d'exécutions sommaires prouvés, d'après les organisations des droits de l'homme. Selon des analystes comme le Français Paul-Marie de La Gorce, cette flambée de violence du printemps 1994 a été provoquée par les ultras des deux côtés pour empêcher Liamine Zeroual de négocier. Du côté du pouvoir, il y a eu notamment la suppression des barrages routiers qui a laissé le champ libre aux groupes armés déchaînés. Chez les islamistes, les ultras voulaient mettre le maximum de sang entre leur mouvance et le pouvoir, pour empêcher les négociations qui s'annonçaient depuis la libération de deux dirigeants du FIS, Ali Djeddi et Boukhamkham.

Par ailleurs, avec le statu quo, les menaces les plus importantes planent sur le système, et non sur les groupes armés. La situation économique, avec les implications du rééchelonnement de la dette extérieure, renforce les risques d'explosion sociale. Les pressions extérieures augmentent, sans que le système développe de nouveaux mécanismes de défense. Ces éléments nouveaux, pressions extérieures, affaiblissement du système, aggravation de la crise économique, montée de la violence, devaient théoriquement faire évoluer le rapport de forces en faveur des islamistes.

Mais de nouveaux bouleversements interviennent, pour renverser le cours des événements. Face aux menaces qui se profilent, différents cercles du pouvoir resserrent les rangs, pour se présenter en ordre derrière Liamine Zeroual, lorsque celui-ci déclare, début septembre, qu'il va négocier avec le FIS, avec la bénédiction de l'armée. De leur côté, les dirigeants du FIS prennent conscience qu'il n'ont plus d'emprise sur les groupes armés. Eux-mêmes sont désormais menacés, avec la montée en flèche des Groupes islamiques armés (GIA), auteurs des attentats les plus sanglants et des assassinats d'étrangers. Les islamistes qui aspirent à accéder au pouvoir ne peuvent ignorer les condamnations fermes de la violence par

Retrouver ce titre sur Numilog.com

de grandes puissances, comme les Etats-Unis et la France. Ils tentent donc de se démarquer du GIA, pour affirmer progressivement que seule l'Armée islamique du salut (AIS), apparue durant l'année 1993, constitue la branche armée du FIS. Mais il est difficile alors de donner du crédit à tous les communiqués émanant des islamistes, publiés par la presse malgré l'interdiction théorique qui plane sur eux. Le GIA proclame le khalifat, dirigé par un obscur militant de moins de 30 ans, Cherif Gousmi, aussitôt abattu et remplacé par Mohamed Saïd, jusque-là considéré comme un modéré. Est-ce une tentative du FIS de prendre le contrôle du GIA, en y parachutant un des siens, selon des informations de presse ? Ou bien est-ce que les islamistes subissent eux aussi les effets du régionalisme ? Le GIA est en effet dirigé par des hommes venant de Kabylie, qui fournit ainsi les dirigeants les plus radicaux aux islamistes et aux anti-islamistes, comme le RCD et Ettahaddi. Selon des témoignages crédibles, de grandes batailles ont opposé les groupes armés, à la suite de divergences doctrinales et politiques, mais aussi pour des conflits de leadership basés sur la volonté d'imposer des clans régionalistes.

C'est dans ce climat trouble que des tractations discrètes menées par l'ancien général Mohamed Betchine, ancien patron de la sécurité militaire, devenu ministre d'Etat à la présidence, aboutissent à un premier résultat durant l'été 1994. Abbassi Madani adresse le 23 août à Liamine Zeroual une lettre dans laquelle il affirme être prêt à respecter les grands principes énoncés par le chef de l'Etat pour relancer le dialogue : pluralisme, alternance et respect des droits de l'homme. Le FIS ne parle plus d'un retour à sa victoire de décembre 1991 et abandonne sa revendication visant à faire juger les hommes qui avaient fait destituer Chadli. C'est suffisant pour convaincre Liamine Zeroual de mettre Abbassi et Belhadj en résidence surveillée — en fait sous protection dans une villa du centre d'Alger — et de libérer leur cinq codétenus.

Aussitôt, la machine du dialogue s'emballe, avec une série de rencontres entre le pouvoir et les partis qui acceptent le dialogue, au nombre de cinq : FLN, MDA, PRA, Hamas et Ennahdha. Mais le RCD, le FFS et Ettahaddi déclinent l'invitation. Le RCD et Ettahaddi soupçonnent le pouvoir de vouloir abdiquer face au FIS. Avec le concours du Mouvement culturel berbère (MCB), le FFS et le RCD lancent, à la rentrée, une grande campagne pour demander l'enseignement de l'amazigh à l'école. La Kabylie est paralysée par une grève générale le jour de la rentrée scolaire, puis le 5 octobre 1994, anniversaire des événements d'octobre 1988.

Retrouver ce titre sur Numilog.com

Cette campagne a cependant une autre signification : elle montre au pouvoir que les courants dominants en Kabylie peuvent s'unir si des concessions trop importantes sont faites aux islamistes. Cela suffit pour réveiller de nouveaux spectres, notamment celui du régionalisme et de la partition de l'Algérie. L'enlèvement du chanteur Matoub Lounès, qui se déclare publiquement anti-arabe et anti-islamiste, augmente la tension. Les milices qui apparaissent en Kabylie n'hésitent plus à se montrer aux caméras de télévision étrangères. Les courants berbéristes radicaux menacent les islamistes de « guerre totale », avant d'être fermement ramenés à l'ordre par les autorités. Le MCB coordination nationale, proche du RCD, lance un ultimatum aux auteurs de l'enlèvement de Matoub Lounès, mais il est contraint de l'annuler publiquement lorsque les autorités rappellent que seul l'Etat a les prérogatives de maintenir l'ordre.

Quant au FFS, il est déjà sur une nouvelle piste. Il estime en effet que le dialogue n'a plus de sens et que c'est un moyen pour le pouvoir de gagner du temps. Il émet donc l'idée d'une conférence internationale sur l'Algérie. Aït-Ahmed lance, en été, une campagne en faveur de cette initiative. L'idée est mal accueillie, mais elle traduit une réalité que tous les partenaires reconnaissent en privé : la crise algérienne a pris une dimension telle que les interlocuteurs étrangers sont devenus partie prenante dans toute solution. La crise algérienne a pris une nouvelle dimension.

Retrouver ce titre sur Numilog.com

LES PRINCIPAUX ACTEURS DE LA SCÈNE POLITIQUE

ABDESSALAM Belaïd, ministre de l'Industrie et de l'Energie de Boumediene, partisan de « l'industrie industrialisante », nommé premier ministre en août 1992, limogé un an plus tard.

AIT-AHMED Hocine, un des six chefs historiques de la révolution algérienne, leader du Front des forces socialistes (FFS), à forte implantation en Kabylie et dans l'Algérois.

ALI-YAHIA Abdennour, président de la Ligue algérienne pour la défense des droits de l'homme (LADDH), avocat des dirigeants du FIS, proche du FFS.

BELHADJ Ali, numéro deux du FIS, autodidacte, cet enseignant a fait trois ans de prison au début des années quatre-vingt. Représente l'aile radicale du FIS.

BELKHEIR Larbi, proche de Chadli, homme-clé dans les années quatre-vingt, comme chef de cabinet de Chadli puis secrétaire général de la présidence. Ministre de l'Intérieur lors des élections avortées de décembre 1991.

BENDJEDID Chadli, président de la République de 1979 à janvier 1992.

BENFLIS Ali, avocat, membre fondateur de la Ligue des droits de l'homme sous le régime du parti unique, il est nommé ministre de la Justice dans le gouvernement Merbah après octobre 1988. Maintenu dans le gouvernement Hamrouche, il démantèle la législation d'exception. Membre du bureau politique du FLN, il démissionne du gouvernement Ghozali.

BOUKROUH Noureddine, chef du Parti du renouveau algérien (PRA), islamiste moderniste.

BOUMEDIENE Houari, de son vrai nom Mohamed Boukharouba, chef de wilaya puis chef d'état-major de l'armée durant la guerre de libération, il porte Ben Bella au pouvoir à l'indépendance, avant de le déposer le 19 juin 1965. Tiers-mondiste, il donne une orientation de gauche à son pouvoir à partir de 1971. Meurt en décembre 1978.

BOUDIAF Mohamed, un des six chefs historiques de la révolution algérienne. Opposant, il s'exile au Maroc en 1963. Rappelé en janvier 1992 pour présider le Haut Comité d'Etat, il est assassiné le 29 juin à Annaba.

BOUYALI Mustapha, premier chef d'un maquis islamiste en Algérie en 1982. Abattu en janvier 1987.

CHEBOUTI Abdelkader, compagnon de Bouyali, condamné à mort en juin 1987, gracié en 1989, autoproclamé général, il met sur pied les maquis islamistes à partir de juin 1991.

DJABALLAH Abdallah, chef du parti islamiste Ennahdha (la renaissance), implanté dans l'Est, il a longtemps côtoyé de nombreux dirigeants du FIS. Proche des frères musulmans.

GHOZALI Sid-Ahmed, premier ministre lors des élections de décembre 1991.

HACHANI Abdelkader, coopté à la tête du FIS après l'arrestation de ses dirigeants durant l'été 1992, arrêté début 1992 et maintenu en détention près de trois ans sans jugement.

HAMROUCHE Mouloud, premier ministre de septembre 1989 à juin 1991, chef de file des réformateurs du FLN.

HAROUN Ali, membre de la Fédération de France du FLN pendant la guerre de libération, cet avocat d'affaires devient ministre des Droits de l'homme dans le gouver-

Retrouver ce titre sur Numilog.com

nement Ghozali en juin 1991. Après la destitution de Chadli, il fait partie du HCE.

HIDOUCI Ghazi, ministre de l'Economie dans le gouvernement de Mouloud Hamrouche, il a lancé les réformes économiques avec Mohamed Ghrib, ministre des Affaires sociales, Smaïl Goumeziane, ministre du Commerce, et Hadj Nacer, gouverneur de la Banque centrale.

KAFI Ali, chef de wilaya durant la guerre d'Algérie, patron de l'Organisation des moudjahidine, il fait partie du HCE constitué après la destitution de Chadli, avant de devenir chef de l'Etat après l'assassinat de Boudiaf.

MADANI Abbassi, président et porte-parole du FIS, il a lancé son parti dans la grève générale de mai-juin 1991. Arrêté fin juillet, il a été remis en liberté en septembre 1994.

MAKHLOUFI Saïd, ancien officier, il a quitté l'armée algérienne pour une brève carrière de journaliste. Il rejoint le FIS, et passe dans la clandestinité en juin 1991 pour organiser les groupes armés.

MEHRI Abdelhamid, vieux routier du nationalisme algérien, il est directeur d'école normale à l'indépendance, avant d'effectuer une longue carrière diplomatique. Appelé à la tête du FLN après octobre 1988, il réussit à en garder l'unité, tout en y imposant les idées du courant réformateur.

MERBAH Kasdi, patron de la sécurité militaire de 1960 à 1979, plusieurs fois ministre, premier ministre de novembre 1988 à septembre 1989, il a appelé à des négociations entre le pouvoir et les groupes armés durant l'été 1993. Assassiné peu après.

MOHAMMEDI Mohamed Salah, ministre de l'Intérieur du gouvernement Hamrouche. Ancien magistrat, procureur général à Alger, secrétaire général du gouvernement, il a lancé la réforme de l'administration dans le gouvernement Hamrouche.

MALEK Rédha, directeur d'*El-Moudjahid* durant la guerre, il effectue une carrière diplomatique avant de devenir ministre des Affaires étrangères puis chef du gouvernement de septembre 1993 à avril 1994. Anti-islamiste.

MERIANI Ahmed, membre du Madjliss Echoura du FIS dont il dirige la puissante commission des affaires sociales, il s'oppose à Abbassi Madani en juin 1991 et finit par rallier le gouvernement Ghozali dont il devient conseiller.

NAHNAH Mahfoudh, chef du parti Hamas, proche des frères musulmans, il professe un islamisme modéré.

NEZZAR Khaled, déserteur de l'armée française en 1958, gravit tous les échelons pour devenir ministre de la Défense en 1990. Homme fort du HCE, il est l'un des artisans de la chute de Chadli.

SAADI Saïd, militant du FFS dans les années soixante-dix, participe à la création d'une Ligue de droits de l'homme en 1985, il est condamné à trois ans de prison. Crée le RCD, parti laïc et anti-islamiste, en février 1993.

SAHNOUN Cheikh Ahmed, patriarche de l'islamisme algérien, retiré de la vie politique à cause de son âge (plus de 80 ans), il a une grande autorité morale sur les islamistes.

SAHNOUNI Hachemi, ce prédicateur non voyant est un proche de Ali Belhadj. Considéré comme le guide spirituel du groupe islamiste Takfir Oua Hidjra, il prend ses distances avec le FIS et dénonce publiquement Abbassi Madani durant la grève de juin 1991.

ZEROUAL Liamine, officier de l'Armée de libération nationale, il gravit les échelons pour devenir le plus jeune général de l'armée algérienne, qu'il quitte après octobre 1988. Rappelé pour être nommé ministre de la Défense en juillet 1993, il est le candidat de l'armée qui le propulse à la tête de l'Etat en janvier 1994.

Retrouver ce titre sur Numilog.com

SIGLES UTILISÉS

ACP	Association à caractère politique
AIEA	Agence internationale de l'énergie atomique
AIS	Armée islamique du salut
AIV	Autorisation d'importation de véhicules
AJA	Association des journalistes algériens
ALN	Armée de libération nationale
ANP	Armée nationale populaire
APN	Assemblée nationale populaire
APS	Algérie Presse Service
APUA	Association populaire pour l'unité et l'action
CAP	Confédération algérienne du patronat
CCN	Conseil consultatif national
CDN	Commission du dialogue national
CENEAP	Centre national d'économie appliquée
CGOEA	Confédération générale des entrepreneurs algériens
CICR	Comité international de la Croix-Rouge
CNPA	Confédération nationale du patronat algérien
CNSA	Conseil national de sauvegarde de l'Algérie
CNST	Conférence nationale de surveillance de la transition
DEC	Délégation exécutive communale
DGPS	Direction générale de la prévention et de la sécurité
EAC	Exploitation agricole collective
ENA	Etoile nord-africaine
EPE	Entreprise publique économique
FAF	Fraternité algérienne en France
FAM	Front de l'Algérie moderne
FDU	Front du djihad pour l'unité
FFD	Front des forces démocratiques
FFS	Front des forces socialistes
FIS	Front islamique du salut
FLN	Front de libération nationale
FMI	Fonds monétaire international
FSN	Front du salut national
GIA	Groupes islamistes armés
GIS	Groupement d'intervention spéciale
GPRA	Gouvernement provisoire de la République algérienne
HCE	Haut Comité d'Etat
INESG	Institut national d'études stratégiques globales
LADDH	Ligue algérienne pour la défense des droits de d'homme
LADH	Ligue algérienne des droits de l'homme
MAJD	Mouvement algérien pour la justice et le développement
MALG	Ministère de l'Armement et des Liaisons générales
MAND	Mouvement pour l'avenir national et la démocratie

Retrouver ce titre sur Numilog.com

MCB	Mouvement culturel berbère
MDA	Mouvement pour la démocratie en Algérie
MDRA	Mouvement démocratique pour le renouveau algérien
MIA	Mouvement islamique armé
MIA	Mouvement islamique en Algérie
MJA	Mouvement des journalistes algériens
MJD	Mouvement de la jeunesse démocratique
MPR	Mouvement pour la République
MTLD	Mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques
OJAL	Organisation de la jeunesse algérienne libre
ONDH	Observatoire national des droits de l'homme
ONM	Organisation nationale des moudjahidine
ONS	Office national des statistiques
OPEP	Organisation des pays exportateurs de pétrole
OSSRA	Organisation secrète pour la sauvegarde de la République algérienne
PAGS	Parti de l'avant-garde socialiste
PNSD	Parti national pour la solidarité et le développement
PPA	Parti du peuple algérien
PPD	Parti progressiste démocrate
PRA	Parti du renouveau algérien
PRS	Parti de la révolution socialiste
PSD	Parti social-démocrate
PT	Parti des travailleurs
RCD	Rassemblement pour la culture et la démocratie
RPN	Rassemblement patriotique national
SGT	Statut général du travailleur
SIT	Syndicat islamique du travail
SNAPAP	Syndicat des fonctionnaires
SNVI	Société nationale des véhicules industriels
SPA	Société par actions
UDL	Union pour la démocratie et la liberté
UGTA	Union générale des travailleurs algériens
UMA	Union du Maghreb arabe
UMA	Union médicale algérienne
UNEA	Union nationale des étudiants algériens
UNEP	Union nationale des entrepreneurs publics
UNJA	Union nationale de la jeunesse algérienne
UNPA	Union nationale des paysans algériens
UPA	Union du peuple algérien

Retrouver ce titre sur Numilog.com

Table des matières

I. L'euphorie démocratique

Les réformes politiques 6
Les réformes économiques 21
L'islamisme radical en Algérie 27
Abbassi Madani prend le FIS 35
Les dérives de la nébuleuse islamiste 41
L'armée et l'intégrisme 51
La guerre du Golfe 59
Les USA et l'affaire du réacteur 68
La corruption 74
Le système algérien et la France 86

II. Juin 1991

Sociologie d'une crise 102
La crise interne du FIS 108
L'idée de grève 119
Deux fronts en campagne 124
Les lois électorales 131
Le FIS prépare sa grève 135
Succès économiques et déboires politiques 139
La grève du FIS 147

III. La fin des réformes

Le dérapage 160
Ghozali au pouvoir 174
La fin de Abbassi Madani 184
Le FIS, un parti comme les autres ? 189
Première confrontation FIS-armée 200
Les guerres de Ghozali 204

Retrouver ce titre sur Numilog.com

Hachani prend le FIS 214
Préparation de la faillite 222

IV. L'épisode Boudiaf

Les élections de décembre 1991 234
La préparation du coup d'Etat 241
La fin de Chadli 251
Boudiaf 259
Pression sur le FIS 267
Les vendredis noirs 273
Tâtonnements au sommet 282
Le premier terrorisme 290
La fin du FIS légal 303
La presse rate le virage 311

V. Le dérapage totalitaire

Procès du FIS et des réformateurs 322
L'échec de Boudiaf 336
L'échec économique de Ghozali 343
L'assassinat de Boudiaf 356
Kafi et Abdessalam 366
Verrouillage 376
Le terrorisme s'installe 383
La lutte antiterroriste 391
La dérive des droits de l'homme 402
L'armée se cherche une doctrine 413

VI. L'impasse

Débat politique et dialogue 424
L'échec économique 434
La violence se déchaîne 446
Statu quo 461
Presse et intellectuels dans la tourmente 473
La pression internationale 482
La dernière ligne droite 491
La solution militaire 499

Conclusion : l'inévitable négociation 513

Les principaux acteurs de la scène politique 521
Sigles utilisés 523

Achevé d'imprimer en novembre 1994
sur presse CAMERON,
dans les ateliers de la S.E.P.C.,
à Saint-Amand-Montrond (Cher),
pour le compte des éditions de l'Aube,
Le Château, F-84240 La Tour d'Aigues

Flashage : Traitext, Quétigny (Côte-d'Or)

Photogravure couverture :
Quadriscan, Oraison (Alpes-de-Haute-Provence)

Numéro d'édition : 189
Numéro d'impression : 2678
Dépôt légal : novembre 1994

Imprimé en France